

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Abonnement : 200 F/an (hors taxes)
Région : 100 F/an (hors taxes)
Étranger : 250 F/an (hors taxes)
Tél. : 246-72-23

Les pays industrialisés et la crise

Onze millions d'Américains sans emploi

A moins de quatre semaines des élections, le chômage aux États-Unis a franchi en septembre la barre fatidique des 10 %, atteignant 10,1 % de la population active — le plus fort taux enregistré depuis 1948. Ainsi le pays comptait, le mois dernier, 11,3 millions de personnes sans emploi (soit près d'un demi-million de plus qu'en août), sans compter 1,5 million de travailleurs « découragés » et 6,6 millions de salariés contraints à des horaires réduits.

Cette aggravation du chômage frappe surtout les « soutiens de famille » : presque tous les nouveaux chômeurs sont des hommes de plus de vingt ans. Toutefois, chez les jeunes de seize à dix-neuf ans le taux a grimpé à près de 24 %. Les Noirs (20 %) et les Latino-Américains (15 %) sont plus touchés que les Blancs (9 %).

Le chômage « à deux chiffres » n'a pas été une surprise, compte tenu des nouvelles demandes d'allocation. L'opposition démocrate et les syndicats avaient d'ailleurs organisé à l'avance des discours, des conférences de presse et même des auditions de chômeurs au Congrès. Sans attendre la publication des statistiques, des manifestants s'étaient massés vendredi matin devant le département du travail aux cris de : « Merci Ron, tu nous a ramenés aux bons vieux jours de 1929 ».

Pour leur part, les démocrates n'ont pas de mots assez forts pour dénoncer cette situation. « Le désastre a franchi un nouveau seuil », dit M. Charles Mansueti, président de la commission nationale du parti. « C'est une tragédie et une honte nationale », affirme de son côté le sénateur Edward Kennedy. Les adversaires de M. Reagan rappellent avec détermination qu'il affirmait en novembre 1980 le candidat républicain à la présidence : « La récession c'est lorsque votre voisin perd son emploi. La dépression c'est lorsque vous perdez le vôtre. Et lorsque Jimmy Carter perd le sien c'est la reprise économique ».

M. Reagan se méfie, sachant que le chômage a remplacé l'inflation comme son pire ennemi un de ses concitoyens. Il fait donc beaucoup d'efforts pour se justifier, brochant sur le thème de l'héritage désastreux laissé par deux décennies d'irresponsabilité démocratique, soulignant les succès de la lutte contre l'inflation qui permet une baisse des taux d'intérêt — le taux d'escompte vient de revenir en-dessous de 10 %, — évoquant le début de la reprise économique, comme le prouverait la montée des cours à Wall Street. Toutes les conditions d'un redémarrage sont réunies, affirme de son côté le secrétaire au Trésor, M. Regan. En fait l'ampleur et la durée de la totale reprise dépendent en grande partie de la Réserve fédérale, dont on doute, dans les milieux d'affaires, qu'elle ait réellement décidé de s'arrêter sa politique monétaire.

En attendant, le chômage devient l'argument-clé de l'opposition pour les élections du 2 novembre. « Les républicains vont être punis », affirme le président du parti démocrate. Personne n'en doute, mais on s'interroge sur l'ampleur du phénomène. Il n'est pas sûr que le chômage, à lui seul, coûte beaucoup de sièges aux républicains pour les postes de gouverneurs, sénateurs ou représentants, car beaucoup de scrutins seront déterminés, comme d'habitude, par des thèmes locaux.

- Au sommet de Kinshasa, M. Mitterrand met en cause les États-Unis
- Le Japon adopte un plan de relance

Face à la crise économique internationale qui vient de se traduire par une aggravation du chômage américain, M. Mitterrand a souligné, le 8 octobre à Kinshasa, la responsabilité des États-Unis surtout à l'égard des difficultés des pays en développement.

Cependant, placé devant le ralentissement plus fort que prévu de la croissance, le gouvernement japonais a adopté un programme de soutien de 2000 milliards de yens.

La dévaluation de la couronne suédoise, qui a été condamnée aussi bien par la Norvège et la Finlande que par le Danemark, ouvre des perspectives de guerre commerciale. Pour leur part, les États-Unis connaissent le plus fort taux de chômage qui a été enregistré depuis 1940, ce qui domine d'ores et déjà leur campagne électorale.

Le Japon, quant à lui, vient de prendre une série de mesures de soutien (50 milliards de francs) pour tenter de relancer une croissance qui s'est ralentie au-delà de toute prévision. Outre-Atlantique, le taux

d'escompte a été ramené en dessous de la barre des 10 %, revenant à 8,5 %. En novembre 1981, ce taux se situait à 14 %. (Lire page 18.)

Cependant, utilisant la tribune du neuvième sommet franco-africain de Kinshasa, M. François Mitterrand a vivement critiqué, le 8 octobre, les États-Unis, responsables, selon lui, d'une grande part des difficultés du tiers-monde. Selon le président de la République, les « mouvements erratiques » du dollar, « sans correspondance à quoi que ce soit sur le plan économique », placent la plupart des pays, surtout ceux en développement, dans une « situation déstabilisante ».

M. ANICET LE PORS INVITÉ DU GRAND JURY R.T.L. « LE MONDE »

M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, sera l'invité du « Grand Jury R.T.L. » de « Le Monde » dimanche 10 octobre, de 15 h 15 à 16 h 30.

Le ministre répondra au cours de cette émission aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

Le chef de l'État français a aussi reproché aux États-Unis la réduction de leur aide au tiers-monde. De façon générale, M. Mitterrand a déploré les « entêtements », la « stérilité » et l'« absence d'imaginaire » des pays industrialisés à l'égard du développement. Assurant les pays africains de l'aide politique et économique de la France, il a toutefois ajouté que « prise dans la tourmente de la crise », celle-ci ne pouvait « à elle seule se substituer aux grands pays qui n'ont pas compris et ont limité leur vue du monde aux rapports de forces militaires ». La président français a déclaré qu'il continuerait à lancer partout ses appels à la conscience du monde industrialisé, « même » au risque de lasser. (Lire page 3.)

L'interdiction de Solidarité

- Paris exprime sa « totale réprobation » après la décision de la Diète polonaise
- Washington envisage des mesures de rétorsion

Après l'adoption, vendredi 8 octobre, par la Diète polonaise du texte interdisant Solidarité hors la loi, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que le président Reagan devait annoncer des nouvelles « mesures » de rétorsion dont il n'a pas été précisé si elles viseraient seulement la Pologne ou aussi l'Union soviétique.

En France l'interdiction définitive de Solidarité suscite de nombreuses protestations, en particulier des organisations syndicales (à l'exception de la C.G.T.) qui ont appelé à des manifestations à Paris, ce samedi et mardi prochain. Dans une déclaration publiée par le Quai d'Orsay, le gouvernement a, quand à lui, exprimé sa « grande inquiétude » et marqué sa « totale réprobation » des mesures prises qui « font surgir un nouvel obstacle dans le dialogue franco-polonais ».

Lors du vote, dix députés se sont prononcés contre l'adoption de la loi et neuf se sont abstenus. Le général Jaruzelski devait annoncer ce samedi un remaniement du gouvernement.

C'est chose faite. Il est près de vingt-et-une heures vendredi 8 octobre, et la Diète vient d'adopter cette loi par laquelle — la citation est du vice-premier ministre M. Mieczyslaw Rakowski — « les syndicats qui n'étaient que suspendus en vertu de l'état de siège cessent d'exister ». Aussi raide qu'a l'annonce de la loi, celle de la junte militaire et premier secrétaire du parti applaudit, calmement, de ce banc du gouvernement où il siège sous sa troisième casquette, celle de premier ministre.

Le général Jaruzelski applaudit.

mais les députés ne lui répondent guère et quittent hâtivement les travées — comme penauds de n'avoir pas eu le courage de leurs dix collègues qui ont voté contre, ou au moins celui des neuf qui se sont abstenus ; comme conscients que si Solidarité peut avoir « cessé d'exister », ses dix millions de membres, auxiliaires ou militants de la clandestinité, existent toujours.

Pour être aussi pensés-ils à cet autre passage du même discours prononcé jeudi à Lodz par M. Rakowski : « Je n'exclue pas la possibilité qu'il y ait des gens chez qui les émotions prendront le dessus (...) et que la colère pourra pousser à des actes d'une portée incalculable ». avait-il dit, avant d'ajouter que « d'autres encore vont rentrer dans leur coquille, vont persister dans leur obstination avec obstination et affirmation ». Or, peut-être à cet aveu mesurent-ils combien leur vote n'est pas celui de la nation dont ils devraient être les mandataires, mais l'importation. Ce ne sont pas ces députés qui comptent mais ce général, et lui est satisfait.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 2.)

Dans notre prochaine usinée :
Du Proche-Orient à la France
LES TERRORISTES
VENUS D'AILLEURS

Le débat d'une enquête de PHILIPPE BOGGIO.

DE L'AFFAIRE LUCET AUX FAUSSES FACTURES

Les « vendanges » de Marseille

Marseille. — La ville chuchote. Fausse facture et vraies rumeurs. Marseille, avec une sorte d'ombre décolorée à justifier ainsi sa réputation, distille les accusations, murmure des rumeurs, suggère une grande lessive en famille. Il n'est guère de jour où ne soit avancée l'identité d'un élu qui, d'un élu quel.

De notre envoyé spécial
PIERRE GEORGES

ou la travestissent carrément. La guerre des clans et d'abord celle patente au sein de la majorité municipale, ne s'embarrasse pas de détails aussi insignifiants que le respect des faits, l'apport de preuves, la réputation des hommes.

D'une certaine façon le Marseille politique contribue ainsi à alimenter, par les rumeurs et les coups bas, un Marseille politique qui ne verrait plus ses élus, passés, présents ou futurs, que

comme des corrompus et des affairistes.

Cette ambiance malsaine et dangereuse s'explique cependant. Qui peut savoir vraiment où s'arrête l'affaire Lucet, devenue, par une série de rumeurs, l'affaire des fausses factures ? Les policiers ? Ils sont une vingtaine, tous les hommes de la section économique et financière du S.R.P.J. de Marseille, à déceler patiemment l'écheveau ainsi découvert. Les policiers de talent. Les magistrats ? Les deux juges d'instruction, Mme Marie-Ange Chabrière et M. René Lucet, et Mlle Marie-Chantal Coux, responsable de l'enquête sur les fausses factures, ne disent mot.

(Lire la suite page 10.)

LE DÉFICIT DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

M. Bérégovoï va recevoir les partenaires sociaux après la rupture des négociations

M. Pierre Bérégovoï, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, doit recevoir, au début de la semaine, les syndicats après la rupture des négociations, vendredi 8 octobre, sur l'assurance-chômage (UNEDIC). Les syndicats et le C.N.P.F. ont, en effet, fait appel aux pouvoirs publics, F.O. réclamant des négociations tripartites.

Les cinq centrales, qui ont présenté un projet commun d'économie, de majoration des cotisations et des aides de l'État, ont rejeté la responsabilité de cet échec sur le C.N.P.F., mais aussi sur le gouvernement. La C.G.T. et la C.F.D.T., chacune de leur côté, appellent leurs syndicats à agir pour exiger que le patronat augmente sa participation financière à l'UNEDIC.

Lire page 18 « Responsabilités patronales... et gouvernementales », par Jean-Pierre Dumont.

CLAIRE BRISET.

(Lire la suite page 11.)

UN LIVRE DE LIONEL STOLÉRU

Le front et l'arrière

Le Français moyen n'achète plus. Ou plutôt il y en a deux, et l'un veut bien grossir un peu le trait : celui qui vit sur le « front » économique, dans l'industrie exposée à la concurrence et qui doit se battre ne serait-ce que pour conserver son emploi ; celui qui vit « à l'arrière », dans le secteur abrité de la fonction publique ou des branches qui n'ont pratiquement rien à craindre des rigueurs de la conjoncture internationale. A partir de cette constatation, de plus en plus sensible à mesure que les chiffres du chômage augmentent, et qui avait déjà été faite par M. Michel Albert, du temps où il était commissaire général au Plan, M. Lionel Stoléru vient de broder une fresque politique, économique et sociale où l'analyse pointue et les propositions se mêlent pour ouvrir un espace de débat d'un nouveau genre.

Ce n'est plus, en effet, la coupure gauche-droite que l'on nous prie de considérer — plus « fait couler, en effet, beaucoup d'encre jusqu'ici, — mais la France à deux vitesses, qui permet, selon notre auteur, de bien cerner les constatactions.

Celle qui frappe le plus le lecteur est le fruit du rapprochement de deux cartes : celle de la France électorale (cantonales de mars 1982) et celle de la France économique où, en gros, la partie « exposée » du pays se situe au-dessus d'une ligne Brétel-Nice et le secteur « abrité » en dessous.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 8.)

* La France à deux vitesses, par Lionel Stoléru. Flammarion, 394 pages, 10 francs.

7 PLACE VENDÔME

lever de rideau
chez

Cartier

boutique le mot de Cartier

TEL 261 55 55

AU JOUR LE JOUR

État-patron

Tous les patrons vous le disent.

L'État pose sa lourde patte sur les secteurs-clés de l'économie. Il régente tout, surveille et contrôle tout. Il entrave la liberté d'entreprendre, décourage l'innovation et tasse excessivement l'argent de l'industrie. Il prétend s'ingérer aussi dans les rapports sociaux. Il est partout.

Sauf qu'il ne connaît pas le métier de l'assurance-chômage. Après l'échec des négociations tripartites, il devra le faire et s'acquiescer ses responsabilités. A la demande des syndicats... et du C.N.P.F.

BRUNO FRAPPAT.

M. Weinberger est opposé à l'envoi de soldats américains dans le sud du pays

Quant à un éventuel traité de paix libano-Israélien, M. Alan Ronberg, porte-parole adjoint du département d'Etat américain, a réaffirmé, vendredi, la position de Washington selon laquelle « il n'y a aucune raison d'établir un lien direct entre le retrait des forces étrangères et un traité de paix libano-Israélien ». Le chef de l'exposition travailliste en

Le tourisme connaît sa crise la plus grave depuis la création de l'Etat

TELEX P
ETRAVE SERVICE TÉL

Enfia, dirigeant sunnite de Beyrouth, M. Saeb Salam, a apporté, jeudi, au cours d'un entretien accordé au quotidien arabe de Londres *el-Chark el-Aouassat*, l'appui de son courroux à la proposition du Front libanaise (à dominante chrétienne) d'établir des relations diplomatiques entre le Liban et la Syrie. C'est, semble-t-il, la première fois qu'un notable musulman libanaise important soutient cette vieille revendication de la communauté chrétienne de son pays... (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.).

Mme Gandhi affirme qu'elle souhaite « un Bangladesh stable et solide »

Le résultat le plus concret de cette visite est le fait que l'on soit parvenu à tracer le cadre dans lequel devra s'inscrire un règlement définitif du compte rendu de l'opération, en l'absence des deux du Gange entre les deux pays, à partir du barrage de Parakka. Une fois reconnu que l'accord actuel, conclu en 1977, est à compléter le 1 novembre, n'est pas permis de trouver « une solution durable et satisfaisante », les deux parties, soulignant la nécessité de parvenir à un partage « équitable » des ressources, ont convenu de se rencontrer (de janvier à mai), ont décidé que la commission mixte compétente déterminerait dans les dix-huit mois la « solution optimale » que les deux gouvernements s'efforceront de mettre en application.

Poursuivant sa visite en France, le dalaï-lama a donné, vendredi 8 octobre, une conférence de presse à l'hôtel Crillon, au cours de laquelle il s'est dit certain de retourner un jour au Tibet « quand la situation sera vraiment satisfaisante et les six millions de Tibétains vraiment satisfaits ». « Depuis 1979, la situation s'améliore, c'est une bonne nouvelle », a-t-il ajouté. Refusant de prendre part entre les reli-

(Né le 10 janvier 1906, à Helsinki, M. Sunell est un diplomate de carrière. Entré aux affaires étrangères en 1935, il fut au poste à Paris, de 1935 à 1942; de 1944 à 1947, il fut consul à Cologne, et de 1972 à 1973 ambassadeur simultanément à Alger et à Tunis. Il a aussi occupé divers postes à l'administration centrale. Depuis mars 1978, il représentait son pays à Ottawa.)

● Le prince Norodom Sihanouk et M. Son Samn, dirigeants de deux des forces antivaletiennes du Cambodge, ont été reçus, le 22 octobre, par le vice-président américain, M. George Bush, à qui ils ont assuré, que le gouvernement de coalition qu'ils ont formé avec les Khmers rouges « est là pour rester ». Il a été confirmé, à la suite de cette entrevue, que les États-Unis n'avaient pas l'intention de fournir une assistance militaire à coalition trinitique cambodienne mais qu'ils continueraient leur aide humanitaire pour soutenir diplomatiquement l'A.P.P.

Les relations avec la Chine ont été au centre des entretiens de M. Brejnev avec le chef de l'État vietnamien

L'ouverture cette semaine à Pékin de conversations exploratoires sur une éventuelle normalisation des relations sino-soviétiques n'est pas directement évoquée dans le communiqué final qui a été signé de M. Truong Chinh. Ce sujet n'a pas moins été au centre des entretiens du chef de l'Etat vietnamien avec M. Brejnev. Accueillant son hôte, celui-ci s'était é-

Un grand nombre de réfugiés salvadoriens au Honduras ont été assassinés

● Le comité épiscopal France-Amérique latine dément, par un communiqué, vendredi 8 octobre, la présence parmi les guérilleros salvadoriens d'un prêtre français, le Père Bernard Boulang. Le Père Xavier de Maupont, secrétaire national du comité épiscopal France-Amérique latine.

**LE PRÉSIDENT SILES ZUAZO
LANÇE UNE SÉVÈRE
MISE EN GARDE AUX MILITAIRES**

Le Pape (Reuter, A.P., U.P.I.).

M. Hector Siles Zúñiga, dirigeant de l'Union démocratique populaire (U.D.P.) élu président de la République par le Congrès bolivien, a été élu dimanche à La Paz, vendredi 8 octobre, venant du Pérou, où il vivait exilé depuis vingt-cinq mois. Presque toutes les voix ont été réunies, estimées à plusieurs milliers de personnes, le nouveau chef de l'Union démocratique populaire, les militaires qu'il ne tolérera pas, « aucune ingérence de leur part ».

« Nous n'accepterons, a-t-il dit, que la loi et la constitution, nous ne tolérerons ni les dirigeants militaires qui ont l'honneur de leur institution, nous ne nous insurgerons pas contre la loi, nous ne nous insurgerons pas contre la loi nationale. Plus jamais le pouvoir des armes ne sera frustré, c'est tout ».

M. Siles Zúñiga, qui prend officiellement ses fonctions dimanche 10 octobre, a également promis de lutter contre la corruption dans le pays et de réformer la justice, les dettes extérieures (estimée à près de 4 milliards de dollars) avec les organismes internationaux comme le F.N.A. et le F.M.I.

Correspondence - Signatures - Aide financière
« SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN »
 c/o M.T.I. : 46, rue de Montreuil, 75011 Paris
 Chèques à l'ordre de Claude SAINT-PATROC
 ches, tracts, badges, autocollants, pétitions dépo-
 sés à la même adresse.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

هكذا اعت الأهل

PUBLICITÉ



LE NIGERIA

Ces pages ont été réalisées par le Département fédéral de l'information du Nigeria.

POLITIQUE

Le 1^{er} octobre 1982, le Nigeria a fêté ses vingt-deux ans d'indépendance. A plus d'un titre, cette démocratie, qui est la quatrième par la taille dans le monde d'aujourd'hui, a atteint sa majorité.

Depuis sa naissance en tant qu'Etat indépendant en 1960, elle a connu beaucoup de tensions que subissent les pays dont la superficie est importante, la population composée, et qui aspirent à un mode de vie démocratique. Comme aux Etats-Unis - démocratie dont la taille et la diversité sont comparables - les rivalités régionales nées des différences économiques et ethniques ont engendré un mouvement sécessionniste, une guerre civile et une instabilité périodique. Comme les Etats-Unis, le Nigeria a beaucoup appris de ces expériences. Après une période d'indépendance équivalente au dixième de celle qu'ont connue les Etats-Unis, le Nigeria a mis en place des institutions politiques capables de réconcilier les intérêts de ses 80 millions d'habitants. Le Nigeria est, probablement, aujourd'hui le mieux à même, dans toute son histoire, d'affronter les difficultés propres à une nation.

Les crises que le Nigeria a connues dans son passé ne font que démontrer les progrès réalisés par ce pays. Son premier gouvernement, civil, confié au premier ministre Abubakar Tafawa Balewa, fut renversé en 1966 par l'armée nigérienne mutinée, inquiète de l'instabilité croissante et de la violence attisée par les rivalités régionales. Le premier gouvernement militaire fut renversé six mois plus tard par un autre coup d'Etat. Le second gouvernement militaire fédéral, conduit par le général Yakubu Gowon, dura neuf ans. Au cours de cette période, une guerre civile éclata, avec à l'origine la tentative de sécession de la région sud-est, appelée Biafra. Ce fut un triste chapitre de l'histoire nigérienne; mais, lorsque les autorités fédérales l'empêchèrent, enfin, les belligères s'arrêtèrent par cette guerre, de façon surprenante, s'apaisèrent rapidement. Une amnistie générale fut proclamée et les victimes réhabilitées. Gowon divisa les quatre régions du Nigeria en un ensemble de douze Etats, dans l'espoir de réduire les tensions régionales.

Un troisième gouvernement militaire s'installa comme d'habitude par un coup d'Etat sanglant, en 1975. Le gouvernement Gowon semblait, guère, en effet, progresser vers son retour à la loi civile. Conduit par le général Murtala Muhammed, le nouveau gouvernement prévoyait un programme de quatre années qui amènerait à l'élection d'un gouvernement démocratique. Le général Muhammed fut tué lors d'un coup d'Etat manqué en 1976, mais il fut rapidement remplacé par le lieutenant-général Olusegun Obasanjo, qui partageait les idées démocratiques de son prédécesseur. Le général Obasanjo parvint à redonner au pays un gouvernement civil, avant de se retirer des affaires politiques en octobre 1979.

A la lumière de ce passé turbulent, on remarquera d'autant plus les secondes élections civiles d'affiliée que le Nigeria connaît, au cours de l'été 1983. Après avoir subi trois coups d'Etat, une guerre civile, une longue période de régime militaire et l'assassinat de deux chefs d'Etat, le Nigeria semble avoir trouvé sa voie. Le pays connaît, depuis trois ans, la démocratie et la paix, et a l'intention de continuer dans ce même chemin. L'une des clés de la récente stabilité du pays est sa nouvelle Constitution. En 1976, le gouvernement militaire du général Obasanjo nomma un comité chargé de sa rédaction, engageant ce dernier à trouver une forme de Constitution mieux adaptée à la diversité ethnique et économique du Nigeria que la version modifiée du système parlementaire britannique adoptée par le pays après son indépendance. Le comité étudia la nature des hostilités apparues entre régions et groupes ethniques au Nigeria, à l'origine de tant de difficultés par le passé, et décida finalement de modeler la nouvelle Constitution sur celle des Etats-Unis d'Amérique.

Une Assemblée nationale fut créée, composée de deux Chambres. La Chambre haute, le Sénat, comprend cinq législateurs pour chacun des Etats, quelle que soit leur superficie. Cette disposition permet ainsi d'écartier les craintes des plus petits d'entre eux, ceux du Sud notamment, que les Etats les plus vastes ne dominent le gouvernement. Les sièges à la Chambre des représentants sont en nombre proportionnel à la population, ce qui donne suffisamment de poids aux Etats les plus grands et à leurs intérêts. Le Sénat et la Chambre doivent siéger un minimum de cent quatre-vingt-un jours pour chaque année de leur mandat, qui est de quatre ans.

Le corps législatif de chaque Etat est la Chambre de l'Assemblée, qui comprend trois fois le total des sièges alloués à l'Etat pour la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale. Comme sa contrepartie fédérale, l'Assemblée de l'Etat est

dissoute à la fin de chaque mandat de quatre ans. Dans le cas où une loi promulguée par l'Assemblée d'un Etat serait en contradiction avec la loi fédérale, la première est déclarée nulle.

Selon la nouvelle Constitution, le président est le chef de l'Etat, chef exécutif de la Fédération et commandant en chef des forces armées. Comme aux Etats-Unis, la présidence est limitée à deux mandats de quatre années. Afin de protéger le Nigeria du favoritisme d'un président à l'égard de l'une ou l'autre région, la Constitution requiert que les résultats de l'élection témoignent d'une pluralité des votes, mais totalisent également un minimum de 25 % des voix dans les deux tiers des Etats.

Les architectes de la nouvelle Constitution du Nigeria espéraient ainsi que l'équilibre entre les régions serait mieux respecté qu'avec le vieux Parlement « style Westminster ». Ils ont également estimé que l'indépendance du président à l'égard des vicissitudes au jour le jour de son parti politique contribuerait à la stabilité, et que les Nigériens se sentiraient davantage en sécurité le sachant mandaté pour quatre ans, quelles que soient les coalitions pouvant intervenir avec d'autres partis. Amplement, en effet, des modifications d'allégeance avaient provoqué en un jour le renversement du gouvernement.

Tandis que la Constitution préparait le retour à l'autorité civile, le général Obasanjo créait dans le pays un plus grand nombre d'Etats dans l'espoir de briser les blocs ethniques. Les douze Etats de la Nation passèrent ainsi à dix-neuf. Une Commission électorale fédérale fut également créée, toujours dans le but d'un retour à la démocratie. Elle était composée d'un président et d'un membre nommé par chacun des dix-neuf Etats. Cette commission était chargée de l'organisation et de la surveillance des élections, de l'enregistrement des partis politiques, de l'appréciation de l'éligibilité des candidats, de la vérification des comptes des partis, etc. Point clé de la loi électorale régissant la commission: les partis politiques devaient faire la démonstration d'un soutien national, avant d'être autorisés à présenter des candidats.

En septembre 1978, le gouvernement militaire levait l'interdit sur les activités politiques, imposé depuis 1966. Plus de quarante organisations politiques virent alors le jour, mais la plupart ne purent répondre aux stricts impératifs de représentation nationale instaurés par la commission électorale fédérale. Les partis qui parvinrent à se faire reconnaître et enregistrer sont: le Grand Parti du peuple nigérian (G.N.P.P.), le Parti national du Nigeria (N.P.N.), le Parti du peuple nigérian (N.P.P.), le Parti de rédemption du peuple (P.R.P.) et le Parti de l'unité du Nigeria (U.P.N.).

Les élections de 1979 consacrèrent la victoire du N.P.N., avec une pluralité

totale des votes et 25 % des voix dans douze (soit les deux tiers) des Etats du pays, répondant ainsi aux conditions fixées par la Constitution. De plus, le N.P.N. obtenait 167 sièges à la Chambre, 36 au Sénat et 7 gouvernements d'Etat. L'U.P.N., sous la conduite du vétéran Obafemi Awolowo, venait en second avec 110 sièges à la Chambre, 28 au Sénat et 5 gouvernements d'Etat. Le N.P.P., dirigé par un autre vétéran de la politique, le Dr. Nnamdi Azikiwe, se plaçait juste derrière, avec 77 sièges à la Chambre, 8 au Sénat et 3 gouvernements d'Etat. Le G.N.P.P. et le P.R.P. venaient les derniers, avec 44 sièges chacun à la Chambre, respectivement 8 et 7 sièges au Sénat et 2 gouvernements d'Etat chacun.

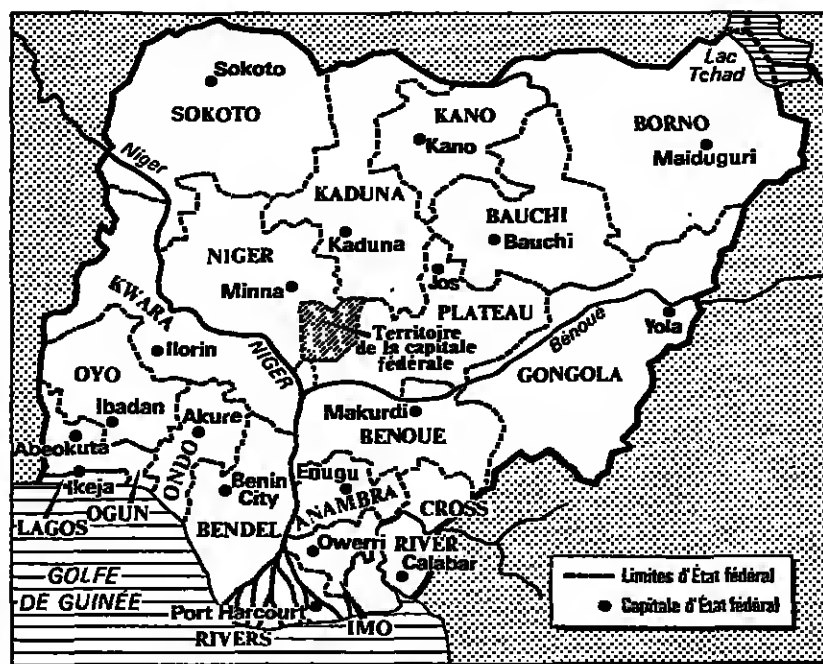
Fort de ces résultats et de la détermination avec laquelle le N.P.N. avait satisfait aux impératifs de la Constitution, le candidat de ce parti à la présidence, M. Alhaji Shehu Shagari, prit ses fonctions le 1^{er} octobre 1979. Treize années de pouvoir militaire prenaient ainsi fin. Bien que le N.P.N. n'ait eu recours à aucun allié politique pour remporter ces élections, ce parti décida cependant de conclure un accord avec le N.P.P., afin de donner au tout jeune gouvernement civil un mandat élargi.

Depuis les élections, la nouvelle Constitution comme le nouveau gouvernement ont eu à affronter un certain nombre de difficultés, mais l'un comme l'autre ont, sur le fond, fonctionné de façon efficace. L'une des épreuves les plus délicates qu'aient rencontrées ces deux institutions est apparue avec la question de la répartition des revenus du pays.

Il s'agissait en effet de savoir à quoi le Nigeria allait consacrer ses rentrées financières, le problème principal étant la répartition des revenus pétroliers entre le gouvernement fédéral et les Etats et gouvernements locaux. C'est là une question à laquelle tous les gouvernements nigériens ont eu à répondre, et les erreurs dans ce domaine ont souvent conduit à un renforcement des tensions régionales.

Lorsque le président Shagari prit le pouvoir, il promit de réviser le système de la répartition et d'accroître la part des Etats, fixée à 25 % des revenus par les précédents gouvernements militaires. Cependant, les Etats réclamaient plus que le gouvernement fédéral n'acceptait d'accorder. Les affrontements qui s'ensuivirent se soldèrent par une rupture de la coalition entre le N.P.N. au pouvoir et le N.P.P. Sous l'ancien système parlementaire, une telle rupture aurait amené de nouvelles élections; mais la Constitution tint bon et le président Shehu Shagari resta en place.

Chacun, par la suite, estima la question réglée lorsqu'un comité conjoint Chambre-Sénat donna raison au Sénat pour la loi de répartition. Il accordait 31,5 % du revenu aux Etats, ainsi que le désirait M. Shagari, et repoussait les propositions de la Chambre, soutenues par les



RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGÉRIA

Etats, qui accordait 40 % à ces derniers. Mais les partis d'opposition réagirent bientôt, demandant que la décision du comité soit soumise au vote de l'Assemblée plénière. La Cour suprême trancha finalement en faveur de l'opposition en octobre 1981, et, durant un certain temps, le Nigeria se retrouva sans aucune loi sur la répartition du revenu. Mais l'esprit de compromis l'emporta, et en décembre 1981 un nouveau texte fut approuvé qui fixait la part des Etats à 35 %, à mi-chemin entre les desiderata des Etats et ceux du gouvernement fédéral.

Cet exemple complexe fait la preuve de l'efficacité des nouvelles institutions du Nigeria. La Cour suprême, la Constitution et l'Assemblée nationale ont finalement fonctionné comme elles le devaient, parvenant à un résultat raisonnablement satisfaisant pour toutes les parties, évitant ainsi une grave crise politique.

Les solides fondations qu'a données au Nigeria sa récente stabilité politique ont non seulement procuré à la nation une fierté justifiée, mais également permis au pays de jouer un rôle important sur la scène internationale. Avec le président Shagari, le Nigeria a fait un pas décisif dans la lutte contre l'apartheid, il est entré aux Nations unies et dans l'Organisation de l'unité africaine. Un Africain sur quatre étant nigérian, le rôle de porte-parole que joue ce pays pour l'Afrique n'a rien de surprenant.

Le prochain test révélateur de l'efficacité de la Constitution et de la politique du gouvernement sera celui de la création d'un plus grand nombre d'Etats. Tous les partis sont d'accord sur ce point, à savoir que la subdivision du Nigeria en de nombreux Etats contribuera à la stabilité. Il

existe néanmoins des divergences entre eux, quant aux Etats qui doivent être formés et quant à la date de formation. La Constitution impose des règles strictes à la création de nouveaux Etats. Les deux tiers des membres de la région concernée, au Sénat, à la Chambre et à la Chambre de l'Assemblée au niveau de l'Etat, doivent demander le changement; la proposition doit être approuvée par référendum dans la région en question et recueillir au moins les deux tiers de « oui »; le référendum doit être approuvé par la majorité simple de tous les Etats de la Fédération en même temps que par une majorité au Sénat et à la Chambre des représentants, et la proposition elle-même doit ensuite être appuyée par un vote des deux tiers à la fois du Sénat et de la Chambre des représentants. Cette procédure demande beaucoup de temps. Mais l'expérience passée semble montrer que toute querelle née de la création de nouveaux Etats peut être résolue dans le cadre de la Constitution.

Autre test à venir pour les nouvelles institutions du Nigeria: l'élection de 1983. Déjà les divers partis politiques se préparent à la bataille. Le N.P.N. a choisi pour candidat l'actuel président, M. Alhaji Shehu Shagari; il lui reste encore à désigner celui qu'il présentera à la vice-présidence. Les autres partis politiques ne tarderont probablement pas à faire connaître à leur tour leurs candidats.

Quel que soit le vainqueur des élections de 1983, une chose est certaine: le Nigeria a beaucoup appris de son chaos politique passé et les nouvelles institutions sont à même d'affronter les crises que pourrait réserver l'avenir, de manière suffisamment souple pour concilier les différences régionales au lieu de les exacerber.

Portrait du président Shehu Shagari



Alhaji Shehu Shagari, qui a aujourd'hui cinquante-six ans, a été l'un des cinq dirigeants politiques à contester l'élection présidentielle de 1978. Né dans le village de Shagari, dans l'Etat du Sokoto, en février 1925, Shehu Shagari commença sa carrière comme professeur de sciences en 1944.

Cette carrière s'étend sur une période de plus de quatorze années au cours desquelles il fut directeur d'une école primaire à Argungu, dans l'Etat du Sokoto, puis inspecteur pour toutes les écoles primaires de la province du même nom. En 1953, Alhaji Shehu Shagari fréquenta l'école normale de Bauchi, puis suivit une formation plus poussée au Royaume-Uni.

C'est en 1945, alors qu'il était enseignant, que Shehu Shagari commença sa carrière politique en fondant le Conseil social de la jeunesse (Youth Social Council), organisation qui prenait position sur les événements politiques. En 1952, il contesta les élections parlementaires fédérales et représenta le Sokoto (Etat de l'Ouest) à la Chambre des représentants. Il conserva son mandat jusqu'en 1958, date à laquelle il devint secrétaire parlementaire d'Alhaji Tafawa Balewa, alors premier ministre du Nigeria.

Shehu Shagari fut élu au Parlement fédéral en 1959 et immédiatement nommé premier ministre fédéral du développement économique. Depuis lors, et jusqu'au coup d'Etat de 1966, il a occupé plusieurs postes ministériels, parmi lesquels celui de l'éducation et celui des affaires intérieures. Le coup d'Etat de 1966 le renvoya à sa ferme et à ses 200 hectares de terres dans

le village de Shagari, ainsi qu'à son travail bénévole d'éducation. En deux ans, il créa cent dix écoles primaires et trois écoles secondaires dans la province du Sokoto.

A la fin de la guerre civile, en 1970, il reprit ses fonctions au gouvernement fédéral, cette fois en tant que commissaire pour le développement économique et la reconstruction, sous les ordres du général Gowon. Il quitta ce poste en 1971 pour celui de commissaire fédéral aux finances, où il resta jusqu'en 1975 lorsque le général Gowon fut renversé par un nouveau coup d'Etat. Après deux années passées loin des affaires politiques, Alhaji Shehu Shagari fut élu à l'Assemblée constituante en 1977, avant de couronner sa carrière par sa victoire aux élections présidentielles de 1979.

Lorsque débuta la campagne électorale, Shehu Shagari avait pour ambition personnelle de devenir sénateur. Ses collègues cependant le persuadèrent de se présenter comme candidat N.P.N. aux élections.

Alhaji Shehu Shagari est un musulman convaincu, en même temps qu'un poète distingué de langue haoussa. Parmi ses œuvres publiées, notons *Wakar Nigeria*, poème qui évoque l'histoire et la géographie du pays, et *Shehu Usman Dan Fello*, qui célèbre les idées et les idéaux de sa politique.

Alhaji Shahu Shagari, professeur, poète, fermier, administrateur et homme politique, est peut-être le responsable qui est resté le plus longtemps au gouvernement du Nigeria.

مكتبة محمد السادس



NIGERIA

Tout comme les traumatismes politiques du passé nigérian ont contribué à une maturation progressive du système de gouvernement, les crises économiques qu'a connues la nation ont peu à peu forgé sa politique économique.

Parce que 90% des recettes des exportations nigérianes proviennent du pétrole, l'économie nigérienne est particulièrement vulnérable. Le moindre mouvement sur les marchés internationaux a des répercussions plus que proportionnelles sur l'économie du Nigeria. Une guerre au Proche-Orient, avec la hausse des prix du pétrole qui l'accompagne, peut faire grimper ses recettes d'exportation de façon considérable. Une récession en Occident, comme celle d'aujourd'hui, peut freiner la demande et épuiser les réserves du commerce extérieur nigérian. Dans un environnement aussi imprévisible, les planificateurs économiques doivent être capables de voir loin et faire preuve de souplesse et de discipline. Les événements des deux années qui viennent de s'écouler illustrent à la fois les problèmes que présente l'économie et l'évolution progressive des politiques adaptées à ces problèmes.

Lorsque le Nigeria a acquis son plan de développement pour la période 1981-1985, il a tablé sur une production pétrolière de plus de 2 millions de barils par jour (b.p.j.) avec des exportations de 1,9 million de b.p.j., vendus au prix de 36 dollars le baril. Cela semblait parfaitement raisonnable à une époque où la production dépassait 2 millions de b.p.j., et où le prix était de 40 dollars le baril. Même les critiques les plus sévères à l'égard de la politique nigérienne reconnaissent que ces prévisions étaient raisonnables. Mais en 1981 il y eut plebsmisme sur les marchés internationaux, les économies occidentales frappées par la récession ayant réduit leur consommation de pétrole. Dès le mois d'août, la production nigérienne était tombée à 700 000 b.p.j. et, avant la fin de ce même mois, le Nigeria commençait à faire des concessions aux clients. Cette mesure eut l'effet désiré et, dès le mois de décembre 1981, la production était remontée à 1,8 million de b.p.j., pour un prix de vente de 36 dollars.

Le Royaume-Uni, vendant alors à bas prix un pétrole de qualité égale au brut nigérian, fit à nouveau chuter les ventes, et fin mars 1982 la production tombait à 630 000 b.p.j. Le pays fut réduit à un mois de couverture pour ses achats, la note des importations dépassant depuis quelque temps de 500 millions de nairas par mois les recettes d'exportation. Le déficit réduisit les réserves extérieures du Nigeria, qui de 5 767 000 nairas fin juin 1981, dépassaient à peine, ce mars 1982, 1 200 000 nairas.

Une fois de plus le gouvernement nigérian réagit. Bien que l'on ait parfois critiqué la manière confuse dont furent annoncées les mesures adaptées, presque partout l'as reconnaît que le gouvernement a su réagir à la crise. Et que le programme d'austérité convenait aux circonstances. « Le Nigeria a fait exactement ce qu'il avait à faire, comment un banquier de Londres qui connaît bien le pays. Nous aurions pu souhaiter plus de clarté dans les déclarations, mais le programme adopté était parfaitement approprié et nécessaire. En fait, j'aurais eu quelque inquiétude si le Nigeria n'avait pas réagi par un programme de ce genre. » Un industriel fait écho à ces propos, lorsque, de son côté, il déclare : « Nous sommes simplement surpris que le gouvernement n'ait pas agi plus tôt. Il met aujourd'hui en œuvre une politique que nous réclamions depuis longtemps. »

Les mesures en question furent prises en deux temps : le 23 mars, le gouvernement suspendait l'émission de nouvelles lettres de crédit et des formulaires « M », essentiels à la mise en train de nouvelles commandes à l'importation ; il annonçait parallèlement des coupures de dépenses et les matières premières, jusque-là exemptées de l'inspection de préembarquement, subiraient désormais ce contrôle. (L'inspection de préembarquement permet de lutter contre la surfacturation et la contrefaçon.)

Comme cela avait à l'époque été précisé, ces mesures avaient un caractère provisoire. Elles permettaient au gouvernement d'examiner la situation économique, avant de mettre sur pied un programme à plus long terme. Fin avril, ce programme fut annoncé. Sur le fond, le gouvernement supprimait tous les suppléments privés et renforçait la surveillance des douanes, afin de mettre un terme à la contrefaçon ; il réexaminait toutes les licences d'importation non utilisées ; suspendait l'obtention des licences d'importation pour les véhicules, y compris les voitures particulières et les camions ; arrêtait de façon permanente l'importation de poulets congelés et de

L'ÉCONOMIE

certaines types de batteries ; instituant une obligation de dépôts avant toute importation, calculés suivant la priorité économique du produit ; il suspendait l'émission de licences d'importation pour les biens fabriqués au Nigeria ; plaçait plusieurs produits, parmi lesquels les matériaux de construction et les biens de consommation, sous obligation de licence ; augmentait de 25 % le prix de l'essence ; suspendait les garanties de prêt à venir du gouvernement fédéral aux États ayant emprunté plus de 200 millions de nairas ; relevait de deux points les taux d'intérêt ; augmentait de 5 à 10 % les barrières douanières, selon les produits ; levait la suspension d'émission des lettres de crédit et des formulaires « M », en même temps qu'il accordait des prolongations aux détenteurs des formulaires anciens ; annonçait que les chargements d'une valeur supérieure à 5 000 nairas seraient à l'avenir inspectés (la limite antérieure était de 10 000 nairas) ; il plaçait enfin vingt-neuf nouveaux produits sous licence et révisait les procédures pour les documents d'importation, en particulier les formulaires « M ».

Ces mesures furent beaucoup critiquées dans la presse internationale, mais nombre d'experts impartiaux estiment aujourd'hui que le Nigeria a fait ce qu'il devait faire. Dans une récente déclaration, le directeur du budget du Nigeria indiquait que, en partie du fait de ces mesures d'austérité, le balance des paiements devait faire apparaître un excédent d'ici la fin de 1983. A la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, au mois de septembre à Toronto, le ministre des finances, M. Victor Masi, a déclaré que « dans certaines régions, les effets positifs des mesures d'austérité prises au mois d'avril s'étaient déjà manifestés ». M. Masi a ajouté que la note des importations est en baisse et que les recettes des douanes sont en hausse, ce qui démontre le succès des mesures anticontrefaçon.

Les banquiers londoniens approuvent. Et, bien que les réserves des échanges extérieurs se soient maintenues fin mai à 740 millions de nairas, couvrant tout juste deux semaines d'importations d'avant les restrictions, ils estiment que la spirale vers le bas est enrayée, tandis que le niveau des importations devrait, selon toute attente, tomber de 1 200 millions de nairas par mois d'avant les restrictions au chiffre plus facilement contrôlable de 800 millions.

Autre aspect de la réaction du Nigeria à la chute des revenus pétroliers : un programme d'emprunts à l'étranger et de hausse des rentrées. Le fait que le gouvernement ait agi de façon indépendante, mettant sur pied son propre programme sans mendier un appui extérieur, a encouragé banquiers et économistes. Le sévère contrôle, décidé en avril, des emprunts individuels souscrits par les États s'est révéillé tout aussi rassurant. Bien que le Nigeria ait refusé de l'Arabie Saoudite l'offre d'un prêt de 1 milliard de dollars avant le mois de juin, il a, pour maintenir ses réserves, obtenu plus de 740 millions de dollars en droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international.

Au mois d'août, des accords ont été conclus à Londres pour un prêt de 217 millions de dollars, afin d'aider au financement de projets d'approvisionnement en eau. Un prêt de 80 millions de dollars accordé par le Marché commun à la Compagnie pétrolière nationale nigérienne (C.P.N.N.) est destiné au financement d'une usine de polypropylène. Le gouvernement devra également rechercher un total de 2 milliards de nairas pour le financement de son nouveau chemin de fer. Tout indique que les banquiers sont disposés à prêter au Nigeria, malgré les difficultés économiques que connaît le pays. Son programme d'austérité a en effet impressionné, et l'on sait le soin qu'il apporte ce pays au remboursement de ses dettes.

Le Nigeria a réagi à la crise pétrolière non seulement en réduisant les dépenses et en recherchant des fonds étrangers, mais en encourageant également la production de pétrole par de nouveaux moyens. Le gouvernement a en particulier doublé la marge bénéficiaire du « brut en équité » (« equity crude ») des compagnies pétrolières. (L'« equity crude » est la part de la production que les compagnies pétrolières retiennent, selon leur participation dans les opérations conjointes avec la C.P.N.N.)

Avant même que la mesure ait été approuvée, la production pétrolière commençait à remonter. En juin, elle atteignait son niveau le plus haut depuis janvier, avec 1,65 million de b.p.j., et bien que la production soit tombée à 1,32 million de b.p.j. en juillet, il semble que la production moyenne pour 1982 atteigne 1,3 million de b.p.j. Cela équivaut au quota accordé par l'OPEP au Nigeria, la moyenne pour le premier semestre, même en comptabilisant les mauvais résultats de février et de mars, est de 1,33 million de b.p.j.

Certaines organisations ont poussé le Nigeria à ajouter une dévaluation à son programme de rétablissement, mais les autorités ont écarté cette mesure. Le ministre des finances déclare, pour sa part, que les facteurs selon lesquels le naira nigérian pourrait être remplacé par une nouvelle monnaie sont, elles aussi, « absolument contraires à la vérité ». Des crises pétrolières de 1981 et 1982 que le Nigeria a connues, l'on peut tirer deux conclusions : la première est que le gouvernement est capable de réagir de façon décisive à des problèmes financiers ; la

seconde est que, plus tôt le pays diversifiera ses exportations, mieux cela vaudra. Le gouvernement du président Shagari était, quant à lui, déjà convaincu de la nécessité de diversifier l'économie, et le plan de développement de 82 millions de nairas pour 1981-1985 fait de cet objectif une priorité. Voici, en bref, les principaux points de ce plan :

INDUSTRIE

Le plan prévoit une croissance de l'industrie d'au moins 15 % par an, après la progression annuelle de 25 % en 1979 et 1980. Afin d'aider l'industrie, l'investissement direct du plan de développement sera consacré à la création d'industries de base, qui approvisionneront les fabricants. Les industries agricoles feront l'objet d'une attention toute particulière.

MINES

En plus du pétrole, le gouvernement prévoit d'accroître les réserves de gaz naturel du Nigeria. Le pays commencera également à développer sa propre industrie pétrochimique, de façon à pouvoir couvrir ses propres besoins, plutôt que d'exporter du brut qui sera transformé ailleurs.

AGRICULTURE

Le plan fait de l'agriculture la grande priorité, la détérioration de ce secteur ayant conduit à des importations de produits alimentaires dans des proportions inquiétantes. L'agriculture doit recevoir une part importante du budget, et le gouvernement espère voir ainsi la production agricole passer de son taux de croissance de 1 % en 1981 à celui de 4 % pour la période du plan (pour plus de détails voir le chapitre réservé à l'agriculture).

INFRASTRUCTURES

Le plan a alloué 2,4 milliards de nairas au développement de l'approvisionnement énergétique. Deux stations hydroélectriques doivent également être construites, en même temps qu'une usine thermique. Dans le domaine des transports, l'accent est davantage mis sur l'entretien que sur la construction nouvelle, à l'exception des régions rurales où les routes n'ont pas encore été construites. 2 milliards de nairas seront consacrés aux communications. Ils serviront à l'entretien et à l'amélioration du réseau déjà existant et à la mise en place de milliers de nouvelles lignes de téléphone et de télé. Le plan s'est clairement donné pour but l'élargissement de la base économique du Nigeria. En 1981, le gouvernement soulignait sa détermination à réduire la dépendance à l'égard du secteur pétrolier et à redonner une vie nouvelle à l'agriculture en faisant passer les entreprises de ce secteur de la liste II à la liste III du décret d'indigénéité. Ainsi se trouve réduit de 60 % à 40 % l'impératif de participation nigérienne dans les entreprises agricoles.

Les restrictions concernant les actions dans l'industrie des contenus métalliques, la production d'engrais et de ciment ont, de la même façon, été assouplies. D'autres activités, parmi lesquelles la

fabrication de bijoux, la réparation des montres, la confection de vêtements et le traitement du riz, passeront de la liste I, ne permettant aucune participation étrangère, à la liste II, autorisant une participation étrangère de 40 %. L'assouplissement du plan d'indigénéité, en particulier pour ce qui touche à l'agriculture, devrait contribuer à stimuler les secteurs non pétroliers de l'économie nigérienne et conduire à une croissance plus équilibrée pour l'avenir.

Le fait que le gouvernement Shagari soit conscient du rôle du secteur privé dans la mise en œuvre de la diversification économique a également été souligné par le ministre de l'industrie dans sa campagne de promotion de l'investissement. Au cours de l'année 1980-1981, plus de trois mille investisseurs à la recherche d'une information se sont adressés au ministère. Ce dernier accueille, en outre, un certain nombre de missions commerciales, financées par leur propre gouvernement ou par des sociétés. Les entreprises américaines ont montré un intérêt particulier, et, dans le cadre de l'effort nigérian de promotion des investissements américains, une attention spéciale a été accordée à l'application

PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT ET MESURES D'ENCOURAGEMENT

Le gouvernement a établi la liste suivante des secteurs prioritaires qui seront « favorisés » dans la répartition des encouragements :

- Industries agricoles et agro-alimentaires :** élevage et abattage du bétail ; industries laitières ; arboriculture et production de jus de fruits ; plantation et traitement du riz ; complexes sucriers ; sylviculture et travail du bois ; plantation et traitement du cacao, des arachides, de café et du coton.
- Industries de matériaux de construction :** fabrication de ciment ; fabrication d'éléments de toiture (tous types) ; matériaux pour plâtres ; serrurerie ; carrelage pour sols et murs ; tapis et moquettes ; linoléum ; éléments de plomberie ; tuyauterie ; robinetterie ; balcons ; bassins ; conduits, etc. ; bûches de fentes, vannes et penneaux ; peintures.
- Industrie et matériel de transport :** fabrication de pièces pour les usines d'assemblage des véhicules ; usines et industries d'entretien des usines.
- Industries chimiques et en particulier industries pharmaceutiques :** également chimie industrielle et produits issus de la pétrochimie.
- Industries scientifiques et autres industries fabriquant un matériel éducatif ; équipement de laboratoire scolaire et médical.**
- Fabrication d'équipement pour les télécommunications :** câbles et récepteurs téléphoniques, équipement intercom.
- Industries électriques et électroniques :** à distinguer du simple assemblage de composants (importés) : ventilateurs électriques, climatiseurs, réfrigérateurs et freezers, ampoules électriques et tubes fluorescents ; ascenseurs et escalators ; appareils électroménagers tels que fers à repasser et bouilloires, cuisinières électriques ; postes de radio et télévision (à partir de composants fabriqués sur place) ; instruments de musique.

de l'accord de garantie des investissements conclu entre les gouvernements du Nigeria et des États-Unis en 1974.

A ce jour, quatorze demandes d'application du système d'assurance contre les risques d'investissement ont été reçues ; huit ont été retenues. Dans le même esprit, des accords ont été passés dans le but d'ouvrir aux États-Unis deux bureaux de liaison pour l'investissement. Au cours de l'année dernière, le ministère de l'industrie a progressé dans cette même voie, avec la création d'une banque de données industrielles qui répondra aux besoins des investisseurs prospectant le marché nigérian. (Voir l'encadré pour la liste des régions à investissement prioritaire.)

D'une manière générale, donc, les événements de l'an passé montrent que le gouvernement du Nigeria apprécie le rôle de l'investissement étranger, apprend à lutter contre les heurts économiques causés par la lourde dépendance du pays à l'égard de son pétrole et avance sur la voie du progrès en diversifiant la base de son économie, afin que le cœur du Nigeria ne batte plus au rythme du marché international du pétrole.

b) **Équipement de la maison et ameublement :** chaises et canapés, tables, buffets et dressoirs, couverts, vaisselle et batterie de cuisine.

Les encouragements qui peuvent être accordés aux fabricants comprennent notamment :

- Le statut automatique d'« utilisateur agréé » (par lequel certaines fournitures peuvent être importées hors taxes).
- Le statut de pionnier (grâce auquel l'entreprise bénéficie d'une exemption fiscale de trois à cinq ans).
- L'amortissement accéléré de l'investissement en capital.
- La protection contre les importations.
- La réduction de l'impôt indirect pour les augmentations importantes de valeur ajoutée locale.

Pour l'avenir, les industriels qui s'installent dans des zones non encore aménagées auront la possibilité d'importer hors taxes leurs matières premières, et seront exemptés des droits de régie à payer sur les produits destinés au marché de l'exportation.

De plus, le gouvernement accueillera tout particulièrement les entreprises (que ce soit dans les secteurs prioritaires ou non prioritaires) qui :

- utilisent les matières premières locales,
- achètent des biens semi-finis à l'intérieur du Nigeria plutôt qu'à l'étranger,
- ont des possibilités importantes de formation,
- transfèrent activement la connaissance de procédés techniques,
- utilisent beaucoup de main-d'œuvre,
- produisent pour l'exportation,
- s'installent hors des régions traditionnelles.

LE NIGÉRIA PRODUIT

Tout a commencé le 29 janvier 1982, lorsque le président Shehu Shagari a appuyé sur le bouton qui a mis en route l'acier Delta à Orvian-Adajia dans l'État de Bendel. Dès lors, le Nigeria rejoignait les nations productrices d'acier et franchissait une étape importante sur le chemin de l'indépendance industrielle et technologique.

Depuis qu'il occupe des fonctions publiques, le président Shagari croit dans l'autonomie de l'économie nigérienne. Ministre du développement économique durant la Première République, puis, plus tard, commissaire fédéral aux finances, il avait déjà mis en œuvre un plan concept pour la réalisation de cette grande idée. Voilà pourquoi, quelques mois à peine après avoir prêté serment comme premier président exécutif de la Seconde République, il entreprit un voyage à Orvian-Adajia, afin de se rendre compte de l'avancement des travaux sur le chantier de l'acier Delta.

A cette occasion, il fit cette déclaration historique : « Mon administration se est convaincue : le meilleur atout que ce projet donnera au Nigeria est le développement rapide de capacités humaines et technologiques sans lesquelles nous ne parviendrons pas à une autonomie nationale. Je me réjouis de voir un jour les Nigériens concevoir et construire des aciéries et d'autres projets industriels. »

Du fait de sa détermination à réaliser l'épanouissement industriel du Nigeria, le président Shagari a fait de la production d'acier l'un des objectifs premiers de son administration. Une détermination à laquelle s'ajoute la conviction que les industries doivent se disperser un peu partout dans la fédération.

L'histoire de l'exploitation de l'acier au Nigeria

La construction de l'acier Delta est la réalisation d'un vieux rêve pour le Nigeria, qui remonte aussi loin que 1958, dans la période qui précède l'indépendance. C'est à cette époque que les planificateurs nationaux conçurent pour la première fois l'idée d'une importante aciérie sur le sol nigérian.

Nombre de Nigériens étaient convaincus des avantages évidents d'un tel projet pour le développement indus-

triel et la naissance de la technologie. Les experts occidentaux cependant ne partageaient pas cet avis. L'un des arguments décisifs était que l'heure n'était pas encore venue, le coût de la technologie étant prohibé. De plus, le pays était considéré comme incapable de fournir la force de travail et la compétence nécessaires pour réussir l'implantation d'une aciérie.

En dépit de ces décourageantes affirmations, des propositions furent enregistrées, les unes pour de petites unités de production d'une capacité de 100 000 tonnes par an, les autres pour des unités de capacité moyenne, pouvant aller jusqu'à 300 000 tonnes annuelles.

Investigations géologiques

On savait déjà qu'existaient des gisements de minerai ferreux au Nigeria, dans les régions d'Udi, d'Eauwu et d'Aghaja, mais sans en connaître ni l'importance ni la qualité. Il était clair, cependant, qu'une étude à l'échelle nationale s'imposait, afin de connaître toutes les possibilités d'extraction en vue d'une production de fer et d'acier. Un accord de coopération technique et économique signé entre le Nigeria et l'Union soviétique permit de réaliser ce projet. Les experts soviétiques arrivèrent au Nigeria en 1967 et entreprirent une étude des potentialités.

En novembre 1970, un nouvel accord était signé entre le gouvernement nigérian et Techno-Export, une société soviétique, réaffirmant la participation active du personnel nigérian à l'étude géologique. Ainsi fut découvert le gisement de minerai ferreux d'Itakpa dans l'État de Kwara. Le premier haut fourneau du Nigeria fut installé à Ajaokuta, tandis qu'était créée l'Administration pour le développement de l'acier nigérian (ADAN), chargée de toutes les questions relatives au fer et à l'acier.

L'industrie de l'acier est née

La création de l'ADAN en 1971 marque le début de la production d'acier à une vaste échelle au Nigeria. Initialement, l'ADAN s'occupait avant tout de la réalisation d'études géologiques partout

dans le pays. Elle entreprit ensuite la formation de la main-d'œuvre nigérienne dans diverses aciéries en Inde et en Union soviétique. Des études furent également conduites sur la consommation passée et à venir des produits en acier au Nigeria, et sur le mélange de produits requis pour les produits d'acier. L'étude montra, entre autres choses, que le Nigeria consommait de l'acier brut dans la proportion de 3,5 millions de tonnes en 1980.

A cette même époque, le débat s'intensifia dans les cercles gouvernementaux sur le choix de la technologie. Les hauts fourneaux représentaient les avantages évidents de robustesse traditionnelle. La réduction directe à l'arc électrique fut tout d'abord considérée comme n'ayant pas dépassé le stade expérimental. Mais avant qu'une décision définitive ait été prise, ce dernier procédé avait déjà fait ses preuves et fonctionnait avec succès dans le monde entier. La construction de deux aciéries de ce type fut donc envisagée pour la période du plan 1975-1980. Cela venait s'ajouter au projet de haut fourneau d'Ajaokuta pour lequel un accord bien antérieur avait été passé entre le gouvernement du Nigeria et celui de l'Union soviétique.

Le travail de promotion projet pour les aciéries à réduction directe commença en 1975, et en octobre 1977 le contrat du complexe Delta, aujourd'hui appelé aciérie Aladja, était signé. Dans le même temps, le gouvernement décidait de soutenir la réalisation d'un second projet du même type, pour des raisons économiques et techniques. L'exécution du complexe Delta fut confiée au Consortium sidérurgique A/Nigeria (C.A.A.), co-gérant formé d'industriels de l'acier et de fabricants de machines et d'équipement occidentaux et autrichiens. L'accord portait sur la construction d'une aciérie complète, comprenant four à chaux, unité de moulage, usine à réduction directe, atelier de fabrication électrique de l'acier, atelier de coulage, laminage pour sections légères, et le tout devant correspondre à la capacité de fonte fixée par le contrat à 1 million de tonnes d'acier liquide par an.

Le consortium C.A.A. accepta également de prendre en charge la formation de la main-d'œuvre nigérienne pour toutes les opérations réalisées dans une aciérie, ainsi que l'administration et l'assistance

مكتبة الأصل

PUBLICITÉ

LA RÉVOLUTION VERTE

Lorsque, en 1979, le gouvernement Shagari entra en fonctions, la demande de produits alimentaires augmentait trois fois plus vite que la production. Les importations dans ce domaine s'élevaient, depuis 1964, multipliées par vingt. Les dépenses d'importation pour ces mêmes produits, qui représentaient moins du dixième du total des importations en 1971, étaient passées à plus de 20 % lorsque M. Shagari s'installa à son poste.

Le nouveau gouvernement étudia l'urgence, ces chiffres, les jugea sévèrement; et en 1980 lança une campagne inédite, la « révolution verte ». La motivation était simple. Selon les termes mêmes employés au ministère de l'Agriculture, « cette administration est convaincue qu'aucune nation ne peut être politiquement indépendante, de façon essentielle, si elle doit trop compter sur l'extérieur pour ses approvisionnements en produits alimentaires de base et en matières premières industrielles. Nous croyons également que les efforts entrepris pour élever le niveau de vie des citoyens de ce pays continueront d'être vides, si ces derniers consacrent une proportion croissante de leurs revenus à leur nourriture ».

De nombreux facteurs ont contribué à l'apparition de la situation catastrophique de l'agriculture dont a hérité le président Shagari. Les premiers gouvernements après l'indépendance n'accordèrent que peu d'attention à ce secteur, et il n'existait en fait aucun ministère de l'Agriculture lorsque le premier plan de développement national fut lancé en 1962. Vers la fin des années 60, la guerre civile dévasta les régions rurales, et au cours de la décennie 70 l'économie croissante, alimentée par l'apparition du pétrole, des secteurs de la construction, du commerce et des services dépeupla l'agriculture de sa force de travail.

Lorsqu'un gouvernement prenait conscience de l'importance de l'agriculture, les ressources employées se révélaient parfois contraires à la production. Dans les années 70, le programme accéléré pour la production alimentaire nationale « du général Gowon et l'opération « Nourrir la nation » du général Obasanjo, si elle avait de bonnes intentions, mettaient l'un et l'autre l'accent sur l'extension des terres cultivables et l'installation de grandes exploitations ultra-mécanisées qui furent souvent gérées de façon inefficace.

Les problèmes de productivité auxquels sont confrontés les paysans nigériens, qui contribuent à plus de 90 % de la production agricole totale, furent ignorés. Là où des méthodes nouvelles d'exploitation furent introduites, elles le furent davantage pour des cultures de style colonial que pour la production de denrées alimentaires. L'infrastructure rurale était souvent inadéquate, laissant les petits fermiers sans routes, sans possibilités de stockage ou d'approvisionnement en eau.

Avant la fin des années 70, ces programmes se révélèrent inadéquats. Le Nigeria, alors, sans attendre l'arrivée au pouvoir de M. Shagari, fit prendre un tournant nouveau à son agriculture. En 1979, la Constitution plaça ce secteur sous la responsabilité de chacun des trois

grands pôles de décision : au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local. Le nouveau gouvernement fit ensuite de l'agriculture, l'une de ses priorités en accroissant le budget fédéral réservé à ce secteur, qu'il fit passer de 6 % à 15 % des dépenses de la nation. La « révolution verte » était lancée.

Après avoir étudié de près la difficile situation de l'agriculture, le gouvernement Shagari estima que, pour combler avant 1985 le fossé entre la demande et la production de produits alimentaires, les récoltes du Nigeria devraient progresser chaque année, non plus de 1 %, mais de 6,5 %, tandis que l'augmentation de la production de bétail devrait passer de 7,5 % à 11,25 %. Dans l'impossibilité d'obtenir de pareils résultats sur le court terme, le plan de développement Shagari pour 1981-1985 fixa à 4 % la croissance annuelle à atteindre dans chacun de ces deux secteurs. Le plan lui-même reconnaît que « ceci est considéré comme très ambitieux, étant données les contraintes financières, de main-d'œuvre, d'organisation et d'infrastructure ».

La stratégie de la « révolution verte » est double. Elle encourage, en premier lieu, les initiatives privées pour la création de grandes exploitations, réduisant dans ce domaine le rôle du gouvernement par rapport aux expériences antérieures. Les mesures fiscales d'encouragement existantes, réservées aux investisseurs étrangers, ont été étendues par un assouplissement de la loi pour l'industrialisation des entreprises agricoles, abaissant la mise nigérienne, obligée de 60 % à 40 %. Les entreprises para-étatiques poursuivent leurs projets de grande envergure, mais leurs résultats économiques seront plus soigneusement contrôlés.

Second aspect, peut-être le plus important : la « révolution verte » cherche à améliorer la productivité des petits propriétaires, jusqu'ici ignorés. Cette aide aux paysans passera, pour l'essentiel, par les projets de développement agricole (P.D.A.). À l'origine introduits au Nigeria par la Banque mondiale, ils ont été adaptés sous la « révolution verte », par le biais d'un arrangement tripartite entre la Banque mondiale, le gouvernement fédéral et les États. Les P.D.A. fournissent aux paysans, engrais, semences, équipement mécanique simple, mais également formation, facilités de crédit, routes, plans d'irrigation, etc. Lorsque M. Shagari arriva au pouvoir, la Banque mondiale avait déjà expérimenté des projets pilotes dans sept États. La « révolution verte » se propose d'étendre ces expériences à tout le Nigeria. En outre, la « révolution verte » vise à l'amélioration de l'ensemble des services et des conditions touchant tous les petits propriétaires, y compris ceux qui ne bénéficient pas actuellement des P.D.A.

Le programme de la « révolution verte » est appliqué depuis tout juste deux récoltes. Il serait, en conséquence, irréaliste d'attendre des changements spectaculaires, étant donné le soin à apporter à la mise en place du plan et l'importante mobilisation des habitants que nécessite un projet de cette nature. Le gouverne-



Une pépinière de palmiers à Ibadan.

ment a néanmoins réalisé des progrès notables.

Le programme P.D.A., en particulier, a été lancé avec succès. Deux nouveaux États en ont bénéficié, et l'aide s'est accrue dans les sept autres qui, déjà, étaient assésés. Les neuf projets de développement agricole ont jusqu'ici coûté 1,1 milliard de nairas; ils touchent deux millions de familles paysannes dans les États du Plateau, de Benué, Kwara, Niger, Bauchi, Kano, Oyo, Ondo et Sokoto. De nouveaux projets sont en préparation pour un certain nombre d'autres États, et des programmes moins intensifs, les projets de développement accéléré des régions, sont actuellement mis en place dans les États de Borno et de Gongola.

Avec l'aide d'un prêt de 520 millions de dollars de la Banque mondiale, 3 593 kilomètres de routes ont été construits, ainsi que 430 centres agronomiques. De plus, 140 barrages d'une capacité de 8 millions de mètres cubes, 95 puits et 215 sondages ont été réalisés. Ces efforts ont porté leurs fruits, et la croissance moyenne annuelle de la production est, avec les P.D.A., estimée à 6,8 %. Il y a également eu une amélioration sensible du revenu paysan dans les régions soumises à ce projet.

L'aide à l'agriculture a aussi été accentuée dans toute la nation, avec notamment :

- Un accroissement énorme des approvisionnements. La consommation d'engrais est passée de 80 000 tonnes en 1975 à plus de 1 million en 1980, première année de la « révolution verte ».
- D'autres fournitures vitales, telles que semences améliorées, herbicides et tracteurs, sont également aujourd'hui accessibles en grandes quantités.
- La préparation d'une carte complète des sols.
- La création de 32 coopératives agricoles et de 45 entrepôts de stockage;
- L'ouverture dans tous les États de bureaux de la Banque nigérienne pour l'agriculture et la coopération. Pour la seule année 1981, cette banque a accordé un total de prêts s'élevant à 78,97 millions de nairas pour 211 projets agricoles. En outre, 55 millions de nairas ont été mis à la disposition des fermiers par le biais d'un nouveau plan, dans lequel sont impliquées les autorités de la région des Rivières. Enfin, le plan de garantie de crédit à l'agriculture a été renforcé, et au cours des onze premiers mois de 1981 le



NIGERIA

LE PROGRAMME DE LOGEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

En 1979, le président Shehu Shagari déclarait à la nation : « Étant donnée l'importance que nous attachons au logement, nous allons créer un ministère du logement et de l'environnement. Être confortablement logé est un droit pour tous les Nigériens. Il ne fait aucun doute que, pour y parvenir, il faudra construire, dans les villes comme dans les campagnes, des millions d'unités supplémentaires d'hébergement ».

Certains esprits cyniques restent sceptiques quant à la réalisation de ce rêve. Aujourd'hui cependant, voilà que les promesses sont tenues, avec le programme de logement qui est actuellement mis en œuvre par le gouvernement fédéral.

Ce programme propose des logements à bas prix pour les bas, les moyens et les hauts revenus dans des proportions, respectivement, de 60 %, 25 % et 15 %. Le gouvernement s'intéresse davantage à ceux dont le revenu annuel est soit égal soit inférieur à 5 000 nairas. Des terrains seront alloués à ceux dont le revenu est supérieur, et des prêts leur seront accordés afin de leur permettre de faire construire eux-mêmes leur maison.

Selon ce schéma, l'occupant est aussi le propriétaire de la maison. Une période de vingt-cinq ans lui est laissée pour rembourser, mais le prêt ne doit pas excéder le cinquième de son revenu.

La personne qui reçoit ainsi une maison passe un accord avec la Banque fédérale des hypothèques du Nigeria, à laquelle elle remboursera son prêt au taux d'intérêt de 6 %. Une mise initiale de 300 nairas est demandée pour un logement avec une chambre. Elle sera de 1 000 nairas pour une maison avec trois chambres. Ces sommes sont déduites du montant du prêt.

On assiste à un mouvement de populations - de jeunes en particulier - qui quittent les régions rurales non industrialisées pour gagner les centres urbains qui offrent davantage de moyens de subsistance. Aussi a-t-on choisi les capitales des États et le quartier général des gouvernements locaux pour l'exécution de ces projets. D'autres facteurs sont pris en considération, notamment le développement commercial des villes, l'implantation des administrations et la densité de la population.

Seuls les citoyens nigériens âgés de plus de dix-huit ans peuvent se porter candidats. Ces derniers doivent être originaires de l'État où se situe le logement, ou doivent y résider depuis plus de trois ans.

Priorité sera donnée aux personnes qui ne sont pas déjà propriétaires dans le pays. Aucune candidature ne sera examinée au-delà d'un revenu de 8 000 nairas.

La répartition s'opère suivant les besoins, car la demande varie d'un État à l'autre et d'un gouvernement local à l'autre. Les capitales d'État disposent de 25 % et plus de l'ensemble des offres, car les demandes y sont plus nombreuses que dans toute autre ville de l'État. Le gouvernement local de chaque État compte approximativement le même nombre d'unités de logement, afin que soit assurée au mieux la répartition.

Certains gouvernements locaux cependant, du fait de l'activité économique de leur région, de son industrialisation, de l'importance de ses administrations et autres établissements, offrent des possibilités de logement plus nombreuses que d'autres.

C'est aux travailleurs disposant de bas revenus que sont destinés les logements à une chambre. Au fur et à mesure que les revenus de l'occupant-propriétaire augmentent, celui-ci aura tout loisir d'agrandir son logement en ajoutant deux chambres. Mais il peut également, par le biais d'une coopérative ou de tout autre moyen personnel, s'étendre de la même manière. Ces logements sont équipés de cuisine, débarras et salle d'eau.

La maison avec trois chambres est destinée aux travailleurs de revenus moyens. Elle comprend une salle à manger, un salon, une cuisine et une salle d'eau avec douche.

Pour se porter candidat, il suffit de remplir un formulaire que l'on obtient au prix de 5 nairas pour les logements à une chambre, et de 10 nairas pour les maisons avec trois chambres. Un comité donne des directives afin que soit préservé un maximum de justice. Il y a un comité par État, chacun étant placé sous la direction d'un assistant spécial du président ou d'une autre personne nommée par lui.

(Suite page 8.)

DE L'ACIER

technique nécessaires durant les premières années d'implantation de l'usine.

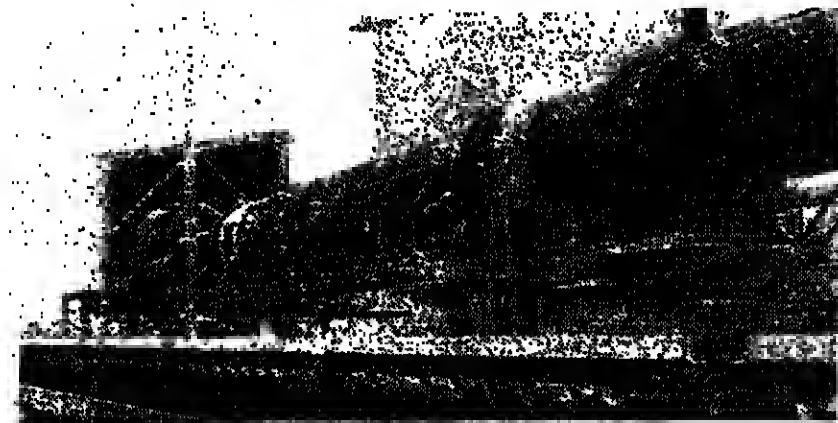
Pour la surveillance du projet et la supervision de la construction, un accord séparé fut passé avec la Société de conseil en métallurgie et ingénierie (Inde) en 1978. D'autres contrats touchant ce projet furent conclus avec notamment la Société Midland Ross aux États-Unis, pour la licence du procédé de réduction directe Midrext, et avec la Concast AG en Suisse, pour la licence du procédé de coulage Concast.

Au début de 1979, tandis que les travaux de construction avançaient, le gouvernement demanda que la promotion et la planification d'une deuxième phase d'expansion de l'aciérie Delta soient immédiatement mises en œuvre; afin que le pays soit en mesure de produire de l'acier dès 1985. Toutes les études de potentialité, les travaux de conception et les négociations furent terminés avant septembre 1979, mais les contrats ne purent être signés avant le changement de gouvernement et l'arrivée d'une équipe civile au pouvoir, en octobre de cette même année.

Avec l'administration du président actuel, une nouvelle approche fut entreprise dès 1979. Des décisions furent prises pour parvenir à une exploitation rapide de l'industrie de l'acier au Nigeria, qui se vit doter d'un ministère propre : le département pour le développement de la sidérurgie, dépendant du bureau exécutif du président.

Les dispositions financières prises en fin de compte par le gouvernement pour l'achèvement du projet Delta furent de deux ordres, d'une part une participation au capital, de l'autre des prêts à long terme et des crédits extérieurs. Parmi les fonds extérieurs, notons : le prêt d'un consortium européen, d'un montant de 570 millions de deutschemarks; le crédit garanti par Hermes pour les fournitures venues d'Allemagne de l'Ouest : 2 milliards de deutschemarks; le crédit garanti par O.K.B. pour les fournitures et provenances d'Australie : 1 milliard de schillings autrichiens. En outre, un crédit supplémentaire à l'exportation se montant à 200 millions de deutschemarks fut trouvé, afin d'achever de façon satisfaisante la réalisation du projet et d'assurer sa mise en marche dans les meilleures conditions.

Le coût financier total de la mise en œuvre de la phase I de l'aciérie Delta et



Un bâtiment des aciéries d'Aladja.

de l'infrastructure qui lui est indispensable ne dépasse pas 25 milliards de nairas. Ce chiffre inclut les coûts de construction d'une cité ouvrière, de liaisons routières, le dragage de la rivière, la construction de ports, d'immeubles administratifs, et autres infrastructures, l'embauche d'une main-d'œuvre locale et venue de l'étranger, l'assistance technique et les frais de consultation auprès du Mecon, le paiement des droits pour les procédés brevetés, ainsi que les coûts de construction, d'approvisionnement, d'installation et d'équipement d'une aciérie complète de 1 million de tonnes. La Compagnie des aciers Delta a démarré sous le nom de « complexe sidérurgique Delta », jusqu'à ce qu'elle ait été soumise à la loi sur les sociétés (1968), le 14 novembre 1979, avec un capital de participation de 220 millions de nairas, entièrement attribué au gouvernement fédéral. L'usine se situe entre deux villages, celui d'Owian et celui d'Aladja, dans l'État de Bendel. Elle s'étend sur la rive sud de la rivière Warri, à quelque 6 kilomètres au sud-ouest de la ville industrielle de Warri, sur un site de 130 hectares environ.

Le choix d'Owian-Aladja pour la construction de l'usine sidérurgique Delta est dû à l'abondance de gaz naturel, impétratif énergétique majeur à la fois pour l'utilisation du procédé de réduction directe Midrext adopté par l'usine, et pour la production d'électricité qui est actuellement fournie à la société par la station NEPA, près de Sapele. Son accès facile à

la mer a également été déterminant puisqu'il fait de cette réalisation une usine-port, comme la plupart des autres unités sidérurgiques modernes du monde.

Les hauts fourneaux du complexe sidérurgique d'Ajokuta, d'une capacité annuelle de 1,3 million de tonnes, devaient entrer en fonction en 1983. Cette usine fabriquera de l'acier à partir du minerai ferreux et du charbon de coke extrait dans le pays même. Par le contrat passé avec la firme russe Tajirpexport, celle-ci pourvoit aux besoins de l'aciérie durant les deux premières années de son fonctionnement. Elle assure également la formation à tous les niveaux des Nigériens en Union soviétique, afin que ces derniers puissent prendre en charge eux-mêmes le fonctionnement du complexe sidérurgique.

Un institut de formation aux métiers de la métallurgie a, par ailleurs, été créé à Onitsha en collaboration avec le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest, afin de s'assurer que les Nigériens, grâce à un savoir-faire technique, pourront, au moment voulu et en nombre suffisant, prendre en main les usines d'Ajokuta, lorsque les partenaires techniques partiront.

Trois laminoirs sont actuellement construits à Osobho, Katsina et Jos, afin d'utiliser les billettes des usines Delta et d'Ajokuta. Les laminoirs produiront initialement 210 000 tonnes d'acier par an, la production pouvant, par la suite, atteindre jusqu'à 720 000 tonnes annuelles.

Handwritten text in Arabic script, likely a signature or stamp, located at the bottom of the page.

PUBLICITÉ



NIGERIA

LE PROGRAMME DE LOGEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

(Suite de la page 7.)

S'ajoutant à ces logements, des villes nouvelles surgissent des terrains alloués à ceux qui peuvent faire eux-mêmes construire leur maison et là où le gouvernement élève directement des bâtiments qu'il vendra ensuite au public.

Afin que soient réalisés ces projets, les professionnels de l'immobilier ont été invités à participer au développement des capacités de logement dans les capitales d'État, autour du quartier général des gouvernements locaux et en d'autres endroits judicieusement choisis.

Le pivot de tout ce projet est le ministère du logement et de l'environnement, l'enfant de ce gouvernement. Ce ministère a, en dépit des problèmes qui l'assaillent, pu réaliser dans les États de la Fédération un certain nombre d'objectifs. S'il y a réussi, c'est grâce à la coopération et à la bonne volonté de tous les Nigériens et de leurs gouvernements locaux.

L'acquisition de terrains a posé des problèmes dans de nombreux États, mais elle est nécessaire pour l'exécution d'un programme de cette envergure, qui intéresse la nation tout entière. Le ministère a ainsi dû surmonter d'énormes difficultés. Il a dû se battre pour obtenir une coopération de la part de certains propriétaires et gouvernements d'État. Mais il semblerait que ceux-ci adoptent aujourd'hui une attitude plus conciliante.

La deuxième phase du programme de logements à bas prix comprend la construction de mille maisons à deux chambres dans chaque État de la Fédération, y compris sur le territoire de la capitale fédérale. Cette phase cependant a été

suspendue en raison de la situation économique actuelle. Tous les contrats ont été conclus (à l'exception de l'État de Bendel). Les entrepreneurs seront mobilisés pour les chantiers aussitôt que la situation économique s'améliorera. Le ministère a entrepris la construction de ces maisons à deux chambres en réponse aux critiques qui lui ont été faites à propos des logements à une chambre.

Le programme de construction du ministère ne se limite pas aux logements à bas prix ; il inclut des plans de logements spéciaux, comme ceux des cités de l'acier que sont Ajaokuta et Aladja, et des villes satellites comme Abesan. A Ajaokuta, par exemple, nouvelle cité de l'acier, six cents maisons à deux chambres et quatre cents à trois chambres sont actuellement mises en route. Quarante-quatre entrepreneurs travaillent sur ce chantier où quatre-vingt-quatre maisons à deux chambres et quatre à trois chambres sont déjà achevées, et où respectivement deux cent trente-huit et cent cinquante d'entre elles le seront bientôt. Seules quatre-vingt maisons à trois chambres restent encore à construire. La lenteur des travaux est due à la faible production des entrepreneurs et aux problèmes financiers.

Dans cette autre cité de l'acier qu'est Aladja, quatre mille huit cents maisons à deux chambres, cinq cent soixante-dix à trois chambres et trente à quatre chambres sont actuellement construites par quarante-deux entrepreneurs. Sur ce chantier, soixante-six maisons à deux chambres sont presque achevées, tandis que mille neuf cent quarante-six à deux chambres, cinquante-huit à trois chambres et dix à quatre chambres sont encore à l'état de projet.

La troisième phase de la cité d'Ajaokuta prévoit la construction de maisons selon deux méthodes : le système préfabriqué et la méthode traditionnelle. Les contrats ont été passés pour mille unités, et le projet est en voie de réalisation.

Ainsi constate-t-on que le président Shehu Shagari a tenu ses promesses électorales, attaquant sur quatre fronts le problème du logement qui touche la nation. Il a, pour cela, agi avec l'aide du ministère du logement et de l'environnement qui est le pivot du programme qui a été lancé, et le pivot autour duquel celui-ci tourne ; avec l'aide du Bureau du logement des fonctionnaires, organisme qui octroie des prêts pour l'acquisition de logements et de terrains aux fonctionnaires ; de l'Administration fédérale du logement, qui a fourni des logements à plus de soixante-quinze mille personnes à Lagos, et de la Banque fédérale d'hypothèque du Nigeria, qui accorde des facilités de crédit à long terme aux établissements et aux particuliers.

Le programme a donné un abri à des milliers de personnes et continuera de le faire. Il a, de plus, encouragé les employeurs du secteur privé à créer des

logements pour leurs employés, et a fourni des prêts aux établissements et aux particuliers qui désiraient construire leur propre maison.

Si le bien-être de ses citoyens est le but principal d'un gouvernement et si avoir un abri fait partie du bien-être, alors le programme de logement rendra cher aux masses ce gouvernement.

Voici les réalisations enregistrées par le ministère du logement à la fin du mois de mars 1982 pour ce qui concerne son programme de logements à bas prix :

ÉTAT D'ANAMBRA

Le ministère a passé accord avec soixante-quatre entrepreneurs qui opèrent dans vingt-trois gouvernements locaux de l'État. Sur les mille huit cent vingt logements à une chambre et les cent quatre-vingt maisons à trois chambres prévus, mille quarante des premiers et cent soixante-seize des seconds sont achevés et prêts à la vente. Cinq cent quatre-vingt logements à une chambre et quatre-vingt maisons à trois chambres sont encore en construction. Pour différentes raisons de retard ou d'impossibilité d'acquisition de terrains, de problèmes non résolus d'indemnisation, de difficultés financières et d'abandon de chantiers, deux cents logements à une chambre restent encore à construire. Le ministère a, par ailleurs, entrepris la réalisation de locaux destinés au secrétariat dans la capitale d'État. Six entrepreneurs se chargent du projet qui comprend douze maisons à deux chambres et six maisons à trois chambres qui sont prêts d'être achevées.

ÉTAT DU BAUCHI

Il y a seize gouvernements locaux dans l'État, où cinquante-huit chantiers ont été mis en œuvre pour la construction de mille huit cent logements à une chambre. Sur le nombre, mille sept cent cinquante logements sont achevés et prêts à la vente, ainsi que deux cents maisons à trois chambres. Cinquante logements à une chambre restent encore à terminer, le retard étant dû à des problèmes d'indemnisation ou d'abandon du chantier par les entrepreneurs.

Sur les dix-neuf unités prévues pour le logement du personnel d'encadrement, quatre maisons à quatre chambres et une maison à trois chambres seulement sont prêts d'être achevées.

ÉTAT DU BENDEL

Le seul État qui se soit montré intransigeant, d'accord avec aucune concession pour l'exécution de cet important programme a été le Bendel. Le ministère a dû attendre jusqu'à près de deux ans avant que le gouvernement d'État ne libère des terrains. Il n'a pu construire que dans les limites réduites des sols appartenant au gouvernement fédéral. Résultat : sur les dix-neuf zones du gouvernement local au

Bendel, un seul chantier a fonctionné où ont été construits neuf cent six logements à une chambre et cent soixante-quatre maisons à trois chambres. On espère que, le gouvernement du Bendel ayant accepté d'attribuer des terrains au projet, le reste des deux mille unités de la phase I sera bientôt achevé.

ÉTAT DU BENUÉ

Dans cet État, les constructions se répartissent dans trois zones du gouvernement local. La presque totalité des trente maisons à trois chambres et des huit cents unités à une chambre ont été terminées. Seule reste à réaliser l'unique maison de cinq chambres, pour terminer le plan de logement du personnel.

ÉTAT DU BORNO

Pour cet État, deux mille unités à une chambre étaient prévues ; seules quatre-vingt-six unités d'entre elles restent à finir. De même, les dix-neuf unités de logement destinées au personnel d'encadrement de l'État sont prêts d'être achevées.

ÉTAT DE CROSS-RIVER

De nombreuses contraintes ont freiné la réalisation du programme dans cet État : problèmes d'indemnisation, d'expertise et retard dans l'attribution des terrains. En conséquence, seules cinq cent trente-quatre unités à une chambre et soixante-quatre à trois chambres sont prêtes à l'achat. La construction des onze cent huit logements à une chambre et des cent seize maisons à trois chambres progresse, mais cent quatre-vingt-quatre des premiers et vingt des seconds n'ont pas encore été entrepris. Les dix-neuf unités destinées au personnel d'encadrement sont cependant prêts d'être achevées.

ÉTAT DU GONGOLA

L'ensemble des deux mille unités de logements, à l'exception de dix maisons à une chambre, sont prêtes à l'achat dans les dix-sept emplacements qu'elles occupent. De même, l'ensemble des dix-neuf logements pour le personnel d'encadrement sont prêts d'être achevés.

ÉTAT D'IMO

L'État dispose de vingt-deux emplacements. Sur les deux mille unités prévues, seules quatre cent vingt-six à une chambre et vingt-six à trois chambres n'ont pas été achevées. Le léger retard est attribuable à la lenteur des entrepreneurs.

ÉTAT DE KADUNA

L'État possède quarante-neuf emplacements. En tout, mille quarante-six unités à une chambre et cent dix-huit maisons à trois chambres sont prêtes à la vente, alors que sept cent quarante-quatre des premières et quatre-vingt-deux des seconds sont prêts d'être achevées. Dix maisons à une chambre seulement restent encore à construire. Ce retard est dû à la non-

disponibilité des terrains, à l'abandon des chantiers et à des retards dans la remise des terrains. Toutefois, les dix-neuf logements destinés au personnel d'encadrement sont en cours de réalisation.

ÉTAT DE LAGOS

Tout va bien à Lagos où, à l'exception de cent dix unités à une chambre, tout est terminé et prêt à la vente dans les six emplacements accordés par l'État. De même, l'ensemble des logements à cinq chambres réservés au personnel d'encadrement est achevé et occupé.

ÉTAT DU NIGER

Sur les deux cents unités prévues, il n'y a plus à construire que seize maisons à trois chambres. Le reste est soit prêt à la vente, soit prêt d'être achevé. Les logements pour le personnel sont en cours de réalisation.

ÉTAT D'OGUN

L'État possède dix emplacements sur lesquels s'élèvent vingt chantiers. Soixante-six entrepreneurs sont chargés du projet. Huit cent trente maisons à une chambre et quatre-vingt à trois chambres sont terminées et prêtes à la vente. Huit cent dix autres à une chambre et cent vingt à trois chambres sont prêts d'être achevées, tandis qu'environ cent soixante unités à une chambre sont encore à l'état de projet. Ce retard est dû principalement à la lenteur des entrepreneurs à Ogun. Toutefois, l'ensemble des quinze logements pour le personnel d'encadrement est en voie de réalisation.

ÉTAT D'ONDO

Il y a là, dans dix-sept emplacements du gouvernement local, deux mille unités de logement prises en charge par trente-six entrepreneurs. Ces derniers ont terminé et livré mille deux cent soixante-six maisons à une chambre et cent quatre-vingt-trois à trois chambres. Tous les logements réservés au personnel d'encadrement sont prêts d'être achevés.

ÉTAT D'OYO

Il y a là vingt-six chantiers dans les vingt-quatre emplacements du gouvernement local de l'État. Les travaux sont réalisés par trente-six entrepreneurs qui ont achevé onze cent cinquante-cinq maisons à une chambre et cent trente à trois chambres. Quatre cent soixante-deux maisons à une chambre et vingt à trois chambres sont en voie de réalisation, tandis que cent quatre-vingt-deux des premières et cinquante des seconds restent encore à construire. Les progrès relativement lents des travaux sont imputables au problème d'attribution des terrains. Mais les dix-neuf logements réservés au personnel d'encadrement sont prêts d'être terminés.

ÉTAT DU PLATEAU

Il y a quatorze chantiers dans l'État, où onze cent vingt maisons à une chambre et soixante-huit à trois chambres ont été achevées. Mais les dix-neuf logements réservés au personnel d'encadrement sont en construction.

ÉTAT DES RIVIÈRES

Les dix emplacements du gouvernement local que compte l'État sont divisés en quatorze chantiers de construction de la conduite de trente-deux entrepreneurs. Un total de quatre cent trente maisons à une chambre et de dix-huit à trois chambres ont été livrées par les entrepreneurs. Neuf cent quatre-vingt-huit autres maisons à une chambre et cent quatre-vingt-deux à trois chambres sont encore en cours de réalisation, alors que trois cent quatre-vingt-deux maisons à une chambre sont encore à construire. La lenteur des travaux est de la responsabilité des entrepreneurs. Certains contrats venant à terme, de nouveaux entrepreneurs seront nommés. Autre contrainte : la topographie de l'État. Toutefois, les dix-neuf logements réservés au personnel d'encadrement progressent, et huit des unités sont prêts d'être achevées, tandis que le reste est en cours de réalisation.

ÉTAT DU SOKOTO

Il y a là dix-neuf chantiers pour deux mille unités. Les quarante-deux entrepreneurs ont déjà livré la presque totalité du projet, seules cent soixante-dix unités à une chambre restent à terminer. L'ensemble des dix-neuf logements réservés au personnel d'encadrement sont également prêts d'être achevés.

ABUJA, TERRITOIRE FÉDÉRAL DE LA CAPITALE

A Abuja, neuf unités à une chambre et quarante-huit à trois chambres ont été achevées. Six cent soixante unités à une chambre et cent trente-deux à trois chambres sont en cours de construction, tandis que cent soixant-dix des premières et vingt des seconds sont encore à l'état de projet.

Le ministère intervient par l'intermédiaire de neuf cent soixante et un entrepreneurs dans quatre cent quatre-vingt-deux chantiers répartis sur les trois cent huit emplacements du gouvernement local que compte la Fédération. Au cours de la phase I du programme de logement à bas prix, trente-cinq mille cent quarante logements à une chambre et trois mille neuf cent quatre-vingt-dix maisons à trois chambres doivent être construits. Vingt-six mille deux cent vingt-six des premiers (72,6 %) et deux mille huit cent quarante des seconds (71,2 %) sont terminés et prêts à la vente. Sept mille sept cent dix (21,3 %) maisons avec une chambre et mille quarante-quatre (26,2 %) à trois chambres sont en construction, tandis que cent six (3,6 %) maisons à trois chambres sont encore à réaliser.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : Federal Department of Information, 15, Awolowo Road, Lagos - Nigeria

ABUJA

Le déménagement de l'Administration de la capitale fédérale, Lagos, pour Abuja, a commencé le mois dernier.

Le nouveau territoire de la capitale fédérale s'étend sur trois États contigus - Niger, Plateau et Kwara. L'idée de sa création est pour la première fois apparue en août 1975, au sein du gouvernement de M. Gen. Murtala Muhammed. Sept ans plus tard, les premiers bureaux du gouvernement ont commencé à s'installer.

Tous les ministères et toutes les institutions devraient être transférés d'ici à 1986-1987. La nouvelle cité aura alors, pense-t-on, deux cent cinquante mille habitants. On y attend pour l'an 2000 une population de un million six cent mille personnes, mais le chiffre optimum à atteindre est estimé à trois millions.

Le montant total des dépenses pour la création d'Abuja s'élevait à la fin du mois de mai dernier, à 722 500 000 nairas. Six ministères se sont installés le mois dernier, défense, plan, finances, justice, intérieur, ainsi que le ministère du territoire de la capitale fédérale et un certain nombre de services du bureau exécutif du président. Ils seront, dans un second temps, suivis par les ministères de l'agriculture, de l'énergie et des mines, de l'éducation, du commerce, de la santé, du logement et de l'environnement.

En 1975, les problèmes trop complexes soulevés par Lagos comme capitale à la fois d'un État et de la nation, premier port maritime et principal centre industriel et commercial, devenaient insolubles. La fin de la guerre civile et le boom pétrolier du début des années 70 avaient attiré dans cette ville un afflux sans précédent de population, et porté l'activité économique de la cité à un niveau tel que celle-ci semblait arrivée à saturation.

Des embouteillages permanents, un engorgement intolérable, une situation sanitaire au bord du chaos, des conditions de vie déplorables et un taux alarmant de criminalité obligèrent à chercher une solution. Une commission fut réunie sous la haute autorité de M. le juge Akinola Aguda. Elle était composée d'éminentes personnalités nigériennes : le docteur Tai Solarin, Mgr. Pedro Martins, MM. Alhaji Musa Izum, Owen Fieber, le docteur Ajaio Gondou et le regretté professeur O.K. Ogan.

Dans son rapport, remis quatre mois plus tard, cette commission des « sept sages » recommandait le transfert de la capitale fédérale de Lagos à Abuja - vaste territoire vierge au cœur du Nigeria. Plusieurs facteurs firent pencher la balance en faveur d'Abuja : sa situation centrale et son accès aisé, les conditions climatiques saines de la région, sa faible densité de population, la possibilité d'une expansion future sur des terres disponibles et sa neutralité ethnique.

La commission expliquait, en effet, dans son rapport : « Nous sommes convaincus que pour forger l'unité de cette nation il faut une capitale qui sera celle de tous les Nigériens, où chacun aura la certitude qu'il pourra vivre en toute égalité avec tous les autres Nigériens, et où aucun d'eux ne sera considéré par la loi comme dans la vie de tous les jours, comme un « étranger ».

En suivant les recommandations de la commission, le gouvernement approuvait cette idée qu'« une capitale fédérale située au centre du pays, dans une région offrant beaucoup d'espace et un accès facile pour tous, constituerait un atout pour la nation et aiderait à faire naître dans les esprits le sens d'unité nationale ». Ainsi tout fut mis en œuvre pour que les mots deviennent réalité.

Du seul point de vue de la beauté du site, le territoire de la nouvelle capitale ne peut être surpassé. S'étendant sur 8 000 kilomètres carrés, sa surface est deux fois et demie celle de tout l'État de Lagos. Il offre une succession de contre-forts rocheux aux formes variées, de collines et de montagnes basses, une multitude de lacs, des ruisseaux et des vallées. Sa prairie aux ondulations douces, ponctuée d'arbres aux lignes élégantes, confère au paysage l'aspect d'un jardin bien entretenu. Sa diversité topographique et géologique est peu commune. Le gouvernement est déterminé à garder à cette région son aspect esthétique, grâce à un travail soigné de planification et de mise en valeur. Le grand rocher de Zuma qui marque l'entrée du territoire, les collines de Zang-Kuku et de Dwar-Aso et les plaines vallonnées de Gwagwa comptent parmi les curiosités géographiques de la région.

L'objectif du plan Abuja était de donner au gouvernement un environnement sain en même temps qu'agréable. La ville, construite en arc de cercle, s'ouvre en éventail, à partir de son centre qui abritera l'Assemblée nationale, les bureaux du gouvernement, les institutions nationales et le centre commercial. Les quartiers d'habitation s'étendent dans deux directions et sont reliés à la cité par des voies rapides. Tout autour du centre-ville et des quartiers résidentiels s'élève un ensemble de collines. Certaines forment une frontière naturelle, donnant à la cité l'aspect improvisé de tant de centres urbains. S'étendant en plusieurs endroits de la capitale, des parcs et espaces ouverts prennent avantage des pentes et des vallées existantes creusées par les rivières.

La construction de la ville est prévue en plusieurs phases. La première, qui regroupe les bureaux du gouvernement et les quartiers d'habitation, logera une population de deux cent mille à deux cent cinquante mille habitants.

Le quartier « prioritaire » est l'un des quatre quartiers d'habitation prévus pour la cité. Il entre dans la première tranche des travaux et devrait être rapidement terminé - d'où son nom. Il est situé au sud de la zone centrale. Vingt-cinq mille unités de logements environ y sont prévues. Quelques huit mille d'entre elles se situent sur la lotissement de la capitale. Le premier devrait entrer en fonctionnement fin 1983. Le second, de taille plus modeste, est déjà terminé et approuvé. Sa capacité est de 1,3 milliard de gallons, et il sera réservé aux deux premiers quartiers de la ville.

À 32 kilomètres du centre de la cité, se trouve l'aéroport international d'Abuja. Son aménagement se déroulera en trois phases. Il est placé sous l'autorité de l'administration nigérienne des aéroports. Il aura des activités de fret qui permettront d'acheminer une partie des matériaux nécessaires pour la construction de la cité. Une fois achevé, il pourra accueillir tous les avions, y compris les gros porteurs 747. Sa rotation sera d'environ un million de passagers par an.

La première phase de construction du complexe présidentiel suit son cours. Cet ensemble pourra, lorsqu'il sera terminé, accueillir en plus de notre président, trois chefs d'État en visite. Le président et son équipe y trouveront toutes les installations nécessaires à leur travail.

Une station électrique est déjà mise en service et reliée au réseau national. Les lignes de transmission pour l'électricité, les câbles de télécommunications, les canalisations d'eau, seront tous souterrains dans la nouvelle capitale. Il en sera de même pour les égouts. Ces dispositions devraient assurer la propreté et la salubrité de la ville.

La création d'un territoire de la capitale fédérale, à partir des trois États du Niger, de Plateau et de Kwara, devait soulever une série de problèmes nouveaux ; le plus délicat était celui du sort des habitants originaires de la région. Il fut, dans un premier temps, décidé que la population tout entière serait évacuée et réinstallée à l'extérieur du territoire, mais l'importance du coût pour la nation d'une opération de cette envergure - 1,5 milliard de nairas - fit abandonner cette solution.

De plus, les implications socio-économiques du déplacement forcé d'une population indigène devaient être prises en considération. Il fut donc décidé que seuls les occupants de l'emplacement choisi pour la ville même seraient évacués et relogés. Ceux des zones environnantes auraient le choix entre rester sur le territoire et être réinstallés ailleurs. Une enquête menée quelque temps plus tard montra qu'une importante majorité des résidents préférerait rester sur place.

صك: امت الأصل

AU SÉNAT

1) La solidarité front-arrière. F

هكذا من الأصل

Le Monde

société

Les « vendanges » de Marseille

(Suite de la première page.)

Quant au procureur de la République à Marseille, M. Pierre Truche, il affirme simplement sa détermination à aller jusqu'au bout. De ce magistrat venu de Lyon, il a été dit par une facilité d'écriture qu'il serait un M. Brun derrière le vieux port, une sorte du buron affaibli au palais de justice.

Mais, quand M. Truche lui-même donne une autre définition de son rôle, celle d'un magistrat citoyen en charge de l'intérêt général, comptable de la délinquance, défenseur de la société et des contribuables au-delà de toutes considérations politiques, il ne dit pas seulement des solides mais nécessaires évidences. Il annonce la rigueur. Il affirme d'une autre manière ce que M. Gaston Defferre avait lancé lors des premières inculpations de fonctionnaires municipaux. Au « Je serai sauvage » du maire de Marseille fit écho « les vendanges seront bonnes » du magistrat marseillais.

Le raccourci vient alors tout naturellement de cette affaire de fausses factures, les vendanges « sauvages » de Marseille. Une grosse affaire. Un simple et très provisoire bilan suffit à le prouver : un mort, René Lucet, un ministre remercié, M. Nicole Questiaux, deux magistrats du parquet déplacés, soixante-cinq personnes inculpées à des degrés divers d'escroquerie ou de complicité, faux, usage de faux, corruption, des dizaines de millions de francs détournés au préjudice de la collectivité marseillaise et nationale. Ce n'est pas négligeable, tout de même, une affaire qui débouche sur l'inculpation, pour l'instant, de vingt-sept fonctionnaires et agents municipaux, d'une ville qui en compte plus de dix mille, mais dont le maire est aussi ministre de l'Intérieur. Et ce n'est pas rien de voir les policiers de la brigade financière enquêter, en quelque sorte, chez leur patron, M. Defferre l'a voulu ainsi. Il a même favorisé le travail des policiers. Ainsi que l'affirme M. Truche : « Quand j'ai avisé la mairie qu'une affaire allait tomber sur eux, tous les dossiers m'ont été ouverts. Il faut que cela soit bien clair, il n'y a eu aucune entrave à la marche de la justice ».

« Je ne peux pas accepter la malhonnêteté »

Comment y en aurait-il eu, alors que M. Defferre déclarait le 3 juillet : « Je peux accepter beaucoup de choses, mais pas la malhonnêteté ». A la gangrène, selon lui, un seul remède, l'amputation.

Comment y aurait-il eu des obstacles alors, justement, que cette gangrène allait surgir sur la place publique ?

C'est peut-être l'aspect le plus surprenant de toute cette affaire. Comment un conflit dur, doctrinaire, manichéen si l'on veut même, entre un haut fonctionnaire - René Lucet - et son ministre de tutelle - M. Questiaux - a échappé progressivement à tout contrôle au point, aujourd'hui, de faire apparaître comme tout à fait dérisoire l'objet matériel du litige, ce fameux rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) qui motiva le retrait d'agrément au directeur de la Caisse primaire des Bouches-du-Rhône. Au point, aussi, de souligner l'indépendance qu'il y eut, au-delà de la légitime émotion sur la mort d'un homme, à exploiter l'affaire sur le thème de l'injustice meurtrière, de la calomnie assassine.

En fait, tout s'est passé comme si les deux principaux acteurs d'un conflit qui les dépassa très vite, devaient en être les deux premières victimes. A osé, on dirait aujourd'hui que, politiquement, M. Nicole Questiaux ne savait pas ce qu'elle faisait vraiment en déclenchant l'affaire Lucet. Cela ne lui fut pas pardonné. On dira aussi que René Lucet ne savait probablement pas davantage ce qu'il risquait à venir ainsi prendre place dans le jeu marseillais à un moment clé, celui du renversement des alliances locales et du changement de pouvoir national. Et il en est mort. Comment ? La justice, après s'être précipitée pour conclure au suicide sur une enquête bâclée, a décidé, cette fois, de prendre toutes les précautions. De ce fait, les conclusions de l'information ouverte ne seront probablement pas connues avant la fin de l'année. Qu'elles qu'elles soient, et rien n'indique qu'elles puissent contredire l'enquête précédente, ces conclusions n'auront plus le même retentissement. C'est que la victime n'est plus la même.

Du René Lucet, grand commis, organisateur remarquable, au René Lucet bénéficiant des largesses immobilières de M. Dominique Venturi, qui lui vendra 1,5 million une villa hypothéquée près de 2,4 millions de francs ; du René Lucet, martyr dans sa lutte militante contre

« le fascisme rouge », au René Lucet recevant chaque mois, sur l'un de ses deux comptes bancaires, des sommes importantes (de 10 000 F à 20 000 F) ne correspondant à aucun revenu déclaré, il y a toute la marge qui sépare une affaire politique et polémique d'une enquête minutieuse de la brigade financière. Ou toute la différence qui peut exister entre deux déclarations.

Eloge des principes

Le 4 mars 1982, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, disait : « Il est mort victime d'une campagne de dénigrement et de calomnies, alors que son combat n'avait d'autre objectif que de garder la Sécurité sociale au service des seuls salariés » (Le Monde du 5 mars). Le 24 septembre dernier, il affirmait : « Quand nous avons défendu René Lucet, nous avons défendu des principes (...) » (Le Monde du 25 septembre). Notable différence que ce passage de l'éloge d'une victime à la seule défense des principes. C'est qu'en temps le miroir s'est brisé et que, par sa mort, dans un héritage encombrant, René Lucet va provoquer la rupture dans tout un édifice.

Il s'agit, bien sûr, de ces fameux marchés de gré à gré, point d'ancrage de toute l'enquête policière. On ne reviendra pas en détail ici sur des faits largement exposés. De vérification, de société en société, de comptabilité en comptabilité, les enquêteurs et le magistrat-instructeur vont, pour reprendre l'expression du procureur, grappiller puis frapper. Au centre d'un trafic presque industriel de fausses factures, un peu comme on fait de la fausse monnaie, un inspecteur des impôts de Nice, Julien Zémour. En tête des utilisateurs de fausses factures, un café, Dominique Venturi, patron de la Doune, le grand magasin d'entreprises du Midi (C.G.E.M.). En bout de chaîne, les « victimes » consentantes et rémunérées de ces fausses factures. En aval, enfin, les chefs de petites entreprises qui eurent recours au service des multiples officines Zémour. Quatre dossiers ont ainsi été ouverts par M. Coux. Le tout ponctué d'une série de nouvelles entre la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie, le centre hospitalier régional de Nice et, bien sûr, la plus visitée, la mairie de Marseille.

Pour autant que l'on puisse savoir, le secret est bien gardé, ce n'est là qu'une étape. Le spectre pourrait bien s'élargir, notamment par l'exploitation de « filon » Zémour vers d'autres villes de France, d'autres centres hospitaliers, notamment à Paris, à Bordeaux et sur la Côte d'Azur.

Au demeurant, et dant l'état actuel de l'enquête, cette affaire de fausses factures étonne et inquiète. L'étonnement viendra d'abord d'un constat : dès son arrivée à la tête de la Caisse des Bouches-du-Rhône, René Lucet avait multiplié les marchés de gré à gré. Multiplier est le mot exact, puisque, de l'exception, cette pratique est devenue la règle. Plus de la moitié des travaux effectués, ou prétendument effectués, par des entreprises pour la C.P.C.A.M. des Bouches-du-Rhône, notamment l'aménagement de nombreux centres de prestations sociales, ont été ainsi adjugés. En deux ans, près de 30 millions de francs ont été engagés de cette manière. Si l'on sait que la procédure du marché de gré à gré impose, pour chaque opération, un plafond de 100 000 F, cela signifie que, pendant cette période, sous la direction de René Lucet, la C.P.C.A.M. a passé plusieurs centaines de contrats directs avec des entreprises, pour des travaux souvent surévalués, parfois fictifs. A un tel niveau de fréquence, il est surprenant que, lors de l'enquête administrative ordonnée par M. Questiaux, les membres de l'I.G.A.S. n'aient pas découvert, ou évoqué, ces pratiques. Surtout quand, dans le même temps, leur rapport faisait état, comme preuves à charge contre René Lucet, de dépassements de frais injustifiés pour les chauffeurs dans l'imputation d'indemnités de congés payés non pris, le tout représentant quelques milliers de francs. Cela signifierait, alors, que le détail dans cette affaire a masqué l'essentiel. Ou que le contrôle a posteriori des dépenses engagées par les directeurs de caisses régionales, sous leur responsabilité n'existe pas.

La succession

L'étonnement et l'inquiétude viendront d'un autre constat : non seulement la corruption, cette gangrène, serait un mal fort partagé à Marseille, mais il y aurait aussi un mal presque ostensible. Car, à côté des mendiants de l'aubaine, par exemple ces employés de mairie compromis pour des sommes ridi-

cules, petites primes du silence, d'autres ont été au grand jour un train de vie peu compatible avec leur salaire et leurs revenus connus. Cela fait des années. Comme s'il ne pouvait rien leur arriver, dans l'enchevêtrement des complaisances et le maquis de protections. Cela conduit tout naturellement à s'interroger sur le rôle des élus socialistes. Certains avaient-ils ? Sont-ils impliqués ? La question reste sans réponse.

Le nom d'un adjoint, député P.S., a été avancé par la rumeur, sous l'argument que celui-ci aurait favorisé une entreprise familiale dans l'attribution d'un marché. Interrogé sur ce point précis, le procureur de la République a répondu qu'il y a quelques jours, par un dément formel. La rumeur persiste.

En fait, tout se passe maintenant comme si, au sein du parti socialiste à Marseille, cette affaire Lucet, devenue l'affaire des fausses factures, apparissait l'occasion d'en découvrir enfin, de régler de vieux comptes. Ce serait la guerre entre la ville garde - Mme Irma Rappuzzi, MM. Antoine Andrieux, Jean Mas, Charles-Emile Loo (1) - et les deux chefs de file de la nouvelle génération - un député, M. Philippe Sammarco, et M. Michel Pezet, président du conseil régional, conseiller municipal et premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Et ce serait, aussi, la

guerre entre ces deux derniers hommes, aspirants à la succession.

Une guerre d'autant plus paradoxale que, justement, ce problème de la succession ne se pose pas immédiatement, puisque M. Gaston Defferre sera candidat à la mairie de Marseille. Une guerre en tout cas très révélatrice du mouvement de fond qui s'opère au sein du parti socialiste pour un renversement des alliances. Après trente ans de coalition entre le P.S., une partie de la droite marseillaise et, à la croisée des chemins, un syndicat F.O. fort hétéroclite, pour faire barrage au parti communiste, la fédération des Bouches-du-Rhône, bien contrôlée par M. Pezet, s'engage maintenant à fond pour une alliance avec le P.C. Tout cela est plus facile à imaginer qu'à réaliser, face aux pesanteurs marseillaises, aux habitudes, à l'entêtement, aux amitiés, à la puissance de la vieille garde et aux réticences d'un syndicat F.O. même diminué. Face aussi à la concurrence de M. Philippe Sammarco. Face enfin à un maire qui ne dit mot et attend.

PIERRE GEORGES.

(1) M. Lappaz, sénateur, premier adjoint ; M. Loo, membres de l'Assemblée des Communautés européennes ; M. Andrieux, sénateur P.S., adjoint au maire ; M. Mas, député P.S., adjoint au maire.

LE MEURTRE D'UN JEUNE ALGÉRIEN A BRON (RHONE)

Autodéfense et insécurité sur fond de campagne électorale

De notre correspondant régional

Lyon. - Ahmed Boutelja, un Algérien de vingt-cinq ans, est mort mardi 26 septembre à la cité Saint-Jean-de-Bron (Rhône), tué à coups de carabine 22 long rifle par un plâtrier-peintre de trente-cinq ans, M. Jean-Claude Lopez. Atteint par deux projectiles, le jeune homme est décédé avant son admission à l'hôpital. Son ami, M. Abdelkrim Mersault, vingt-trois ans, blessé seulement à l'omoplate, a eu plus de chance.

A l'origine de ce drame, une querelle entre jeunes, une bagarre dont un adolescent, Jean-Yves, seize ans, va se plaindre à sa mère. Le compagnon de celle-ci, M. Lopez, intervient et menace une première fois les jeunes gens avec un coupe-coupe, puis avec une carabine. « J'ai tiré en l'air », affirme-t-il, bien que les policiers aient relevé des impacts de projectiles à hauteur d'homme... « Il a continué à tirer sur Ahmed blessé et à terre », affirment des témoins, tandis qu'une polémique sur l'insécurité se développe à Bron sur fond de campagne électorale.

Deux semaines après les faits, une centaine de jeunes du quartier se sont réunis dans un local pour soulever et ce tout ça s'arrête ». Ferme ment mais sans violence, ces jeunes gens, pour la plupart des fils d'immigrés, voulaient dire des choses simples. Ils réclamaient une « justice normale » et une « instruction régulière ». Que l'on écoute les témoignages des gens concernés » par les faits, les parents et les amis de la victime. « Il a tiré avec acharnement. Il ne peut pas plaider l'effollement. Et de rappeler les menaces qui auraient été portées quelques mois auparavant par le meurtrier : « Un jour, je tuerai un Arabe ». Marie-Louise, dix-neuf ans, avait fait des projets avec Ahmed. Elle ne comprend pas pourquoi on a pu lui en la évoquer son passé (Ahmed avait été purgé une courte peine de trois mois d'emprisonnement. « Il apprend à conduire, il s'était inscrit à l'A.N.P.E. On devait se marier dès qu'il aurait trouvé du travail. » Marie-Louise est seule aujourd'hui avec son enfant, son bébé, qu'elle a eu un mois il y a quelques jours.

Ce jour-là, le corps d'Ahmed a été accompagné à l'aéroport par ses amis et sa famille, d'où il est parti pour l'Algérie. Une marche silencieuse, « modeste de dignité et de responsabilité », aux yeux du préfet de police du Rhône, M. Bernard Grasset.

« Une affaire comme ça nous dépasse un peu », reconnaît M. Serge Damazin, commerçant, président de l'association Sécurité individuelle pour tous, de Bron. Cet homme sincère et mesuré dans ses propos assure que jamais son association n'a « entretenu ou encouragé le racisme », qu'elle s'est toujours opposée à la création de comités d'autodéfense. Simplement, le regroupement des habitants de Bron, exodés par la délinquance quotidienne et les agressions, « a pour but, selon M. Damazin, de reconforter les gens » et « de penser moins aux lourds qu'aux victimes ».

Un élu contre les voyous

M. Vincent Guitard, tout nouveau conseiller général (U.D.F.), s'est, pour sa part, forgé l'image d'un homme qui s'occupe de la sécurité à Bron ». Il doit sa récente élection avec 52 % des suffrages dans un fief socialiste à son profil d'homme dynamique, il espère bien, par l'effet de la spirale de la victoire, emporter le siège du maire (P.S.), M. André Soussi. Aujourd'hui, M. Guitard a dépensé tout incident de violence : « J'ai toujours été contre les comités

d'autodéfense. J'ai souvent dit aux gens : « Je vous défends d'utiliser les armes ».

Mais M. Guitard ne répugne pas à faire des rondes, à passer en voiture la nuit, seul ou avec un ami, pour voir « si tout va bien ». Sa popularité n'est pas acceptée par tous. Il a été récemment pris à partie par quelques jeunes au cours d'une partie de pétanque. Mais comme il combat les voyous », il estime être là dans son rôle d'élu. De plus, s'il a des idées très précises sur les différentes communautés (c'est la force de donner raison à une minorité, on fait du racisme à rebrousse-poil), il paraît pousser, très loin cette observation de ses concitoyens : « Vous savez, lundi soir, à la réunion des jeunes, il n'y avait pas que des gens de Bron, il y avait là des immigrés qu'on a ramassés de tous les secteurs. Je le sais parce que j'avais suivi mes gens à moi ».

Pourtant, comme M. Damazin, M. Guitard est conscient des dangers de contagion de la violence. Il a même pris l'initiative de stopper la diffusion d'un tract rédigé par des bouillottes, appelant à soutenir M. Lopez, « un père de famille en prison ». Ce tract démontre la permanence d'attitudes extrêmes. Or Bron n'a pas besoin de doute. La réaction immédiate des jeunes après le drame (prise à partie violente du meurtrier et saccage de son appartement) indique clairement que les tentations d'autodéfense ne sont pas limitées aux seuls Français.

M. André Soussi, le maire, garde son calme. Avec même le désir de minimiser à tout prix l'affaire Boutelja, qui n'a aucune relation avec une agitation politicienne sur le thème de la sécurité. Sur un plan plus général, il peut s'appuyer sur des statistiques qui montrent, surtout depuis cet été, un recul de la délinquance dans l'est lyonnais. Il est préoccupé par l'existence de deux pôles d'habitation dans sa commune (à Parilly et dans le quartier de Terrillon) à fort taux d'immigrés. Des immigrés « mal répartis » dans l'agglomération. Mais comme ses adversaires « exagèrent les faits », il ne veut pas répondre à la polémique sur le rôle de la carte à la crème de l'insécurité et assure pouvoir présenter un bilan positif. « Ici, à Bron, indique M. Soussi, avant le 10 mai 1981, il y avait neuf policiers. Ils sont aujourd'hui soixante-quatorze. »

Pendant la future campagne électorale, où la sécurité sera un des thèmes majeurs, aura-t-on oublié la mort d'Ahmed ? Ses copains ne veulent pas, au cœur de la bataille politique, « continuer à servir de cible ». CLAUDE RÉGENT.

Faits et jugements

Inculpation du meurtrier présumé d'une adolescente

Jean-Marc Dallon, un chômeur âgé de trente-quatre ans, a été inculpé, vendredi 8 octobre, par M. Paul Burlaud, juge d'instruction au tribunal de Pau, du meurtre d'une jeune fille âgée de quinze ans, Mireille Louis. La jeune fille, qui avait disparu le 1^{er} octobre, avait été retrouvée morte à 15 kilomètres au nord-ouest de Pau.

J.-M. Dallon l'avait rencontrée alors qu'elle faisait de l'auto-stop à la sortie de son collège d'Oron-Sainte-Marie pour regagner le domicile de ses parents à Pau. Il avait tiré sur la jeune fille deux cartouches de fusil de chasse. Mais des témoins avaient relevé le numéro d'immatriculation de la voiture, numéro correspondant au véhicule de Jean-Marc Dallon, engagé à Blaye (Gironde) pour les vendanges. On a retrouvé dans sa voiture un fusil de chasse du calibre des cartouches tirées sur la jeune fille.

REPRÉSENTATION

Un homme de trente-deux ans qui avait molesté un des professeurs de son jeune frère, âgé de quatorze ans, a été condamné, le 7 octobre, à six mois de prison, dont un ferme et à 2 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Colmar (Haut-Rhin).

Le 13 avril 1982, un professeur de mathématiques d'une classe professionnelle du lycée de Sélestat (Bas-Rhin) avait réprimandé un élève qui avait frappé l'un de ses camarades durant un cours. Peu après, l'enseignant avait été rattrapé dans la rue et frappé à coups de poing par le frère de l'élève sémotiste. Il avait dû être soigné pour une fracture du nez.

A l'audience, le représentant du ministère public s'était interrogé sur l'opportunité de nommer, dans une classe réputée difficile, un maître auxiliaire sans expérience. Il avait également réclamé une sanction exemplaire, pour aider à la protection des enseignants.

Douaniers en colère dans le Nord-Pas-de-Calais

Lille. - Vendredi 8 octobre, à Lille, une centaine de douaniers ont déposé leurs armes à la direction régionale des douanes. Répondant à un appel de l'intersyndicale C.F.D.T., C.G.T. et F.O., ils entendaient protester contre l'inculpation de tentative d'homicide volontaire

dont fait l'objet l'un des leurs, M. Nuytens, de la circonscription d'Arras.

En mars, alors qu'il était de garde sur le parking au piège de l'auto-route d'Arras, M. Nuytens a tiré sur la voiture d'un automobiliste qui refusait d'obtempérer à un ordre d'arrêt pour contrôle. Le conducteur fut légèrement blessé à la face. Selon les douaniers, M. Nuytens a bien tiré vers les roues du véhicule et le chauffeur n'a été touché que par ricochet. Sinon, selon eux, la blessure aurait été beaucoup plus grave.

Les supérieurs de M. Nuytens affirment que ce dernier a agi dans le cadre de ses prérogatives et soulignent qu'aucune sanction disciplinaire n'a d'ailleurs été prise à son encontre. L'inculpation n'a d'ailleurs été signifiée que très récemment. Selon les syndicats des douaniers, dans le Nord et le Pas-de-Calais, 80 % des cinq cents agents des douanes ont rendu leurs armes vendredi. (Corresp.)

M. Bakhtiar débouté

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabat, a rendu, le 8 octobre, un jugement déboutant M. Chakour Bakhtiar, ancien premier ministre de l'Iran réfugié en France, de l'action en diffamation qu'il avait engagée après la diffusion par TF 1 le 1^{er} décembre, d'une interview de M. Djavad Alamir, journaliste iranien. Ce dernier annonçait la récente création en Europe, sous l'égide de M. Bakhtiar, de l'organisation de renseignements SAB par le général Hachemi, qui dirigeait sous le régime du Shah le huitième bureau de la Savak (police secrète).

De telles allégations, estime le tribunal, sont effectivement diffamatoires. Mais il n'en a pas moins relaxé M. Djavad Alamir et M. Jacques Boutet, P.-D.G. de TF 1 au moment des faits, au bénéfice de la bonne foi. Le journaliste iranien a en effet indiqué qu'il s'était appuyé sur des communiqués revêtus de la signature du général Hachemi, dont ce dernier a contesté l'authenticité seulement huit jours après l'émission en cause.

Après un incendie criminel à Paris, nous avons reçu, au titre du droit de réponse, de M. Albert Grambin, fils de M. Grambin, décollé lors de cet incendie, le texte suivant :

« Il n'est indiqué à tort dans votre journal du 18 mai 1982 relatant l'inculpation de l'incendiaire de la Goutte-d'Or, 3, rue de Fleury, 75018 Paris, qu'un différend aurait opposé ce dernier à la victime concernant le partage du butin provenant de larcins. Cette affirmation est totalement inexacte. »

SPORTS

SPORTS ÉQUESTRES

Trente-deux cavaliers et quarante-cinq cavalières à la conquête des titres nationaux

La première épreuve comptant pour le Championnat de France de saut d'obstacles s'est disputée jeudi 7 octobre au grand parquet de Fontainebleau, où, sous un ciel hivers, trente-deux cavaliers se sont lancés à la conquête du titre, avec des chances inégales. Contre toute attente, des chevaux obstinés ou refus renvoyèrent leurs cavaliers aux vestiaires, chargés de lourdes ardoises. On vit même l'un de ces derniers, qui par parenthèse ne passe pas pour un sentimental à cheval, encaisser trente-sept points de pénalisation, chiffre rarement atteint dans une compétition de ce niveau.

C'est le bordelais Pierre Durand, vingt-sept ans, qui a pris la tête du classement provisoire en compagnie du bai Jappeloup, sept ans, l'âge où les chevaux vont au feu d'un cœur exemplaire, et n'y vont plus l'année suivante pour peu qu'on ait abusé de leurs vertus guerrières. Mais le cavalier de Jappeloup est un sage. Vivant des ruines d'autrui dans le civil comme syndic de faillites, il mène l'entraînement de ses montures avec une lucidité, une prudence à laquelle la fréquentation quotidienne de l'infortune n'est sans doute pas étrangère. A la deuxième place se pointe le Normand Hubert Thirouin, propriétaire d'une écurie somptueuse. A la troisième, l'Orléanais Patrick Caron sur l'affreux Éole IV, s'enlevant sur tous les obstacles comme un cerf aux abois franchissant des journaux.

Vendredi 8 octobre a vu les cavaliers disputer le premier tour de leur championnat national. Quelle impression recueillit après avoir suivi les prestations de quarante-cinq concurrents invités à franchir quatorze obstacles dont : une brette et une rivière ? Si nos sportives sont douées d'un tact équestre

remarquable, de beaucoup d'énergie et de courage, un handicap majeur les cantonne dans une relative médiocrité. Elles sont généralement incapables d'intensifier l'action des jambes pour la bonne raison qu'elles n'en ont pas. N'en possédant pas, elles se privent ainsi du seul moyen de persuasion qui permet de parer au plus pressé, notamment à l'obstacle où les aides inférieures jouent un rôle capital. Que de chevaux étonnés et hésitants remis sur le droit chemin grâce à l'intervention de jambes énergiquement impulsives.

Cela ne doit pas nous empêcher d'accorder une mention spéciale à Mlle Marie-Hélène Hattin, victorieuse de la première épreuve du championnat.

ROLAND MERLIN.

FOOTBALL. - La commission de discipline de l'Union européenne des associations de football (U.E.F.A.) a infligé, le 9 octobre à Zurich, des amendes à trois clubs français : 35 000 francs suisses (115 000 F) à l'A.S. Solon-Eden à la suite des incidents survenus lors du match contre Tiabanya ; 2 000 francs suisses (6 600 F) à l'A.S. Monaco pour sa conduite incorrecte à Sofia ; et 500 francs suisses (1 650 F) aux Girondins de Bordeaux pour jets de fusées lors de la rencontre avec l'Éna. Par ailleurs, l'U.E.F.A. a sanctionné l'équipe amicale de 1 000 francs suisses le club albanais Ventsori de Tirana, qui a déclaré forfait pour ne pas rencontrer, en huitièmes de finale de l'épreuve des clubs champions, le Dynamo de Kiev. L'Albanie et l'Union soviétique n'entretenaient plus de relations diplomatiques depuis 1950.

MÉDECINE

Le traitement des malades mentaux

(Suite de la première page.)

Octobre 1980 : le ministre de la santé, M. Jacques Barrot, rend public un rapport (Le Monde du 3 octobre 1980) dans lequel sont exposés à la fois l'ampleur de la « demande », qui s'adresse à l'hôpital psychiatrique — où ont été admis, pour la seule année 1978, 268 000 personnes qui y ont séjourné, en moyenne, cent jours — et les « appréciations » ; qui président à leur gestion : leur équilibre financier, repose sur le nombre de malades hospitalisés, par le biais des prix de journées, alors que tous démontrent qu'il est préférable de soigner les patients, autant que possible, « hors les murs ». Mais la Sécurité sociale ne prend pas en charge les traitements extra-hospitaliers parce qu'ils sont assimilés — pourquoi ? — à de la « prévention », ce qui provoque, on le constate, de constantes incohérences.

Octobre 1981 : le nouveau ministre de la santé, M. Jack Ralite, annonce, à Rouen, un discours résolument moderniste (Le Monde du 14 octobre 1981), dans lequel il annonce l'abrogation de la loi de 1838, qui fonde les régimes d'internement et la structure eslière, et annonce un développement radical de la politique de « sectorisation », c'est-à-dire de la prise en charge des malades « hors les murs ». M. Ralite annonce, dans le même discours, qu'il a chargé un psychiatre des hôpitaux, le

docteur Jean Demay (Bordeaux), d'une mission qui devra déboucher sur un rapport et sur des propositions.

Octobre 1982 : le congrès des psychiatres des hôpitaux se réunit à Toulouse, dans un climat que le docteur Jean Demay, président du syndicat, qualifie de « désenchanté ». Un désenchantement qu'il faut mesurer à l'aune des espérances qu'avait fait naître l'arrivée au pouvoir d'un groupe traditionnellement « décalé ».

En un an, disent les congressistes, réunis à Toulouse, nous avons été abreuvés de mots et de concepts que n'a accompagnés aucune réalisation. De la gauche, les psychiatres des services publics attendaient, à la fois, une revalorisation considérable des moyens thérapeutiques dont ils disposent, une reconnaissance de leur spécificité au sein de la médecine, tout autant qu'un discours novateur. Ils n'ont, jusqu'à présent, disent-ils, enregistré que des menaces sur leur statut concurrentiel du secteur privé insuffisamment compensé, risque d'assimilation à la fonction publique, des atteintes à la formation dispensée aux étudiants, des promesses non tenues sur la protection du droit des malades mentaux.

Surtout, disent-ils, après le discours prononcé à Rouen, qui avait soulevé de grandes espérances, « nous ne pouvons dissimuler notre désillusion devant le constat que l'in-

tendance ne suit pas ». En d'autres termes, le régime de pénurie dans lequel se débat la prise en charge de la maladie mentale ne s'est en rien amélioré : les budgets hospitaliers et les enveloppes financières accordées par les départements aux activités extra-hospitalières sont demeurés dramatiquement insuffisants au regard des besoins ; « nous refusons », déclare le docteur Pierre Pernec (La Roche-sur-Yon), « qu'on nous oppose l'argument de la pénurie : la psychiatrie souffre dans ce pays d'un retard tel qu'il est inacceptable que l'on en arrive encore son développement, fût-ce en période de crise ».

A ces critiques et à ces interrogations, le groupe de travail présidé par le docteur Demay pourra-t-il apporter des réponses satisfaisantes ? Dans quelques semaines, M. Jack Ralite rendra publiques ses conclusions et les propositions auxquelles il s'est penché. D'ores et déjà, les travaux du groupe ont permis d'élaborer un document de travail intitulé « Une voie française pour une psychiatrie différente » qui permet de dégager des lignes de fond révélatrices d'une orientation.

Le « pourrissement programmé »

Dans ce rapport, les auteurs énoncent d'emblée que « la démarche constatée devra être celle de la désinstitution », ce qui suppose à la fois des modifications juridiques profondes et des changements fondamentaux dans la politique psychiatrique d'ensemble.

Le rapport souligne, dès ses premières pages, qu'il importe de modifier, dans une même démarche, trois textes : l'article 64 du code pénal, la loi du 30 juin 1938 sur l'internement et celle du 30 juin 1975 sur le statut des handicapés.

L'article 64 du code pénal permet à la justice de déclarer « irresponsable » un malade mental, auteur d'un crime ou d'un délit ; au lieu d'internir le processus judiciaire habituel, estime le rapport, il conviendrait de le « suspendre » et de confier à une commission ad hoc la définition de la responsabilité pénale du sujet. Les deux autres textes doivent être refondus, estiment les auteurs « dans un cadre juridique d'ensemble » qui permettrait, à la fois, de définir les conditions de traitement des malades privés de leur libre arbitre et le mode de prise en charge des handicapés atteints de troubles psychiques.

Beaucoup plus détaillée est la partie du rapport qui traite de l'organisation d'ensemble de la psychiatrie. Alors que les « secteurs » sont définis à l'heure actuelle comme des unités de soixante-dix mille habitants centrées sur l'hôpital psychiatrique, il conviendrait, estiment les rapporteurs, d'inverser complètement la démarche. Le secteur, écrivent-ils, doit être avant tout une « unité géographique » rattachée à une entité administrative « qui tienne compte des traditions et des courants d'échanges plus que des résultats d'un recensement », à savoir, une commune, un arrondissement, un quartier. Ces secteurs doivent recevoir un statut juridique garantissant leur autonomie.

Dans cette perspective, écrivent les rapporteurs, l'asile traditionnel doit être « aboli ». Cette « masse énorme, institution largement dépassée, qui fonctionne pour son propre compte », absorbe à elle seule 80 % du budget de la santé mentale. Le problème de l'hôpital psychiatrique, ajoutent-ils, « est un point central de notre travail, car la crise de la psychiatrie y culmine ». Il est impossible « de contourner ce problème et de fermer les yeux », d'autant que l'asile « est toujours le théâtre essentiel de la folie » et le siège d'un « pourrissement parfois programmé ».

Développent leurs critiques, les auteurs estiment que l'hôpital psychiatrique a fait l'objet d'un « envahissement administratif totalement cloisonné », et qu'il dispose d'équipes médicales dramatiquement isolées et sous-équipées.

Si les chercheurs de l'université taxent de preuve d'un grand enthousiasme pour leur découverte, ils affichent en revanche une prudence de bon aloi quant à ses perspectives commerciales. M. John Bockris, chef du centre de recherches dans lequel la nouvelle technique a été mise au point, par MM. Szklarczyk et Contractor, a déclaré en effet « qu'il espérait qu'il déboucherait sur un procédé commercialisable », mais qu'il leur fallait auparavant vérifier leurs résultats. Cinq à six ans d'études supplémentaires seraient nécessaires pour envisager la réalisation d'unités de production d'hydrogène de taille industrielle fondées sur ce procédé. — (A.F.P., U.P.L., Reuters.)

Aussi faut-il définir « une voie précise qui pose le problème en termes de dépense », mais qui sache prévoir une « tactique de transition ». Il importe, en effet, d'éviter notamment l'impasse où se trouve actuellement l'Italie, où une suppression aveugle des asiles aboutit à des abandons de malades et risque de vouer l'expérience à l'échec.

Il convient donc, estiment les rapporteurs, de reconstruire ces énormes infrastructures mais de proscrire « toute reconversion dans le domaine sanitaire ».

Il faut abattre les murs d'enceinte, déverrouiller les pavillons fermés, supprimer le « péculé » qui rémunère le travail des malades, revoir la législation de ce travail, ouvrir l'hôpital vers l'extérieur. Il faut remplacer l'asile par un dispositif souple, éviter d'adopter un modèle stéréotypé, tenir compte de ce qui existe, et faire des « centres de santé mentale », ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les pivots du dispositif : lieux d'accueil permanent, centres de soins ambulatoires et de formation des personnels. Ils disposeraient de quelques lits permettant d'héberger les malades à l'espace d'une crise.

Pour ceux qui devront être hospitalisés pour de longues durées, il conviendrait d'utiliser de petites unités (quatre à six lits), peut-être installées dans les anciens asiles, mais conçues comme des antennes hospitalières du secteur, alors que à l'heure actuelle le secteur, est l'ennemi de l'hôpital. Cette transformation devra se faire progressivement ; elle suppose l'abolition complète de la dualité des modes de prise en charge entre les activités hospitalières et extra-hospitalières, et l'abandon total du système des prix de journée. Ce sont les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DASS) qui retrouveraient la gestion de l'ensemble, ce qui répond à leur « mission originelle ».

Des modifications aussi radicales supposent une revalorisation du travail des infirmiers psychiatriques. Ceux-ci ne doivent, en aucun cas, souligne le rapport, se sentir menacés dans leur emploi par de telles perspectives. Bien au contraire, celles-ci supposent que l'encadrement des malades par des infirmiers soit considérablement renforcé.

Le piège des mots

Une telle organisation suppose aussi que les activités de la psychiatrie publique s'intègrent à celles de la psychiatrie « de ville » privée. Cette diversité et ses évolutions doivent être reconnues.

En conclusion, les auteurs estiment que en dix ans, les hôpitaux psychiatriques « lourds » pourraient avoir disparu ; à la condition, bien entendu, que des dispositions transitoires aient été activement mises en œuvre, seule condition possible d'un « dépassement des structures ségréguées ».

Un tel programme, disent les psychiatres réunis à Toulouse, ne peut que rencontrer notre assentiment. « Le dépassement de l'asile », déclare le docteur Jean Ayme, est inscrit dans l'histoire. Il conviendrait néanmoins, soulignent les psychiatres des hôpitaux, de veiller scrupuleusement à la mise en œuvre des mesures transitoires. En Italie, disent tristement l'un d'eux, « les malades mentaux sont dans les gares... ».

Il faut aussi, insistent-ils, éviter de tomber dans un leurre : « Une telle réforme », souligne le professeur Roger Mises (Paris), « ne peut aucunement se concevoir dans la pénurie actuelle de personnel, déjà dramatique, et qui va s'aggraver en 1983 ».

En d'autres termes, les psychiatres réunis à Toulouse, s'ils souscrivent aux principes d'ensemble réunis dans le document de travail élaboré par la commission Demay, n'en sous-estiment pas les difficultés. Nous ne voulons pas, disent-ils, tomber dans « le piège des mots », de l'idologie, des concepts, nos habitudes compensons d'infortune, écrans de notre impuissance.

CLAIRE BRISSET.

REMBOURSÉ PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le traitement chirurgical des transsexuels est pratiqué à l'Assistance publique de Paris

Un transsexuel (1) a-t-il droit au traitement chirurgical qu'il réclame ? Si oui, la collectivité doit-elle prendre en charge le financement de cette thérapeutique ? Une réunion organisée le 8 octobre à Paris par l'Association médicale française pour l'aide aux transsexuels (AMEFAT) (2) a permis d'apporter de nouveaux éléments de réponse à ces deux questions.

Le professeur agrégé Jacques Braton (hôpital Lariboisière, Paris), en effet, révisé à cette occasion qu'une dizaine de transsexuels français ont pu, ces derniers temps, bénéficier, dans certains services hospitaliers de l'Assistance publique de Paris, d'une prise en charge médico-chirurgicale. Cette dernière est remboursée par les caisses de Sécurité sociale ; elle est assurée en accord et en liaison avec le conseil de l'ordre des médecins. D'autre part, ce type d'intervention n'est jamais effectué dans les secteurs privés des services hospitaliers. Il ne s'agit donc plus, selon le professeur Braton « d'une thérapeutique clandestine ».

Le nombre des personnes qui, en France, sont véritablement concernées par le phénomène de la transsexualité est compris entre cinq cent et mille. Celles-ci étaient, jusqu'à présent, contraintes d'aller à l'étranger (au Maroc, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, par exemple) pour y subir des interventions chirurgicales dans des conditions plus ou moins déplorables et pour des sommes importantes (entre 20 000 et 80 000 francs). D'autre part, leur dossier n'était pas véritablement étudié. Or, les spécialistes estiment que les véritables cas de transsexualisme sont au total fort rares, ne concernant qu'une personne sur dix, parmi celles qui demandent une modification chirurgicale de leurs organes génitaux externes. Effectuées sur de mauvaises indications, ces interventions conduisent, en règle générale, au suicide.

Le dispositif qui se met en place aujourd'hui en France fait suite à un récent vœu émis par l'Académie nationale de médecine après une communication du professeur René Küss (groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière, Paris) (Le Monde du 2 juillet). L'Académie estime en substance que, sous couvert d'une expertise médicale, on peut admettre

une prise en charge médico-chirurgicale des transsexuels.

Les efforts accomplis dans ce domaine butent néanmoins sur un obstacle important : l'incohérence des décisions de justice concernant les demandes de modification d'état civil qui accompagnent inmanquablement les interventions chirurgicales. Si certains tribunaux de grande instance acceptent, d'autres, en revanche, refusent. Pour les animateurs de l'AMEFAT, il n'est pas rare qu'après s'être vu opposer plusieurs refus certains transsexuels opérés, dramatiquement marginalisés, se suicident.

Faut-il dès lors légiférer en la matière ? Une loi a récemment été adoptée en Italie (Le Monde du 7 octobre 1981). En France, M. Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne (gauche démocratique), a déposé une proposition de loi similaire. De l'avis général, y compris de ses auteurs, le texte de cette proposition doit être revu. Pourtant certains représentants du corps médical sont fortement opposés à ce qu'on légifère dans ce domaine, estimant au total que l'action progressive qu'ils mènent actuellement constitue « le moins mauvais des systèmes ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Le transsexuel est un individu — homme ou femme — ne présentant aucune ambiguïté en ce qui concerne son sexe somatique ou génétique. En revanche, il est intimement persuadé d'appartenir au sexe opposé. Cette distinction entre le somatique et le psychologique, qui trouve vraisemblablement son origine dans la toute première enfance, est à l'origine de vives souffrances. Le traitement chirurgical consiste, en particulier, à modifier l'apparence des organes génitaux externes pour les faire ressembler à ceux du sexe opposé. Ce phénomène est totalement différent de l'homosexualité, des états intersexuels, de certains états psychotiques ou du travestissement.

(2) AMEFAT, 21, rue des Docteurs-Charcot, 42210 Saint-Etienne.

SCIENCES

Le statut des chercheurs de l'INSERM

Le projet de réforme des statuts de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) confère de nouvelles conditions de travail aux chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (Le Monde des 8 et 9 octobre). La direction générale de l'INSERM vient, pour sa part, de publier un communiqué dans lequel elle précise certains points sur la limitation à venir de la durée des mandats des directeurs d'unités de recherche. Nous publions ici le point de vue du professeur Jean-Charles Schwartz, directeur de l'unité de recherche sur la neurobiologie à l'hôpital Sainte-Anne de Paris.

Point de vue

Le seul critère devrait être celui de la réussite scientifique

par le professeur JEAN-CHARLES SCHWARTZ (*)

UN communiqué du ministère de la recherche et de l'industrie nous a appris que la mesure de limitation de la durée des mandats des directeurs d'unités de recherche de l'INSERM voyait sa date d'application retardée de trois ans : elle prendra effet en 1985 au lieu de 1983. Dans l'intervalle, ce report va éviter de « décapiter » plusieurs unités de recherche qui non seulement n'ont pas démerité mais sont unanimement considérées, en France et à l'étranger, comme à la pointe de leur discipline : chroniques des professeurs Étienne-Emile Beaulieu (hôpital-hospice de Bicêtre) et Michel Jouvet (université Claude-Bernard de Lyon), et du docteur Jacques Glowinski (Collège de France).

Mais, bien que reportée, cette mesure n'en est pas moins critiquable et dangereuse.

Il s'agit, en effet, de faire entrer un critère nouveau dans le choix d'un directeur d'équipe de recherche : celui de la durée du mandat exoré antérieurement. Nous sommes nombreux à penser que, à un moment où la nation décide de faire un effort particulier pour développer sa recherche scientifique, le seul critère qui devrait prévaloir est celui de la réussite scientifique. Celle-ci est essentiellement fondée sur la qualité des membres d'une équipe et sur la collaboration de cette dernière, dans laquelle le directeur d'unité peut jouer un rôle déterminant. A cet égard, il faut souligner la situation particulière de la recherche biomédicale.

Contrairement à ce qui se passe au C.N.R.S. et à l'Institut Pasteur, où l'on trouve de gros laboratoires ou ensembles de laboratoires, les unités de recherche INSERM représentent souvent des équipes moyennes (d'une dizaine de chercheurs et techniciens) où les rôles d'administrateur scientifique et d'administrateur scientifique du directeur sont intriqués, alors qu'il peut être souhaitable de les dissocier pour les très gros laboratoires. Que ce rôle ne soit pas systématiquement tenu à vie par la même personne, comme cela a été trop souvent le cas jusqu'ici, j'en suis d'accord, mais il est extrêmement dangereux de limiter automatiquement la durée totale d'un mandat de direction : à terme, cela conduirait dans de nombreux cas à confier à quelqu'un, pour une durée de douze ans, la direction d'une équipe, quelle que soient les résultats de cette direction en cours de mandat.

En fait, cette durée de douze ans est beaucoup trop longue pour les mauvais directeurs, mais peut se révéler méritante pour l'épanouissement d'un projet de recherche longue

heleine. Sections donc faire confiance à nos commissions scientifiques pour juger périodiquement du renouvellement des mandats et fixer le terme d'une direction en fonction de deux éléments : la réussite (qui peut être évaluée par des experts nationaux et internationaux) et le consensus des membres de l'équipe, qui peut être recueilli de manière objective par les commissions scientifiques.

(*) Directeur de l'unité de neurobiologie de l'INSERM à l'hôpital Sainte-Anne (Paris).

DU CARBURANT HYDROGÈNE OBTENU À BON MARCHÉ À PARTIR DE L'EAU ?

L'hydrogène sera-t-il bientôt un concurrent pour les hydrocarbures ? C'est probable. Mais, il faudra encore attendre. Pourtant, des chercheurs de la Texas A. and M. University, à College Station (Texas) auraient mis au point un procédé de production de l'hydrogène particulièrement prometteur en « craquant » les molécules d'eau pour les séparer en leurs deux composants : l'hydrogène et l'oxygène.

La technique n'est pas nouvelle. Ce qui semble l'être, en revanche, c'est le procédé électrochimique utilisé et sur lequel les chercheurs texans sont assez discrets. On sait simplement que les électrodes utilisées au cours de l'expérience feraient appel au silicium et permettraient des rendements de production jamais atteints par les procédés classiques.

Si les chercheurs de l'université texane font preuve d'un grand enthousiasme pour leur découverte, ils affichent en revanche une prudence de bon aloi quant à ses perspectives commerciales. M. John Bockris, chef du centre de recherches dans lequel la nouvelle technique a été mise au point, par MM. Szklarczyk et Contractor, a déclaré en effet « qu'il espérait qu'il déboucherait sur un procédé commercialisable », mais qu'il leur fallait auparavant vérifier leurs résultats. Cinq à six ans d'études supplémentaires seraient nécessaires pour envisager la réalisation d'unités de production d'hydrogène de taille industrielle fondées sur ce procédé. — (A.F.P., U.P.L., Reuters.)

APPEL AUX ANARCHISTES

POURQUOI LES ANARCHISTES DOIVENT SE DÉSOLIDARISER, DANS LA CONJONCTURE ACTUELLE, DES ACTIVISTES DU GROUPE « ACTION DIRECTE ».

Depuis quelques années, une frange du mouvement anarchiste s'enlève dans un combat singulier contre l'ÉTAT, avec des moyens qui discréditent l'ensemble du mouvement.

Ces moyens violents qui ont leur efficacité, ou qui sont, en tout cas, les seuls possibles face à une dictature comme le franquisme en Espagne, sont totalement inadéquats dans le régime démocratique où nous vivons. La démonstration a été déjà faite en Allemagne, et le même échec se reproduit aujourd'hui en Italie. Allons-nous commettre ou laisser faire les mêmes erreurs en France ?

Hormis la critique évidente des moyens employés, que dire des alliances passées — les Brigades rouges avec la Mefia en Italie — ou des objectifs choisis — les récents attentats de « type antisémitisme » en France, revendiqués récemment.

Il faut que ces camarades, prisonniers de leur cercle vicieux acceptent de dialoguer et de se remettre en question. Il faut qu'ils admettent que leurs analyses et leurs méthodes, à terme, renforcent l'État et sa répression contre tout le mouvement révolutionnaire, sans apporter aucun progrès.

Cet appel vise à inciter le mouvement libertaire à faire l'effort d'une analyse sérieuse du rapport de forces actuel, à agir sur le présent pour l'avenir, et à laisser au vestiaire, tant qu'elles ne seront pas inévitables, les stratégies du passé, qui n'ont été que rarement efficaces et sans jamais favoriser l'expansion de l'ANARCHISME.

Le refus du dialogue et d'un véritable débat qu'opposent ces camarades, trop sûrs d'eux-mêmes, m'a contraint, après mûre réflexion, à lancer cet appel. Il faut qu'ils sachent qu'ils ne peuvent compter, bien évidemment, sur aucun soutien populaire, que l'intelligentsia commence à les rejeter, ce qui est nouveau, mais aussi que les militants libertaires cohérents ne leur apporteront plus aucune aide autre qu'un soutien humanitaire pour les emprisonnés (comme toujours), et ceci tant qu'ils n'auront pas révisé leurs positions actuelles.

Pour appuyer mon appel, j'invite les libertaires et tous ceux qui se sentent concernés par la menace contre la LIBERTÉ à découper cet encart, à y apporter leurs commentaires et à me l'envoyer à l'adresse suivante :

GILBERT ROTH, 6, rue de la Reine-Blanche, 75013 PARIS

Chaque lundi et mardi
Dans les annonces classées du Monde

Une nouvelle Rubrique

DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

5521 من الاموال

Le Monde

culture

MUSIQUE

SALLE PLEYEL

Les soixante-dix ans d'Igor Markevitch

La salle Pleyel, comble, a chaleureusement fêté, le 8 octobre, le soixante-dixième anniversaire d'Igor Markevitch, qui fut toujours l'enfant prodige, l'enfant chéri de Paris, comme compositeur avant la guerre et comme chef d'orchestre après la tournée. Bien des auditeurs étaient des fidèles de l'époque mémorable où il dirigeait, dans cette même salle, les Concerts Lamoureux.

Pour ses retrouvailles avec ses « compatriotes » (1), dues à Prestige de la musique, Markevitch avait heureusement marié les deux aspects de son existence. S'il a cessé de composer en 1943, à trente et un ans, après des débuts fulgurants, il s'est repris d'intérêt ces derniers temps pour ses œuvres passées, dont Boissy and Hawkes a décidé la publication intégrale. Et nous avons pu ainsi découvrir son *Laurent le Magnifique*, concerta pour voix et orchestre écrit en 1940 à Florence, sur quatre poèmes d'amour du célèbre Médéric.

C'est une partition apulienne où une grande voix (en l'occurrence le généreux soprano de Lynn Strow) rivalise joyeusement avec un puissant orchestre comme chez Strauss; beaucoup de belles idées ont quel- que mal à se faire jour, souvent insaisissables à travers ces trames souples mais assez chargées. Pourtant, dans le troisième mouvement pour les cordes seules, un très pur lyrisme s'élève d'une polyphonie douce et contemplative aux enchevêtrements délicats où chaque voix chante comme une fleur dans un bouquet.

SIX CONCERTS

Stockhausen est de passage

Le nom de Karlheinz Stockhausen est devenu public à présent qu'il ne l'était il y a quinze ans, et cependant les occasions d'écouter sa musique ne sont pas devenues plus fréquentes. La vie musicale, dirait-on, ne s'en porte pas mal. En effet, quand le chat n'est pas là... Mais voici qu'il est de passage à Paris et, de nouveau, les souris tremblent. En deux semaines, un concert dans la série musicale de chambre par les membres de l'Ensemble intertemporel, puis, à la maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, le 11 octobre, une exécution de *Mixtur*, du Réve de Lucifer (Klavierstück XIII) et d'Adieu, enfin quatre auditions de *Sirius*, les 16, 17, 18 et 21 octobre, dans l'Espace de projection de l'IRCAM: voilà un sérieux sujet d'inquiétude pour les petits rats qui faisaient des ronds de jambe sur l'avant-scène.

Pour le premier concert, on avait choisi des victimes discrètes, deux compositeurs allemands peu connus en France: Manfred Trojahn (né en 1949) et Nikolaus A. Huber (né en 1939). Ainsi au Klavierstück X, de Stockhausen, le plus impressionnant peut-être de la série par sa durée, sa violence et les grandes troupes de résonances pianissimas qui en brisent le déroulement, succédait l'objet trouvé, pour flûte et clavier, d'un duo charmant que Manfred Trojahn composait il y a six ans quand il se contentait encore, ainsi qu'il l'avoue implicitement, d'utiliser un langage forgé par ses prédécesseurs. Cela commence par un dialogue brillant et serré entre les deux instruments, puis les mélodies se font plus enveloppantes, débouchant sur un solo de flûte suivi d'un final bien enlevé. C'est très joli, mais, malgré le talent des interprètes, Sylvie Cherrier et Christian Petrescu, cela reste assez insipide.

Présente, pour trombone seul (Benny Sluchin), de Nikolaus A. Huber, se révèle d'emblée plus austère, puisque la première partie n'est faite que de variations d'atta-

ques et d'intensités sur une seule note; ce procédé reviendra à plusieurs reprises comme un refrain après des échappées mélodiques vers le jazz ou vers un chant antifasciste, mais l'intérêt faiblit au moment où le parti pris semble épuisé sans avoir donné beaucoup plus que ce qui était déjà explicitement contenu dans le début: une exposition plus prometteuse que ses développements.

Refrain, de Stockhausen, qui concluait le concert, est une œuvre particulièrement subtile et délicate, composée en 1959, pour piano, célesta et percussions. Un « refrain » caractérisé par des trilles ou des traits rapides vient se glisser de façon imprévisible dans une musique rarefée. A propos de son exécution, on serait tenté de rappeler, à rebours, le conseil de la duchesse d'Alce (au pays des merveilles): « Prenez soin des sons, le son prendra soin de lui-même. »

En effet, outre l'amplification déficiente du célesta, on ne reconnaît pas la partition que par ses caractéristiques extérieures, mais ni par son atmosphère spécifique ni par l'équilibre subtil et le jeu entre les trois partenaires. L'exécution du Klavierstück X, par Alain Neveux, compte tenu des difficultés redoutables qu'elle comporte, était beaucoup plus satisfaisante; on regrette seulement une certaine brutalité dans les attaques fortissimas, mais commencer un concert avec une pièce comme celle-ci expose l'interprète à des dangers de cet ordre, d'autant qu'il s'agissait sans doute pour lui d'une première.

GÉRARD CONDÉ.

L'acteur de cinéma américain Fernando Lamas est mort le 8 octobre à Los Angeles. Il était âgé de soixante-sept ans. Né à Buenos-Aires, il était devenu célèbre dans les années 50 avec des emplois de séducteur romantique - notamment dans *Rose Marie*, de Mervyn Le Roy, et la *Veure joyeuse*, d'Ernst Lubitsch. Il avait également réalisé deux films.

En l'acteur de cinéma américain Fernando Lamas est mort le 8 octobre à Los Angeles. Il était âgé de soixante-sept ans. Né à Buenos-Aires, il était devenu célèbre dans les années 50 avec des emplois de séducteur romantique - notamment dans *Rose Marie*, de Mervyn Le Roy, et la *Veure joyeuse*, d'Ernst Lubitsch. Il avait également réalisé deux films.

GÉRARD CONDÉ.

VARIÉTÉS

Léo Ferré chante Beethoven et « le Bateau ivre »

Bien qu'il vive depuis maintenant douze ans dans la campagne toscane, Ferré n'a pas eu le temps d'enfiler la manteau des habitudes. Ce début des convalescences, Ferré ne peut pas le connaître puisqu'il s'intéresse toujours au jour le jour, il continue à mener son aventure avec la même énergie. Avec les mêmes rêves à travers la mer, la folie et la mort, avec les mots qui montent de la terre et forment des jeux d'éclat et de débordement. Ferré sort de son village toscan pour des tournées régulières: une centaine de récitals par an avec ses bandes magnétiques, un piano, et Marie, sa femme, qui lui a donné trois enfants.

Ainsi récemment, Ferré était à Annecy où, comme c'est toujours le cas depuis 1968, malgré le renouvellement des générations, il a chanté pour un public de jeunes qu'il a entraînés dans un imaginaire où les épouvantails ne sont pas de mise, où l'éphémère se compte pour le plaisir.

Ferré, rampli de vie et de musique, quitte aussi sa maison pour le studio d'enregistrement à Milan, où il produit et réalise lui-même, des albums qui font suite l'un à l'autre d'un étrange ballet de la part des maisons de dis-

ques françaises, chacune voulant distribuer le « dernier » Ferré et faisant monter les enchères.

Un triple album enregistré à Milan en décembre 1981 avec l'orchestre symphonique et les percussions de Milan vient ainsi de paraître chez R.C.A. Il contient toute la passion et les vérités mouvantes de Ferré, tout ce besoin d'être traqué par quelque chose qui sente l'amour, toute cette liberté fiévreuse qu'on lui connaît. Et la rage et l'orgueil. Ferré a mis en musique Ludwig, un beau chant d'amour sur Beethoven. Et il chante l'imaginaire, le Bateau ivre et, bien sûr, sa vie d'homme seul, et aussi les solitudes qui se rencontrent.

Ce triple album est dense, frémissant. En février prochain, c'est un autre triple album que Ferré enregistrera pendant vingt jours à Milan. « J'ai dit à Hagelin: « Tiens, si on pouvait trouver le moyen de faire un disque en une fois ? » », dit-il. « Oui ». Plus tard, qu'il pourra venir à Milan en février, il faut de temps en temps qu'on puisse se serrer la main ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Triple album R.C.A. PL 37682.

DANSE

Interruption d'« Esoterik Satie » au Casino de Paris

Les représentations d'*Esoterik Satie*, prévues jusqu'au 24 octobre au Casino de Paris, sont interrompues. Selon la direction, l'auteur et étoile du spectacle, Lorca Massine, directeur du ballet de l'Opéra de Rome, est victime d'une « indisposition grave » qui « interdit malheureusement d'envisager la reprise du spectacle dans un délai déterminé ».

[N'ayant plus à braver le toréador (le Monde du 1^{er} octobre) et trépassant majestueusement cette fois à l'orchestre, j'ai vu, enfin, l'*Esoterik Satie* que Lorca Massine a monté en l'honneur du petit maître de Hoffmann. C'est dans des conditions ingrates que Lorca Massine a défendu, chaque soir, son spectacle. Or, malgré les vides creusés dans le public et l'indifférence du décor, cet *Esoterik Satie* est en lui-même plein de trouvailles. Dansé avec la même verve étourdissante que les sautes de la Scala de Milan et des Métropolitaines d'Opéra, il constitue une petite comédie cocasse et gauchiste, mais qui ne manque pas de charme et de poésie. C'est d'ailleurs de la musique, tout à fait dans le mouvement de la comédie d'après. O.M.]

EXPOSITIONS

Le livre, plaisir de l'œil et plaisir de l'esprit, c'est le thème de l'exposition présentée au Sporting d'hiver de Monte-Carlo: quel- que cent ouvrages parmi les plus prestigieux et les plus rares que comptent les bibliothèques.

Ainsi, la première édition du *Discours de la méthode*, de Descartes, daté de 1637, voisine-t-elle avec un recueil de 1543 des pensées de Copernic et la *Grande Encyclopédie*, de Diderot et d'Alambert. A noter aussi la première édition d'un berber de 364 planches paru à Nuremberg en 1613, le *Grand Atlas* de 1667 comportant 598 pages et au chapitre des œuvres d'art, *Tartarin de Tarascon*, d'Alphonse Daudet, illustré par Raoul Dufy.



THÉÂTRE

« Le Fauteuil à bascule », de Jean-Claude Brisville

VERS LA FIN D'UN CAUCHEMAR

« Il y a deux littératures: la mauvaise, qui est très demandée, et la bonne, que personne ne lit », rappelle parfois Jean Paulhan, un grammairien de l'Académie française qui pensait que le poète et le joueur de boules sont indispensables à l'État.

La première raison de la crise du livre, c'est que toutes les maisons d'édition s'efforcent de publier de la bonne littérature, strictement invendable. Il ne faut pas leur en vouloir, elles font ça par instinct, par incompréhension ou dans les hasards du travail au jour le jour.

Les bons et vrais livres, c'est la plaie. Aucun journal, aucune télé n'en parle. Aucun client n'en veut et aucun libraire n'accepte de garder ça chez lui: il les renvoie à l'éditeur, qui ne sait où les mettre. Un vrai cauchemar.

Jean-Claude Brisville, qui souffre beaucoup de cet état de choses depuis qu'il a écrit et édité, propose dans sa nouvelle pièce, *Le Fauteuil à bascule*, deux solutions.

La première: imprimer les livres sur du papier épais, du papier sympathique, du papier qui, au bout d'un délai à fixer selon le livre, disparaît. Fini: plus de livre, on peut, en achetant un autre pour le remplacer.

Cette idée assez géniale de livre de course, qui va débarrasser de lui-même le lecteur, ne va pas encombrer l'appartement pendant des siècles, oui, cette idée pourrait peut-être, enfin, inciter les gens à acquiescer de la bonne littérature.

ARTS

BOYAN AU MUSÉE DE LA POSTE

Penser avec les mains

La philatélie a du bon. Un timbre apprend au grand public le nom de Boyan. Il lui offre en même temps, sur quelques centimètres carrés, les grandes lignes, les courbes pleines et souples de sa sculpture. Pour qui veut en savoir davantage, le Musée de la poste rassemble le meilleur d'une œuvre féconde et volontiers monumentale, dont les réalisations gigantesques entre autres à Antony (*L'Amitié des hommes*), à Châteaufort-Malabry (*Les Hommes et les Machines*), à Noyelles-les-Ver (la Ville); on en voit ici les répliques à l'échelle humaine, pièces tout aussi achevées que leurs agrandissements bravant les intempéries. Allégories élémentaires d'une formule nouvelle, comme celle du timbre-poste qui se compose en guise de « message » d'un trio familial. Boyan réajuste et simplifie à l'extrême d'éternels symboles, mais ce sont de purs prétextes pour justifier cette spiritualisation de la matière, bien qu'à quelques exceptions près - ces admirables bas-reliefs muraux en laiton martelé, par exemple - une telle sculpture soit toujours signifiante.

Elle révèle l'énorme parenté de l'homme et des choses. Le monde qui m'entoure est ma raison d'être », proclame-t-il. Il amalgame les corps avec leurs instincts, les impulsions de l'âme, les forces naturelles, dans leur élan, dans l'envol des volumes. La Vague, une femme incurvée lui donna sa forme. Sans être le moins du monde anecdotique, Boyan person- nifie le chagrin, la désolation, l'es- poir, l'attente, la douleur de l'Homme blessé. Et l'amour, donc! Il le célèbre avec une sensualité que le bronze des Amants ne parvient pas à apaiser, pas plus que l'étau des *Enlacs* surpris, à la lettre, dans le feu de l'action.

Car le bronze est assez excep- tionnel dans la production du sculp- teur, qui préfère s'en prendre di- rectement, manuellement, à la masse. René Char est tombé en ar- rêt devant *Un corps à corps* en pleine taille, mêlé où le Cougou- reux a le dessus. Sans mépriser la pierre, ou le cuivre, ou même le plomb, Boyan le novateur a une prédilection pour l'étain. Il lui a donné ses lettres de noblesse, et le matériau, jadis dédaigné, l'en a re- mercie en captant la lumière.

« Penser avec les mains... » Re- rement l'expression, appliquée à Boyan, n'a paru plus juste, depuis la conception de l'œuvre jusqu'à son achèvement. La main à plume et à crayon l'a commencée. En fait, les mains ont préparé tout. La main à burin l'a poursuivie, toujours sur étau: en voici les pla- ques et les gravures entrecroisées pour Orion, les poèmes de Maurice Ma- scaux, un bestiaire moins schéma- tique que les humains sculptés.

En dépit d'une consécration due à Christian Zervos, qui dès 1963, lors d'une exposition aux « Cahiers d'art », plaça son art parmi les « sept tendances de la sculpture contemporaine », Boyan semblait venu plus ou moins à l'écart des tré- pons de la renommée. C'est à l'ad- ministration des postes qu'il aura dû cette reconnaissance.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Galerie de Messager, Musée de la poste, 54, boulevard de Vaugouard.

TROISIÈMES ASSISES DU MÉCENAT D'ENTREPRISE

« Mécénat d'entreprise et initia- tive culturelle », tel sera le thème dé- veloppé lors des troisièmes assises du mécénat d'entreprise organisées à Paris le 20 octobre par l'Admical (Association pour le développement du mécénat industriel et commer- cial).

En annonçant le programme de ces journées, dont les travaux se- ront clos par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, après la remise des or- dres de mécénat 1982, M. Jacques Rigaud, président de l'Admical, a précisé que les expériences menées en matière de mécénat d'entreprise sont de plus en plus nombreuses: l'idée de la collaboration des milieux culturels et des milieux économi- ques du mot est mise en lumière par la presse, aux mêmes préjugés que par le passé.

A l'occasion de ces assises devrait sortir un ouvrage publié par l'Admical aux Editions Chouard et éno- cées: On demande entreprises mé- cènes!

INSTITUT

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Poésie et métamorphoses

L'Académie des sciences morales et politiques s'ouvre aussi à la poé- sie. Un de ses correspondants, l'éminent universitaire grec Georges Mourides, en veut, le 4 octobre, l'entremiseur de ce thème éternel en appliquant à la poésie cette notion-elle des métamor- phoses. Métamorphoses de tous genres grâce auxquelles l'idée poé- tique prend corps et se manifeste par l'image, par les sonorités et les rythmes, portés par les mots.

Dans cette tentative de mettre la technologie au service d'un brassage de cultures, on reconnaît l'influence de David Bowie. Celle de Bryan Ferry, le leader de Roxy Music, intervient dans la façon de chanter de David Sylvian, de poser sa voix avec élégance sur les mélodies en appuyant les intonations et les trépidations. Deux modèles pour alimenter ce groupe sophistiqué qui manque peut-être encore de distance pour avoir l'envergure de ses aspirations.

ALAIN WAIS.

* Au Palais ce samedi 9 octobre, à 19 heures. Discographie chez Virgin.

autre métamorphose. Quant à la musicalité poétique, elle procède de métamorphoses qui s'apprennent inté- rieurement, comme dans une strophe de l'*Annabou* de Saint-John Perse. Be la fonction métamorphi- que du mot est mise en lumière par Rimbaud (*Larme, la Rivière de cassio*), Shelley (*The Cloud*), Rilke (*Winternacht*).

« Au cours du débat qui a suivi la communication, et auquel ont pris part notamment MM. Triboulet, Poirier, Poirier, Combar, on retiendra l'intervention de M. Léopold Sédar Senghor. Se déclarant d'accord avec M. Mourides, l'auteur de *Nocturnes* (Paris), il a souligné la double culture (trilingue) de Paul Eluard et développé les affinités poétiques de la poésie africaine, fondée sur le chant et, dans l'assemblée, des vers, essen- tiellement sur le rythme.

J.-M. D.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS	
LAPEROUSE 326-90-14 et 68-04 51, quai Grands-Augustins, 6 ^e F. dim.	J. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires: 100 F. s.n.c. Menu dégustation: 220 F. s.n.c., salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.
LE SABLADAIS 522-23-62 2, r. de Vienne, 8 ^e F. sam. midi, dim.	J. 22 h. Cuisine périgourdine. Menu 140 F. 1/2 vin de pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet au confit. SA CARTE.
AUB DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, rue Fg-Montmartre, 9 ^e Ts 1, js	De 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. Spécialités alsaciennes. Vins d'Alsace. Son BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS.

(Publicité)

COLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
3, bd Vital-Bouhot, 7e de la Jatte, 92, Neuilly
Téléphone : 747-51-35

Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

V.f.: U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32).
YOL (Turc, v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6^e (326-58-00); U.G.C. Odéon, 6^e (325-11-08); U.G.C. Champs-Elysées, 8^e (359-12-15); 14 Juillet Bastille, 12^e (357-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79). — V.f.: U.G.C. Boulevard, 9^e (246-66-44); Mistral, 14^e (539-52-43); Bienvenüe-Montparnasse, 15^e (544-25-02).

(Publicité)

COLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
3, bd Vital-Bouhot, 7e de la Jatte, 92, Neuilly
Téléphone : 747-51-35

Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

POUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 9 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Droit de réponse.

L'accusateur, avec M.M. Ivan Lévai (Europe 1), R. Lamoignon (A2), L. Badier, écrivain, Ph. Boucher (le Monde), R. Lévai (Nouvelles littéraires), R. Giquel (TF 1).

21 h 50 Série : Dallas.

L'abominable J.R. se bat contre la paralysie et continue de contrôler de son lit d'hôpital toutes ses affaires. Miss Elie découvre le fustil qui a servi à tirer sur J.R.

22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept.

Au sommaire : La télévision des autres (République fédérale d'Allemagne) ; Le projet Paris-Lyon-Marseille ; Mettes un rêve dans votre moteur ; Rio, capitale de la violence ; Le grand témoin de la semaine sera M. Bernard Hanoa, P.-D.G. de Renault.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.

Avec Sheila, Julio Iglesias, Paul Layne, Frida, Louis de Funès, Michel Galabru, etc.

21 h 50 Série : Deuil en 24 heures.

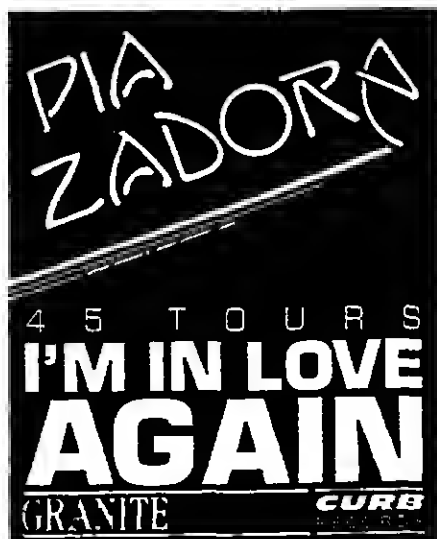
D'après le roman de Vladimir Pozner. Réal. : F. Cassenti. Avec A. Cury, R. Böhlinger, P. Clément.

Une série en quatre épisodes sur les six mois qui ont suivi la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Une adaptation surprenante de ce roman reportage, rédigé dans le feu de l'action juste après la débâcle.

22 h 50 La grande parade du jazz : Italian Oil Stars.

Ensemble de C. Avery. K. Winding, C. Fuller, D. Diano (trombones), E. Pieromani (piano), G. Basso (saxo), G. Tommaso (contrebasse), T. de Pascopis (batterie).

23 h 20 Journal.



TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 On sort ce soir : Un conseil de classe très ordinaire.

De P. Beaumont. Spectacle du Théâtre de l'Arquaire. Un conseil de classe de terminale à la veille du baccalauréat. Un huis clos qui est une caricature teintée d'humour du milieu scolaire, des élèves au professeur.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Prélude à la nuit.

Tableaux d'une exposition, de Mousmagley.

FRANCE-CULTURE

20 h, Théâtre ouvert : « Écritures de femmes » : Ulrich Heppner, fragments, avec M. Caccia, R. Jourdan, A. Marcon, L. Petit-Jacques, J.-J. Sheffer, E. Stochl.

22 h, Ad lib.

22 h 5, Le fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 35, Les pêcheurs de perles : Toscanini, Gershwin.

20 h 30, Concert (donné le 26 août 1982 à la faculté de droit d'Annas) : « Concerto grosso » de Händel ; « Concerto pour violoncelle et orchestre » en ré mineur, de Boccherini ; « Crève, pour violoncelle et orchestre à cordes » ; « Prélude et fugue », de Lutoslawski ; « Sonate pour cordes », de Rosini, par l'Orchestre de chambre de Pologne ; dir. : J. Maksymik.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Poissons d'or.

Dimanche 10 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.

10 h Présence protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe.

12 h Télé-foot.

13 h Journal.

13 h 20 Pour vous.

14 h 10 Variétés.

14 h 30 Série : Arnold et Willy.

15 h Sports dimanche.

Tiercé : cyclisme : Grand prix d'automne ; Hippisme : Championnat de France à Fontainebleau.

17 h Jeu : Dira-t-il pas ?

17 h 30 Série : Starbuck et Hutch.

18 h 30 Jeu : Qui êtes-vous ?

19 h Les animaux du monde.

19 h 30 Jeu : J'ai un secret.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : l'Emmerdeur.

Film français de M. Molituro (1973), avec L. Ventura, J. Brel, C. Collet, J.-P. Daras, X. Dreyer (réalisation).

Un tueur à gages, chargé d'abattre un homme à Montpellier, est contrainct dans sa mission par un représentant de commerce qu'il a tué de sa main et qui l'entraîne de sa reconnaissance et de ses malheurs.

La série noire dans le vaucluse. Brillante adaptation d'une pièce de Francis Veber.

22 h 25 Pleins feux.

22 h 30 Sports dimanche soir.

23 h 50 Journal.

23 h 15 A Bible ouverte.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 40 Cours d'anglais.

10 h Cours de gymnastique let à 10 h 45).

10 h 30 Magazine du cheval.

11 h 15 Dimanche Martin.

12 h 45 Journal.

13 h 20 Dimanche Martin (suite).



17 h 05 Série : Le journal.

18 h La course autour du monde.

19 h Stade 2.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : « La nouvelle affiche ».

Avec Alan Chamfort, Nicoletta, Charles Trenet, etc.

21 h 40 Documentaire : Parle à mon corps, me réste est malade.

Jogging, rolling, surfing, musculation. Nos contemporains courent, transpirent et estiment que « quand on est bien dans son corps, on est bien dans sa tête ». L'effort, régénère le corps, régénère aussi l'âme. Parallèlement, le marché du sport explose, les sociologues et psychologues se penchent sur ce phénomène de société. Alors ? Narcissisme effréné, ou libération de l'individu ?

22 h 30 Magazine : Concert-Actualités.

Deux reportages : l'Orchestre français des jeunes et le tournage du film de Z. Zeffirelli : Traviata.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Images de...

10 h 30 Mosaïque.

13 h Les jeux du dimanche.

14 h Feuilleton : Rocambole.

15 h Ouvert le dimanche.

Voix publiques avec Jean Yvès : 16 h. A la découverte de Dédard de Séverac, auteur de la merveilleuse berceuse « Ma pouspée chérie ne veut pas dormir... », de deux opéras et de pièces pour piano ; 17 h, littérature.

18 h 45 L'écho de la photo : Flash 3.

J.-M. Laughlin, E. Wiener, les Chills, les groupes Ticket, Gougou Kangri, Domingo Bongo.

19 h 40 Spécial DOM-TOM.

Série : Bizarro, bizzaro.

Tel est pris, de R. Dalil, mise en scène R. Chapman, réal. C. Miller.

20 h 35 A la recherche du temps présent : Le sang des hommes.

Invité : le professeur Jean Bernard.

21 h 25 Courts métrages français.

22 h Journal.

22 h 30 Cinéma du minuit : le Meurtre noir.

Film américain de Richard Thorpe (1950), avec G. Kelly, J. Carroll Nash (v.a. sous-titré, N.).

A New York, au début du siècle, la communauté des étrangers italiens est terrorisée par l'association criminelle de « la Main noire ». Un jeune homme décide de venger son père assassiné.

Sujet original et mise en scène plus ou moins inspirée du néo-réalisme. Gene Kelly qui se danse pas, s'inspire dans un rôle dramatique. Un film surprenant, peu connu.

0 h 05 Prélude à la nuit.

Ouverture de « Genesiv », de Schumann, par l'Orchestre symphonique de Lyon, sous la direction de Serge Baudo.

FRANCE-CULTURE

10 h, Le Voleur.

9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : « La libre pensée française ».

10 h, Messe, à l'église Saint-Maxime d'Antony, prédicateur : Père S. Bonnet.

11 h, Regards sur la musique.

12 h 5, Allegro.

12 h 45, Musique polonoise d'aujourd'hui.

14 h 5, Tableaux contre Tableaux.

16 h 5, Extrême avec Angélique Ionatos.

17 h 30, Rencontre avec... Hugues de Montalembert, « la Liberté mensuelle ».

18 h 30, Ma son troppe.

19 h 10, Le cinéma des châteaux.

20 h, Albatros : de Robert Cressley, par Jacques Darras, avec P. Joris, A. Roubaud, J. Darras, J. Darras, D. Bode.

20 h 40, Atelier de création radiophonique : Princes de la nuit appelle méduse.

23 h, Rando poétique.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 30, Les suites de l'orchestre : L. Stokowski ; œuvres de Rachmaninov, J. Brahms et Tchaïkovski.

11 h, Concert (en direct du théâtre de Rouffignac des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de J.-S. Bach, Mozart, par T. Zehetmar, violon, M. Frager, piano.

12 h 5, Magazine international.

14 h 4, l'Opéra en France : œuvres de Dvorak, Schubert, Berg, Liszt, Stravinski.

17 h, Comment l'astérisque-rous ? Don Juan, par A. Bour-seller ; œuvres de R. Strauss, Purcell, Gluck, Dargomyski, Mozart.

19 h, Jazz vivant.

20 h, Les chants de la terre : magazine de musiques traditionnelles.

20 h 30, Concert (donné le 29 janvier 1950) : les grands concerts d'orchestre ; « Symphonie n° 8 », de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin ; dir. H. Kemperbusch.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Hommage à J. Doyen ; œuvres de Roussel, Franck, Chopin, Ravel ; 0 h 3, Roud about Midnight.

VU

Mexique : le feu qui couve

Le document sévère mais lucide, riche, sérieux et solidement documenté sur le Mexique réalisé par Jean-Claude Bahur pour la télévision suisse et présenté vendredi soir par FR 3 a été tourné en février 1982 (1). Depuis, le Mexique, qui détiend le record peu enviable de pays le plus endetté du tiers-monde (la dette extérieure devrait atteindre près de 90 milliards de dollars à la fin de cette année), affronte une crise financière d'une ampleur sans précédent qui menace la stabilité, jusqu'alors exemplaire, d'un pays dont la dépendance de plus en plus grande à l'égard des Etats-Unis est lourde de révoltes.

Le tableau sans complaisance dressé par Jean-Claude Bahur prend un relief saisissant, bien que l'on puisse regretter quelques longueurs, un commentaire qui suit trop l'image et une description trop rapide des classes moyennes. Ce sont elles, principales bénéficiaires de la révolution institutionnalisées, qui sont la plus touchées par la crise et risquent de se rebeller les premières. Démographie galopante, lourdes inégalités sociales et disparités régionales, entassements humains du grand Mexique, poubelles géantes de Netzahuacoyotl (record du monde du taux de croissance démographique), misère des paysans pauvres et de ceux « d'en bas » : la « tragédie cosmique » dénoncée par l'écrivain Fernando Benítez est connue. Mais les risques accrus d'explosion sociale et une dépendance aggravée par le boom pétrolier, lancent des défis redoutables à un système qui avait pu, depuis plus de soixante ans, absorber tous les rous et toutes les contestations, même les plus dures comme en 1968. Qui peut jurer aujourd'hui que le feu qui couve ne peut se rallumer ?

MARCEL NEDERGAANG.

(1) Mexico : les Braises rouges encore. FR 3, Le nouveau vendredi.

A Montréal

M. RÉGIS DEBRAY ATTAQUE LA « DICTATURE » EXERCÉE PAR M. PIVOT A « APOSTROPHES »

M. Régis Debray, écrivain et conseiller technique de M. François Mitterrand (notamment pour la culture), a accusé, vendredi 8 octobre à Montréal, devant l'Union des écrivains québécois, l'émission « Apostrophes » de Bernard Pivot d'exercer « une véritable dictature sur le marché du livre ». Il faut « enlever à cette émission le monopole du choix des titres et des auteurs accordé à l'arbitraire d'un seul homme », a-t-il notamment déclaré. « Apostrophes » est diffusée au Québec, parmi d'autres émissions de chaînes françaises, par la télévision câblée.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 10 OCTOBRE

M. Henri Fierbina, conseiller de Paris, président de Rencontres communistes, participe au journal de R.M.C. à 12 h 45.

M. Anicet Le Pars, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, est invité à l'émission « Le grand jury-R.T.L.-le Monde » sur R.T.L. à 18 h 15.

M. Charles Fiterman, ministre des transports, est reçu au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures.

LUNDI 11 OCTOBRE

M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la terre, est invité de l'émission « Plaidoyer » de R.M.C. à 8 h 30.

CARNET

Naissances

— Sophie et Nicolas DIENER ont la joie de faire part de la naissance de leur fille et frère. Pascale et Julien, à Strasbourg, jeudi 7 octobre.

Mariages

— Isabelle COMBARNOUS et Jean-Michel SAULNIER sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à Paris, le 25 septembre 1982.

Décès

— M. Yohved Berwald-Netter, M. Jean-Patrice Netter, Et leurs enfants Thomas-Nizan et Anne-Carole, ont le regret de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-père, M. Yohved BERWALD, née Mank, survenu à Zefat (Israël), le 12 septembre 1982.

Les obsèques ont eu lieu à Tel-Aviv le 15 septembre, 18, rue Sainte-Croix, 75004 Paris.

— M. Alexandre Leventis, M. et M. Edmond Coppe, M. et M. Jean Damm, M. et M. Olivier Coppe, Claudine Coppe, Maria Luz Vesino, ont le regret de faire part du décès de

M. René COPPET, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaille militaire,

leur frère et oncle, survenu le 7 octobre 1982.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 12 octobre, à 14 heures, à la chapelle de la Mission espagnole, 51 bis, rue de la Pompe, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part. 96, rue de la Faisanderie, 75016 Paris.

— Nous apprenons le décès de Marcel DELRIEU, ancien sénateur.

Marcel Delrieu était né le 6 décembre 1900 en Alsace, à Choeix, près de Colmar. Conseiller général de Colmar, il avait été élu au Sénat de 1952 à 1961 comme élu de premier collège. Au Palais de Luxembourg, Marcel Delrieu s'était inscrit au groupe des républicains indépendants que présidait M. Marcel Roger, sénateur d'Alsace.

— Michel Fieles, son fils, Edith Gabelle, sa épouse, Sa famille, ses amis, ont le regret de faire part du décès de

M. Josée FIELES, née Selan, survenu à Bad-Schwalbach (Allemagne fédérale), le 10 septembre 1982 dans sa soixante-dixième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 13 octobre, à 11 h 30, au cimetière de Gentilly, 5, rue Salote-Hélène, 75013 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Irène JONKER, née Blanche.

Les obsèques ont eu lieu à Menton dans la plus stricte intimité, le 5 octobre 1982.

— Vladimir et Liliane Cagan et leurs enfants, font part du décès de

M. Jeanne KAGAN, née Ujazdowska, survenu brutalement le 4 octobre, dans sa soixante-dix-huitième année, à son domicile.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Mandé-Fossés (Val-de-Marne) dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 30, rue Claude-Decan, 75012 Paris.

— M. Jacques Keller, son épouse, M. et M. Olivier Keller et leurs enfants, M. et M. Jean-Jacques Keller et leurs enfants, M. et M. Gabriel Keller et leurs enfants, M. et M. Daniel Quezandon et leurs enfants,

M. Laurent Keller, M. Pascal Keller, M. René Keller, ses enfants et petits-enfants, M. Jeanne Keller, sa sœur, M. Marcel Keller et sa fille, M. et M. Robert Umdenstock, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Louis Vieu, leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M. Jacques KELLER, ancien élève de l'Ecole polytechnique, survenu le 8 octobre 1982.

« Je suis la Résurrection et la Vie, celui qui croit en moi vivra, quand même il serait mort. »

4, rue des Trois-Sœurs, 93220 Gagny.

— M. Ernest Lemaire-Audoire, M. et M. Pierre Chapuis, M. et M. Philippe Lemaire-Audoire, M. et M. Kamil Avci,

M. et M. Jacques Constant, M. Jocelyne Chapuis, M. et M. Richard Chambon, Eric, Rany et Philippe Chapuis, Sandrine Lemaire-Audoire, Erol Avci,

Nicolas Constaot et Nathalie Chambon,

Les familles Manière, Vanquoier, Leroux et ses fidèles collaborateurs, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest LEMAIRE-AUDOIRE, officier de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père, arrière-grand-père et parent, survenu le 8 octobre 1982, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier (place du Commandant Mittonard), à Paris (7^e), le mardi 12 octobre, à 14 heures, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Pré-Saint-Gervais dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 14, rue Duroc, 75007 Paris. 7, rue Anthéaumont, 77140 Nemours. 38, boulevard Mailloz, 92200 Neuilly-sur-Seine. 132, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 1050 Bruxelles.

— M. Jeanne Roy, son épouse, Jean-Louis et Marie-Sophie Roy, ses enfants, Les familles Roy, Painreco et Bonnetou, Dabernat,

ont la douleur de faire part du décès, survenu en son domicile, le 6 octobre 1982, à l'âge de cinquante-sept ans, de

M. Roger ROY, directeur, rédacteur en chef de la vie des transports, vice-président de l'association française de la presse de l'automobile.

Les obsèques seront célébrées, ce jour, dans l'intimité familiale en la chapelle Notre-Dame-de-la-Paix à Bourges, dans le Cher.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe à sa mémoire sera célébrée dans quelques semaines et sera annoncée par voie de presse.

8, villa Renard, 78290 Croissy-sur-Seine.

[M] le 28 février 1925, licencié en droit, Roger Roy était un journaliste spécialisé dans les questions de transport, très connu et apprécié dans cette profession. Rédacteur en chef du mensuel « la Vie des transports », il tenait, depuis 1960, la rubrique « Poids lourds » à « l'étoile ». Il était vice-président de l'Association française de la presse automobile.

Anniversaires

— Le 10 octobre 1957 nous quittait Jean DUVAIL, auteur des Colliers, Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Le 10 octobre 1957 est décédé l'abbé J. MONCHANIN (Surnom Parnassus), Il repose au cimetière de Bièvres (Essonne).

Avis de messes

— A la mémoire de M. Olivier LOYER, professeur à Paris-X-Nanterre, une messe sera dite le jeudi 21 octobre 1982, à 18 h 30, dans la crypte de l'église Notre-Dame-des-Champs, 27, rue du Montparnasse, Paris (6^e).

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

LES BELLES VENTES DU MOIS

Il est rare que des ventes aux enchères originales soient proposées en début de saison. Tel est cependant le cas en octobre au Nouveau Drouot où plusieurs ventes importantes avec catalogues sont à retenir.

La dispersion des collections Aimé Maeght fera l'objet de deux ventes spectaculaires :

- le 25 octobre, pour la haute curiosité, par le ministère de M^{re} Adler, Picard, Tajan, assistés de MM. Bourdeley, Rainder et Rouillon. (Céramiques, vases antiques, arts africains et préhispaniques, Orient et Extrême-Orient) ;
- le 27 octobre pour une série d'importants tableaux et de sculptures modernes par M^{re} Guy Lindner, les tableaux les plus remarquables portant les signatures de :

Braque, Chagall, Léger, Kandinsky. Pour les sculptures on retiendra notamment les œuvres de Giacometti (*Tête de Diego*, 1957) et de Calder (*Mobile*, 1969). Enfin des œuvres majeures de peintres vivants (Bazaine, Rebeyrolle, Riopelle, Uzac) font partie de cette vente.

Parmi les ventes curieuses : l'ancienne collection de Bénédicte Rami, « l'habilleuse du nu », sera offerte aux amateurs de théâtre et de music-hall. On sait que cette femme de goût comptait les costumes de scène de nombreuses vedettes telles que Mistinguett, Josephine Baker, Maurice Chevalier et même Colette, qui joua dans *la Chèvre* à Mexico. Plus de deux cents dessins d'artistes (Erte, Gasmay, Zinoviev etc.) seront vendus par M^{re} Francis Bristle le 25 octobre (salle 7).

* Autres ventes :

Chartres, 16 octobre (16 heures) et 17 octobre (10 heures et 14 heures) : jouets anciens. L'île Adam, 17 octobre : objets de vitrine, opalines. Enghien, 24 octobre : tableaux modernes. Lyon, 20 octobre : beaux livres anciens. Troyes, 10, 11 octobre : meubles, objets d'art, tableaux. Versailles (Cheval-Légers) 9, 10 octobre : monnaies, meubles et objets d'art. Versailles (Hôtel Rameau), 17 octobre

(14 heures), 23 octobre (15 heures) et 24 octobre (14 heures) : tableaux modernes, estampes.

Londres (Sotheby), le 12 octobre : art islamique, tapis d'Orient. 28 octobre : œuvres de Léon Bakst (baller et théâtre). Londres, (Christie's), 19 octobre : art du Japon. 20 octobre : bijoux, armes. New-York (Sotheby), 14 octobre : instruments de musique. New-York (Christie's), 25 octobre : argenterie, montres, objets de vertu (collection Pierpont Morgan).

VIVRE A PARIS

628-15-15 : le téléphone vert

En téléphonant au 628-15-15, les habitants de Paris et des départements voisins peuvent connaître l'état exact de la qualité de l'air qui les entoure.

Le répondeur du poste central du réseau automatique de surveillance diffuse un message d'une minute trente, donnant principalement les tendances dans l'atmosphère en dioxyde de sou-

fre (SO₂) rejeté par les chaudières au fuel des installations industrielles et celles du chauffage domestique.

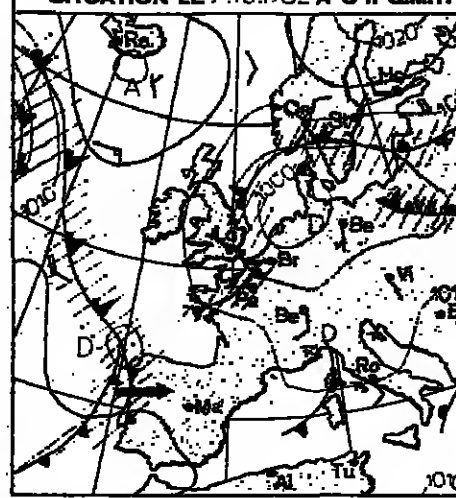
Le réseau automatique de surveillance mis en place au début de l'année couvre Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la vallée de la Seine jusqu'à Mantes.

ACHATS PUBLICS : - Afin de mieux faire connaître aux petites et moyennes entreprises de la capitale les possibilités et les procédures d'accès aux marchés publics, la préfecture de Paris organise, le mardi 12 octobre, au Centre Beaubourg, une journée d'information sur l'achat public.

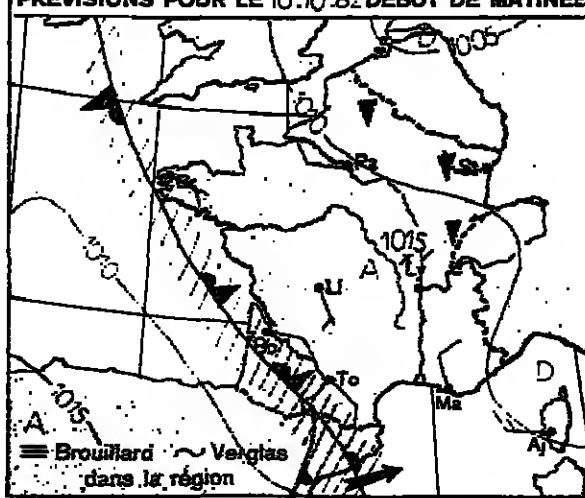
Pendant toute cette journée, des équipes d'acheteurs publics appartenant à des administrations ou à des établissements publics parisiens seront à la disposition des responsables des entreprises pour répondre à leurs questions dans les secteurs d'achats qui les intéressent.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9.10.1982 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10.10.82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 octobre à 0 heures et le dimanche 10 octobre à 24 heures :

Entre la dépression du nord de l'Allemagne qui s'éloigne vers l'Est et celle d'Espagne qui débordera un peu sur nos régions méridionales, la France sera relativement épargnée dimanche par le mauvais temps.

Dimanche, sur la plupart des régions, un temps brumeux le matin, frais surtout dans l'intérieur du pays avec des nuages de gels blancs. Au cours de la journée, le ciel se dégagera un peu, nuages et éclaircies se succéderont.

An nord-est de la Seine, il y aura encore de sérieuses menaces d'ondées, mais assez espacées.

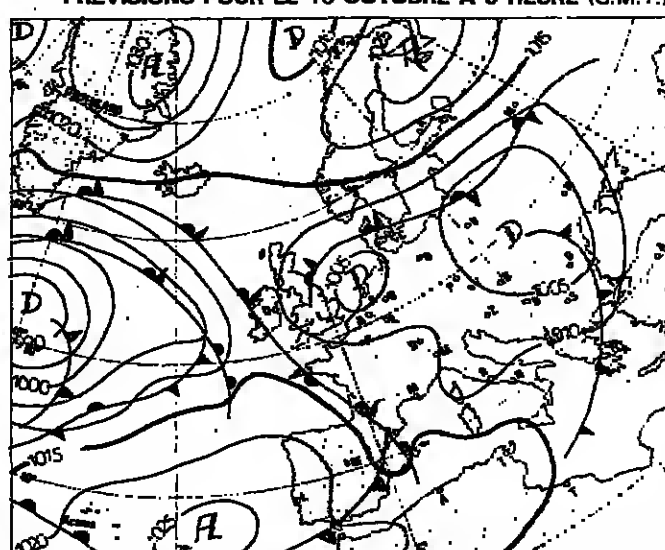
Près de l'Atlantique, sur les régions pyrénéennes et près de la Méditerranée, des nuages plus abondants une partie de la journée avec quelques pluies probables.

Températures toujours nettement en dessous des moyennes saisonnières l'après-midi, 12 à 14 degrés sur la moitié nord, 16 à 17 degrés sur la moitié sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 9 octobre à 7 heures, de 1 013,1 millibars, soit 759,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 octobre : le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 octobre) : Ajaccio, 21 et 11 degrés ; Biarritz, 14 et 9 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 12 et 8 ; Brest, 14 et 9 ; Caen, 14 et 10 ; Cherbourg, 13 et 11 ; Clermont-Ferrand, 13 et 8 ; Dijon, 11 et 7 ; Grenoble, 14 et 7 ; Lille, 13 et 10 ; Lyon, 11 et

PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



7 : Marseille-Marguier, 19 et 8 ; Nancy, 13 et 9 ; Nantes, 15 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 10 ; Paris-Le Bourget, 16 et 11 ; Pau, 14 et 6 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 16 et 10 ; Tours, 12 et 9 ; Toulouse, 15 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 11 degrés ; Amsterdam, 16 et 9 ; Athènes, 24 et 19 ; Berlin, 15 et 10 ; Bruxelles, 13 et 11 ; Les Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 14 et 12 ; Dakar,

32 et 26 ; Djerba, 27 et 20 ; Genève, 12 et 7 ; Jérusalem, 25 et 14 ; Lisbonne, 20 et 16 ; Londres, 14 et 9 ; Luxembourg, 12 et 9 ; Madrid, 19 et 8 ; Moscou, 13 et 5 ; Nairoubi, 27 et 14 ; New-York, 24 et 19 ; Palma-de-Majorque, 23 et 12 ; Rome, 22 et 16 ; Stockholm, 10 et 9 ; Tazour, 30 et 19 ; Tunis, 26 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES-

MARDI 12 OCTOBRE

- La manufacture des Gobelins, 14 h 30, 43, avenue des Gobelins, M^{re} Vermeersch.
- Hôtel Lauzun, 15 heures, 17, quai d'Anjou, M^{re} Allaz.
- Musée de Montmartre, 15 heures, 12, rue Cortot, M^{re} Bachelier.
- Église Saint-Eustache, 15 heures, entrée de l'église, M^{re} Garnier-Abberg.
- Hôtel de la Monnaie, 15 heures, 11, quai Conti, M^{re} Hulot.
- Faubourg Saint-Antoine, 15 heures, 106-118, rue du faubourg Saint-Antoine, M^{re} Legrécois (Caisse nationale des monuments historiques).
- La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Approche de l'art).
- Ile Saint-Louis, 15 heures, 23, quai d'Anjou, M^{re} Ferrand.
- Faubourg Saint-Germain, 15 heures, métro Solferino, P. V. Jalet.
- L'Opéra, 13 h 45, marches (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

- 17 h 30 : 18, rue des Batignolles, M. I. Clouais : « Laurent le Magnifique, politique et mécène ».
- 20 heures : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. E. Stucke : « L'intégration de la globalité » (Université Holistique).
- 20 heures : 26, rue Bergère, M. S. de Mailly-Nesle, E. Guiller : « L'astrologie a-t-elle un support moléculaire dans la chaîne de l'ADN, en particulier ? (L'homme et la connaissance) ».
- 20 h 30 : 68, rue de la Folie-Méricourt, M. L. Abramowicz : « U.R.S.S. d'hier et d'aujourd'hui : son antisémitisme, causes, formes, conséquences ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 9 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

- Relatifs à l'organisation de l'enseignement français à l'étranger et créant le conseil pour l'enseignement français à l'étranger.
- Relatif au renouvellement des personnels associés dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministère de l'éducation nationale.

BREF

EXPOSITIONS

JOYCE A POISSY. - La bibliothèque municipale de Poissy (Yvelines) organise une exposition sur James Joyce et l'Irlande - Du 9 au 23 octobre.
* 2 bd Robespierre, 78300 Poissy. Tél. : 965-56-40 (poste 379).

TEMPS LIBRE

ART DRAMATIQUE. - La direction régionale du temps libre, jeunesse et sports d'Ile-de-France organise du 25 au 31 octobre prochains un stage d'art dramatique animé par l'un de ses conseillers techniques et pédagogiques. Participation financière : environ 400 F, comprenant les cours, l'hébergement et les repas.
* 584-12-05 (poste 532).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à faire leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
dirigé par
André Laurens, directeur de la publication

Directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression :
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 4747
ISSN 0026-4368

ATLASECO

1982

ATLASECO
Atlas Economique Mondial 1982

VIENT DE PARAÎTRE

Une mesure rigoureuse de l'activité économique des différents pays du monde.

170 pays étudiés : de l'Afghanistan au Zimbabwe.

nouveau

- Analyse prospective des années 1982 et 1983 par le Chase Economies
- Niveau des libertés dans tous les pays du monde selon Freedom House.
- Planisphères historiques permettant de visualiser les grandes conquêtes de l'histoire.

322 PAGES

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 48 F

Bon de commande

Je désire recevoir un exemplaire d'Atlaseco 1982 et vous adresse ci-joint un chèque de 551 145f - 71 de port.

L'habiter à l'ordre de : 935 9 rue d'Aboukir, 75002 Paris.

Nom : _____ Adresse : _____

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3294

HORIZONTALEMENT

I. Ne tue pas, dit-on : c'est sans doute la cause de la surpopulation mondiale. Tel un milieu à l'opposé du milieu. - II. Comme l'argent. Point d'aboutissement de ce qui n'aboutit pas. Doctrine égocentriste. - III. On le préfère au miel. - IV. Griffes qu'armes de brochures. Orientale des mille et un lustres. Copulative. - V. Personnel. Enduit de chrême. Interjection. Devient utile quand son contenu s'avère inutile. - VI. Un service dont personne ne tient à bénéficier. Ranimé une femme défilante en pratiquant le bouche-à-bouche. - VII. Parcours en dépit du bon sens. Préposition. Agent de liaison ou facteur de désunion. Dans les vignes du seigneur. - VIII. Il est rarement accommodé avec son homonyme. Donnait un aspect virginal à des affaires douteuses. - IX. Bonne poire ou bonne pomme. Esprit fort, très capable d'en troubler un autre. Démonstratif. - X. Célèbre pontonnier. Fermeture de sécurité à l'arrière d'un palais. Mer rouge. - XI. Proposition pour Pascal : sommaire pour Bergson. Llc. Passa par la filière. - XII. Ne saurait donc être large. Froide imitation. Privatif. - XIII. Porte-croix. On ne peut plus baroque. - XIV. On ne peut l'être qu'à la majorité, dans tous les sens du terme. Attribut pour un sujet sans verbe. Émission enfantine. - XV. Personnel. Ceux de la salle à manger peuvent conduire à la chambre. Possessif. Société ayant fait faillite. - XVI. Un amour de Dieu. Images d'Orient.

VERTICALEMENT

I. Cadeau du commerçant qui l'a préalablement récupéré sur le prix de vente. Complément actif du verbe. 2. Qui resteront toujours présents, même dans des lointains futurs. Cité. - 3. Dupier. Un soupie le provoque ou le fait fuir. - 4. Une fille toute simple. Les fleurs du mâle. - 5. Meurtre. Celle de Paris a fourni le titre d'une œuvre à un fils de général. Son Aigle ne manquait pas d'envergure. - 6. Oxyde d'un radioactif. Telle une fille d'Ève promise au paradis. Démonstratif. - 7. Scie musicale. Lâcher sur le macadam ceux qui ne poussent pas ou sur le champ ceux appelés à pousser. - 8. Un des organes essentiels d'une

Solution du problème n° 3293

Horizontalement

I. Sculpteur. - II. Auteur. Ni. - III. Iris. Aa. - IV. Nil. Edile. - V. Teinture. - VI. Muse. Us. - VII. Exagérer. - VIII. Tria. Ré. - IX. Ancr. Bec. - X. Rio. Eve. - XI. Dent. Allé !

Verticalement

I. Saint-Médard (deux mois). - 2. Curieux. Nic. - 3. Utilisation. - 4. Les. Nègre. - 5. Pu. Et. Eire. - 6. Traduire. Va ! - 7. Air. Bel. - 8. Un. Leurre. - 9. Rite. Echo.

GUY BROUTY.

مكتبة العالم

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

SOCIAL

Rupture des négociations sur l'assurance-chômage

- Les syndicats et le C.N.P.F. font appel à l'État
- M. Bérégovoy va recevoir les partenaires sociaux

Les syndicats et le C.N.P.F. ont fait appel au gouvernement, après la rupture des négociations, vendredi 8 octobre, sur le redressement financier du régime d'assurance-chômage (UNEDIC). Economies insuffi-

santes, refus patronal d'accroître les cotisations, sont à l'origine de ce désaccord. M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, doit recevoir, au début de la semaine, les organisations syndicales.

Responsabilités patronales... et gouvernementales

Échec du paritarisme, cette méthode qui consiste pour les syndicats et le patronat à gérer seuls et à égalité un régime de prestations sociales. Désaccord profond sur la révision de l'assurance-chômage puisque les partenaires sociaux font appel à l'État pour prescrire de nouvelles discussions, après avoir sensiblement délégué le terrain; mais lourdes et graves responsabilités et du patronat et du gouvernement. Ainsi peuvent se résumer six réunions infructueuses entre partenaires sociaux, mais aussi six mois de quiproquo avec les pouvoirs publics.

« Un effort considérable » des syndicats. Ces derniers, mais aussi le patronat - *fait play* sur ce point - ont souligné cet effort du monde syndical. Les discussions « n'ont pas été inutiles », a ajouté M. Chotard, premier vice-président du C.N.P.F. C'est en effet un triple effort que les syndicats ont accompli :

- Pour la première fois sans doute, les cinq confédérations (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et C.F.T.C.) se sont efforcées de présenter un plan commun de redressement et ont réussi jusqu'au dernier moment à faire front ensemble, symbolisant cette unité de propositions par plusieurs déclarations communes :

- Fait exceptionnel et courageux, ils ont accepté de procéder à des « économies », terme qui signifie des réductions d'allocation-chômage par le biais de révisions diverses sur le taux, le montant, l'indexation des prestations et sur les conditions d'ouverture des droits.

Certes, des divergences demeurent : tous les syndicats ont suggéré - la C.G.T. avec plus de réserve - des économies se montant à 7 milliards de francs (ce fait à 9 milliards de francs réduits à 7 en raison de dépenses supplémentaires pour améliorer l'indemnisation des chômeurs âgés). Mais certaines organisations - la C.G.T. et F.O. - sont allées plus loin en portant les économies à près de 11 milliards de francs ;

- Tous les syndicats ont enfin accepté de majorer les cotisations salariales d'un demi-point (4 à 5 milliards de francs). Au total, les confédérations de salariés ont mis au

pot commun 15 à 20 milliards de francs si l'on tient compte de la contribution de solidarité des fonctionnaires, alors qu'il faut trouver 30 milliards.

Le refus du C.N.P.F.

Le désaccord avec le patronat a donc essentiellement porté sur le refus du C.N.P.F. et de la C.G.P.M.E. d'accroître les cotisations patronales et aussi - conséquence directe - sur le plan d'économies que les employeurs voulaient porter à près de 20 milliards de francs, excluant plusieurs dizaines de milliers de chômeurs de l'UNEDIC.

Pour les syndicats, le patronat porte « entièrement la responsabilité » du désaccord final. Cette intransigence patronale - « à des moments où il faut savoir dire non », a déclaré - avec regret - M. Brunet au nom de la C.G.P.M.E. - ne manque pas, il est vrai, d'arguments. Comme l'a indiqué M. Chotard, l'assurance-chômage à la française est à la fois « la seule au monde » à accorder en plus de l'allocation-chômage (un peu plus de 42 % du salaire moyen, 90 % pour les plus démunis) une allocation spéciale (75 % à 90 % selon les cas) en cas de licenciement économique, et l'un des rares régimes européens où la participation du salarié à son financement est si faible (23,3 % au lieu d'environ 50 % en R.F.A.).

Autre argument solide : de nombreux observateurs mais de plus en plus d'hommes politiques et d'économistes. M. Mitterrand lui-même, admettent que, face à la concurrence internationale, il faut alléger les charges sociales des entreprises. A la proposition qu'une révision en baisse des prestations - coïncidant avec certains abus ou suppression certaines facilités (acceptées en période de croissance) est nécessaire si l'on veut éviter, tous les ans, d'autres tractions, le patronat a donc ajouté un « niet » catégorique à toute majoration de cotisations. Refusant tout reproche de dramatisation mais démontrant que la situation financière des entreprises se dégrade, P.M.E. et C.N.P.F. expli-

quent que toute nouvelle cotisation aurait un effet pervers, débouchant sur une nouvelle aggravation du chômage.

Aux vifs reproches des syndicats accusant les employeurs de ne pas vouloir faire, eux aussi, des « sacrifices », M. Brunet (C.G.P.M.E.) a calmement critiqué cette thèse : « Il ne s'agit pas de partager les sacrifices. Nous ne sommes pas des particuliers mais des entreprises, et notre devoir élémentaire, notre responsabilité la plus stricte, est que l'entreprise reste compétitive. La solidarité ne peut être interprofessionnelle, mais nationale. » D'où l'appel à l'État.

Ces explications ont justifié pour certains le comportement patronal. Gestionnaire à parité avec les syndicats, le C.N.P.F. devait prendre des initiatives pour sauver et le financement et l'autonomie de l'UNEDIC, quitte à réclamer des compensations à l'État. Un geste était d'autant plus réalisable que, ces derniers mois, le gouvernement a pris des mesures (Sécurité sociale, investissement, aménagement de l'impôt sur l'outil de travail) qui pénalisent moins les firmes, et chacun sait qu'en 1983 le gouvernement va alléger les charges que le patronat supporte pour la Sécurité sociale.

L'appel du C.N.P.F. à l'État - qui est une façon trop habile de faire supporter à son gouvernement de gauche les choix difficiles - aurait pu être lancé il y a plusieurs semaines. Le patronat a donc joué au chat et à la souris avec ses partenaires.

Mais le même reproche que les syndicats ont d'ailleurs lancé au gouvernement, avec une certaine virulence à la C.F.D.T., est tout aussi fondé.

Des déclarations contradictoires

Dès le printemps 1982, les services de M. Mauroy et de M. Auroux avaient préparé officieusement un plan - 10 milliards de francs d'économies au minimum, pouvant aller jusqu'à 15 - mais aussi une majoration de cotisations et une aide de l'État. Or les dirigeants politiques qui connaissent les difficultés pour les syndicats et patronat d'aller aussi loin dans l'effort n'ont pas osé - officiellement au titre de la liberté contractuelle - intervenir, et surtout n'ont pas précisé l'effort de l'État dans des conditions.

Pire, les déclarations contradictoires se sont multipliées : alors que MM. Mauroy et Auroux ont été, M. Bérégovoy depuis, préconisant un triple effort (État, syndicats et salariés, mais aussi patronat), M. Mitterrand a facilité le durcissement patronal en se prononçant, sans autre précision, à l'égard d'un allègement des charges patronales... M. Chotard s'est alors rapidement abrité derrière cette « haute autorité » pour justifier son refus... alors que l'Elysée entendait parler d'allègement des charges au titre de la Sécurité sociale.

Tactique ? Hypocrisie ? Tout le monde sait qu'il devrait servir en tout cas, que paritarisme - toujours actuel et efficace pour la gestion quotidienne de l'UNEDIC - n'existe plus depuis longtemps au niveau financier puisque l'État contribue pour plus de 33 % au budget de ce régime. Fallait-il sauver les apparences ou laisser « mûrir » les syndicats pour qu'ils acceptent des économies quitte à ce qu'ils perdent des adhérents, certains déclinant déjà leurs cartes, ne comprenant pas le nouveau réalisme courageux de leurs centrales ? Certains le pensent mais que de temps perdu ce jeu de « qui perd gagne » alors que l'UNEDIC, en déficit, emprunte ou vit de subventions et que l'État aurait dû jouer clairement son rôle de troisième partenaire.

Les erreurs et les désaccords d'hier ne sont pourtant pas un échec total. Les syndicats ont décidé de se revoir pour affiner leurs propositions d'économies : de 7 milliards de francs, ils pourraient passer à 10 voire 11 milliards de francs. M. Bérégovoy, silencieux depuis quelques jours, s'est déclaré prêt à recevoir les gestionnaires de l'UNEDIC. Le principe d'une négociation tripartite ou - habile stratagème - d'une négociation paritaire présidée par M. Bérégovoy, comme l'ont proposé ou accepté F.O. et le C.N.P.F., est toléré par les autres. La « partie n'est pas terminée » mais c'est désormais au gouvernement de jouer le vilain rôle.

JEAN-LOUIS THIS.

JEAN-PIERRE DUMONT.

ÉTRANGER

AU JAPON

Le gouvernement annonce un programme de soutien de 2 000 milliards de yens

De notre correspondant

planification, et Abe, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.

Dans cette élection, où le président du parti conservateur devient automatiquement premier ministre, M. Komoto affrontera M. Suzuki. Ce dernier, qui avait solennellement promis, en 1980, son avenir politique à la réduction du déficit budgétaire avant la fin de l'exercice fiscal de 1984, se trouve dans une position délicate. Ses capacités de gestion sont ouvertement mises en cause - en particulier par M. Komoto.

En effet, non seulement l'objectif des 5,2 % de croissance sera loin d'être atteint, mais encore des erreurs de prévision - en matière de recettes fiscales vont vraisemblablement porter le déficit aux alentours de 16 000 milliards de yens (400 milliards de francs), soit quelque 6 % du P.N.B. Le gouvernement de M. Suzuki avait prévu, au contraire, de le limiter à environ 11 000 milliards de yens (280 milliards de francs). La révélation, il y a peu, d'où tel « trou » a placé le premier ministre dans une situation

politique très inconfortable, et l'a conduit, de façon assez dramatique, à déclarer l'« état d'urgence » national en matière financière.

Au printemps 1982, pour soutenir une économie déjà sur le déclin, M. Komoto avait obtenu une première accélération de l'exécution du budget, portant sur un montant sensiblement supérieur à celui du train de mesures annoncé, vendredi, 2 400 milliards de yens, soit plus de 60 milliards de francs.

Amorçant ce programme au cours d'une conférence de presse, vendredi, le ministre des finances, M. Watanabe, en a profité pour réagir vivement aux propos tenus il y a quelques jours par le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, qui avait estimé que la chute du yen était en partie due aux mauvaises performances de l'économie japonaise et à son déficit budgétaire. M. Watanabe s'est attaché à démontrer que l'économie de son pays ne se portait, tous comptes faits, pas si mal, soulignant que, malgré la révision en baisse du taux de croissance, celui-ci restera bien supérieur à celui de la plupart des économies occidentales.

R.-P. PARINGAUX.

Le Danemark condamne la dévaluation suédoise

De notre correspondante

Copenhague. - L'importante dévaluation de la couronne suédoise a suscité de très vives réactions au Danemark, où l'on ne s'attendait guère à plus de 7 à 8 %. Le directeur d'une des grandes banques de Copenhague a déclaré qu'un réajustement aussi fort était l'expression d'un « déplorable égocentrisme », et l'un des porte-parole des milieux d'affaires a qualifié cette opération d'agressive parce qu'« elle consistait pour la Suède à exporter ses propres problèmes chez ses voisins ».

Pour sa part, le ministre (libéral) des finances, M. Christophersen, n'a pas mâché ses mots : pour lui, cette mesure est « déraisonnable, injustifiable et antisocialiste... J'ai peur que ce ne soit là le signal d'une guerre commerciale entre les pays industrialisés du genre de celle que nous avons connue au moment de la crise de 1930 où chaque pays croyait pouvoir se débrouiller aux dépens des autres ». Et il a ajouté : « Je pense que les dirigeants suédois regretteront vite cette décision car rapidement ils leur sera impossible de contrôler leur inflation... ».

M. Christophersen a expliqué par ailleurs que, malgré tout, il n'avait pas l'intention de convoquer le conseil des ministres des Dix - dont le Danemark est membre - pour la présidence semestrielle, - mais que, bien sûr, d'autres membres de la Communauté pourraient peut-être réclamer une réunion d'urgence consacrée à cet événement. Cependant, en dépit des assurances données par le gouvernement Schüller que la couronne de Danemark, la monnaie danoise, a été soumise, vendredi 8 octobre, à de très fortes pressions : la Banque nationale aurait déposé 1,5 milliard de francs pour la soutenir.

Cette journée du 8 octobre a été également le cadre d'une série de manifestations et de grèves sauvages dirigées contre « les plans sociaux du cabinet noir ». Environ dix-neuf mille ouvriers de sociétés-quinze entreprises ont défilé à Copenhague et en province. En outre, sur l'appel de plusieurs grands syndicats, quarante mille à cinquante mille personnes se sont retrouvées devant les bâtiments du Parlement pour crier « Schüller démission ! ».

CAMILLE OLSEN.

EN GRÈVE LE 8 OCTOBRE

Les mineurs de fer de Lorraine

s'inquiètent de nouveaux licenciements

La grève décidée par la C.G.T. dans les mines de fer de Lorraine le 8 octobre a été largement suivie : 100 % aux mines d'Usinor, 75 % à celles de l'Arbed, et 60 % à Lorraine (Sacirol). Des opérations commandos ont été lancées à Jarny, en Meurthe-et-Moselle, où une rame de vingt-six wagons de minerai mourtanien (1 500 tonnes) a été déversée au passage à niveau de la R.N. 3 - la S.N.C.F. a porté plainte contre « le Purgatoire », une œuvre d'Améric Zouani. Cinq cents personnes enfin ont bloqué la gare de Jarny, lieu de passage de plusieurs milliers de tonnes de minerai importé par jour.

(De notre correspondant)

Metz. - Les mines de fer lorraines, seize puits encore en activité, sont au bord de l'asphyxie. En huit ans la production a chuté de plus de 60 %, passant de 51,9 millions de tonnes en 1974 à 20,4 millions de tonnes en 1981. Les engagements pris par le président de la République annonçant qu'aucune mine de fer ne serait fermée avant 1985 ne sont pas tenus et « ne seront pas respectés », répond le syndicat C.G.T. des mineurs de fer. « En effet, déclare-t-il, les mines de Sotzerais et de Rochonvillers ont été fermées depuis le 10 mai 1981 (...). Des menaces sérieuses pèsent sur d'autres exploitations (...).

En 1982 l'exploitation des « mines » lorraines a encore chuté de 11,5 % durant les huit premiers mois de l'année, par rapport à 1981. Cette dégradation continue de la situation des mines de fer lorraines est due essentiellement à la crise de la sidérurgie.

La production de fonte lorraine est tombée depuis 1974 de plus de 45 %. Cette détérioration a encore été amplifiée par un double phénomène : le recul des exportations (18,3 millions de tonnes en 1974 et 6,3 millions de tonnes en 1981) et un accroissement des importations de minerai, suédois notamment.

Le chômage partiel atteint dans certains sites treize jours par mois, malgré la fermeture depuis le début de la crise de l'acier de 14 puits en Lorraine et la suppression de plus de 3 500 emplois. Pour faire face à cet état de fait, la C.G.T. demande une diminution de 10 % des importa-

tions : « Ceci permettrait d'éviter de nouvelles fermetures ».

La déception et la colère des mineurs de fer se fonde également sur les dernières déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement : « Le ministre de l'Industrie a déclaré qu'il fallait adapter la capacité de production des mines de fer aux débouchés prévisibles de la sidérurgie... Et l'on voit qu'ils sont en baisse », déclare la C.G.T. « Si l'on ferme les mines de fer françaises, répond un syndicaliste on dépendra pour notre approvisionnement en minerai de l'étranger comme pour le pétrole, et on en connaît le résultat ».

La C.G.T. s'interroge aussi sur le devenir de la structure de coordination des mines de fer au sein de laquelle Sacirol et Usinor devaient, en liaison avec l'Arbed, faire des propositions concernant les emplacements de minerai. Avec la chute de la production accompagnée d'un accroissement des stocks (5,8 millions de tonnes sur les carreaux correspondant à quatre mois de marche de hauts fourneaux), les mesures de chômage partiel s'avèrent aujourd'hui insuffisantes.

C'est pourquoi les pouvoirs publics ont accordé le « feu vert » à la suppression de 225 emplois d'ici la fin de ce mois. Cependant l'horizon s'assombrit encore avec la perspective d'une réduction de 20 % de la production tant à Usinor qu'à Sacirol : la seule ressource du chômage partiel impliquerait en réalité sept à huit cents nouvelles suppressions d'emplois.

JEAN-LOUIS THIS.

DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

3^e cycle

sous l'égide de

L'Institut Supérieur de Gestion

PEUVENT ÊTRE CANDIDATS

les ingénieurs, titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme IEP, d'un titre ou diplôme de l'enseignement supérieur

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS POUR LA SESSION D'OCTOBRE 1982

LE 13 OCTOBRE 1982

Programme international de gestion et management : cycle de 20 mois à PARIS et SAN FRANCISCO avec une alternance d'expérience professionnelle (possibilité de financement par prêt d'honneur personnalisé)

INFORMATIONS

DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

3^e cycle

Institut Supérieur de Gestion

45 rue Spontini - 75116 PARIS - Tél. : 16 (1) 553.87.46

RÉGIONS

A PROPOS DE...

LE BUDGET POUR 1983

L'urbanisme se décentralise

Avant même d'être voté par le Parlement, la décentralisation de l'urbanisme est inscrite dans les chiffres : le projet de budget du ministère de l'urbanisme et du logement (l'évolution des crédits concernant le logement a été analysée dans le *Monde* du 30 septembre) prend en compte les nouvelles responsabilités qui seront dévolues aux communes.

Pour alimenter la dotation globale d'équipement (D.G.E.) inscrite au budget du ministère de l'Intérieur, 135 millions de francs sont pris en effet à la direction de l'urbanisme et des paysages (soit environ le quart de sa dotation habituelle).

Ainsi, les crédits pour la préparation des documents d'urbanisme diminueront de 47 millions de francs en autorisations de programmes, et de 17 millions de francs en crédits de paiement (c'est-à-dire les sommes qui devaient être dépensées l'an prochain). Les agences d'urbanisme perdent 18 millions de francs sur les subventions que l'Etat leur verse, sans être assurées de les retrouver, selon le bon vouloir des collectivités locales.

Le Fonds d'aménagement urbain et les crédits destinés à la rénovation urbaine subissent une ponction importante et passeront de 257 millions de francs (en autorisation de programmes) à 155 millions de francs ; mais une ligne nouvelle intitulée « qualité de l'urbanisme » est dotée de 36 millions de francs pour que l'Etat puisse donner des « coups de pouce » à des opérations « innovantes ».

A côté de ces réductions (ou de ces transferts), l'action foncière bénéficie en revanche d'une nette augmentation : 60 millions de francs sont inscrits en autorisations de programmes (au lieu de 40 dans le budget de 1982), ce qui confirme une amélioration ébauchée l'an dernier, après une longue période de stagnation.

Enfin, la protection du patrimoine, qui restera sous la responsabilité de l'Etat après la décentralisation, bénéficie d'une augmentation : 47,8 millions de francs (en autorisations de programmes) au lieu de 37,6 en 1982 (en francs courants).

Les « Ponts » à l'industrie

Des transferts de personnel sont prévus, d'autre part, en faveur du ministère de la recherche et de l'industrie, secteur de pointe de la politique actuelle. Une cinquantaine d'ingénieurs des ponts et chaussées seront mis à la disposition de ce ministère, qui en emploie déjà 46, comme M. Jean-Pierre Chevènement l'a solennellement indiqué devant le conseil général des Ponts, le 9 septembre dernier, en présence de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.

Les modalités précises de ces transferts, qui pourraient concerner aussi d'autres personnels techniques comme les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (T.P.E.), ne sont pas encore arrêtées.

Le corps des Ponts (ingénieurs sortis de Polytechnique) comprend environ 1 500 personnes, dont 1 200 sont employées dans l'administration ou des organismes para-publics. Quatre mi-

Architecture : un progrès relatif

Le budget de la direction de l'architecture augmente de 18 % en autorisations de programmes (48 millions de francs) tandis que les crédits de paiement (34 millions) (construction de nouvelles écoles, notamment) diminueront de 8 %.

A part quelques titularisations, aucun poste nouveau d'enseignement n'est créé, tandis que les crédits augmentent pour les « vacations » destinées à la mise en place du troisième cycle.

Au chapitre de la pédagogie destinée à un public plus vaste, l'Institut français d'architecture, qui a pris, selon le ministère, « un très bon départ en 1982 », obtient des moyens supplémentaires (10,3 millions de francs au lieu de 7), tandis que les conseils d'architecture (C.A.U.E.) devront compter sur la taxe levée dans chaque département, leur enveloppe globale de subvention étant réduite de 4 millions de francs.

Enfin, une dotation de 23 millions de francs est inscrite au budget du ministère dans la perspective de son transfert dans le quartier de la Défense.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Faits et projets

Le Touring continue

Le Touring Club de France (T.C.F.), mis en règlement judiciaire le 12 juin 1981 avec un passif estimé à 50 millions de francs, a enregistré pour l'exercice 1981-1982 des bénéfices de l'ordre de 2 millions de francs. M. Pierre Guédon, directeur général de l'association, a indiqué le 8 octobre à Paris que le tribunal de grande instance avait autorisé le T.C.F. à poursuivre son activité pendant une nouvelle année.

L'équipe dirigeante espère être en mesure de présenter dès le printemps prochain un concordat qui lui permettra de sortir du cadre de l'assistance judiciaire avant l'échéance du 1^{er} septembre 1983. Un dépôt de créances devrait lui permettre dès la fin de cette année d'épuiser complètement son passif en vendant le terrain de camping du Dramont, dans le Var, déjà acquis par la Caisse des dépôts pour une somme de 18 millions de francs, et le village de vacances de Prasmousquier, près du Lavandou, d'une valeur estimée à 20 millions de francs.

Le T.C.F., qui emploie aujourd'hui quatre cent soixante salariés dont cent soixante dans sa filiale Touring Secours, devra aussi modifier ses statuts et régionaliser ses responsabilités. Enfin, il devrait mettre en place l'an prochain plusieurs produits nouveaux, tels qu'un service d'assistance juridique ou un forfait multi-clubs réunissant toutes les prestations du T.C.F. sous un seul abonnement.

Boulogne-Billancourt de l'ombre de Renault

Le plan d'occupation des sols de la commune de Boulogne-Billancourt (616 hectares, 103 000 habitants) est soumis à l'enquête publique jusqu'au 30 octobre. Ce POS a pour objectif essentiel de retrouver l'équilibre habitat-emploi « pour conserver à la ville sa richesse et son image, afin qu'elle ne devienne ni une cité dortoir, ni une banlieue de Paris ».

En effet, les mutations industrielles et la proximité de Paris ont, depuis plusieurs années, attiré les promoteurs qui rachètent les terrains occupés jadis par des petites entreprises pour y construire des immeubles chers. De là une dommageable évolution démographique qui voit disparaître les ouvriers au profit des professions libérales ou des cadres moyens et supérieurs et qui risque « de vider Boulogne-Billancourt de sa substance de vie ».

Le POS devra permettre le maintien voire l'implantation des industries et limiter la densification de l'habitat. Il devra aussi, à moyen terme, favoriser la modernisation des installations de la région Renault, pièce maîtresse du dispositif puisqu'elle couvre 74 hectares et regroupe 35 000 des 80 000 emplois boulois même si 4 600 Boulois ne travaillent.

Une exposition de présentation de ce POS se tiendra à l'hôtel de ville de Boulogne jusqu'au 30 octobre.

F.R.

AFFAIRES

Le gouvernement semble avoir renoncé à aider l'industrie du jouet

Annoncé il y a tout juste un an, la création d'une société parapublique chargée de faciliter l'innovation dans l'industrie du jouet ne se fera finalement pas.

L'Etat, qui devait apporter 850 000 francs au capital de l'entreprise (soit un tiers), s'est récusé, momentanément au moins. Le reste du capital devait être souscrit par trente-deux fabricants - de toutes tailles, de toutes régions, de toutes spécialités.

Il était prévu aussi que les pouvoirs publics participeraient durant trois ans aux frais de fonctionnement de la société. Le dossier était définitivement mis au point en mai dernier. Depuis lors, la puissance publique s'est retirée discrètement.

Pour l'essentiel, le projet de création de la société visait à faciliter le passage à l'électronique de la profession. Elle avait trois objectifs principaux : le *Monde* du 20 novembre 1981).

Regagner une partie du marché intérieur.

Aider à la mise au point d'inventions ou d'innovations. Dans le domaine de l'électronique notamment, un secteur où la France a un très grand retard et où le développement est considérable en nouveautés et en productions.

Servir de relais entre les fabricants de jouets électroniques et les producteurs nationaux de composants (Thomson et Matra).

L'Etat paraît avoir renoncé définitivement à s'associer à la création de cette société. Il en avait été l'initiateur. Elle était pourtant l'axe de la « stratégie » du jouet (le « plan jouet »), pour reprendre la formule qu'avait employée il y a un an, le ministre de l'Industrie du moment, M. Pierre Dreyfus.

Grande est la déconvenue des industriels qui s'étaient associés à cette initiative, des petits et moyens entrepreneurs pour la plupart. L'industrie nationale du jouet regroupe environ cent cinquante-cinq entreprises dont le chiffre d'affaires total est de 3 milliards de francs. Elles emploient globalement vingt mille personnes.

EN MARGE DU SALON DE PARIS

L'industrie automobile en Espagne : la fin des années noires ?

De notre correspondant

Madrid. - Pour l'industrie espagnole de l'automobile, 1982 marque-t-elle la fin des années noires ? Pour la première fois depuis le début de la crise, on se surprend à espérer au sein de l'ANFAC, l'Association nationale des fabricants d'automobiles et de camionnettes, les chiffres indiquent une légère amélioration, tandis que les entreprises automobiles étrangères semblent à nouveau considérer l'Espagne comme une bonne base de pénétration des marchés européens.

Deux géants du secteur, General Motors et Volkswagen, ont, en effet, décidé de tenter le « pari espagnol ». Le groupe de Detroit a choisi ce pays (conjointement avec l'Autriche) pour construire son nouveau modèle de petite cylindrée, la Corsa, qui doit concurrencer directement les entreprises européennes : la G.M. table sur une vente de deux cent mille véhicules dès 1983.

Par ailleurs, après une longue période de recherches infructueuses faisant suite à sa rupture avec la Fiat (Toyota et Nissan ont successivement décliné les offres reçues), la Seat de Barcelone a finalement trouvé un partenaire qui lui permettra de relancer ses activités. Elle a signé avec Volkswagen à la fin du mois de septembre un accord prévoyant la construction en Espagne, à partir de la fin de 1983, de quatre-vingt-dix mille automobiles du modèle Polo, ainsi que le montage, à partir de pièces importées de R.F.A., de trente mille véhicules de type Santana.

Les dernières statistiques indiquent par ailleurs une reprise de l'activité du secteur : durant les sept premiers mois de 1982, par rapport à la même période de 1981, la production d'automobiles a augmenté de 6 %, les ventes sur le marché intérieur de 7 %, les exportations de 8,5 %. On envisage également une tendance encourageante pour les camions.

Ces chiffres sont toutefois à apprécier avec prudence, car ils se rapportent à une année 1981 qui avait été catastrophique : production, ventes et exportations avaient baissé de 17 %, 14 % et 12 % respectivement par rapport à 1980. Malgré la légère récupération enregistrée en 1982, les ventes d'automobiles seront encore inférieures de près de 30 % à ce qu'elles étaient en 1977, c'est-à-dire avant la crise.

Il est donc encore trop tôt pour affirmer que cette amélioration, peut-être conjoncturelle, marque la fin d'une période de difficultés qui sont, elles, de caractère structurel.

Les crises du pétrole

La première crise du pétrole, en 1973, n'avait guère affecté l'industrie automobile espagnole : la politique de hausse salariale appliquée par un régime franquiste en déclin et sur la défensive, les généreuses subventions accordées aux produits pétroliers, s'étaient alors traduites par un maintien relatif de la demande. Les entreprises du secteur avaient continué à produire au même rythme et à constituer des stocks sans se préoccuper des perspectives.

Le réveil n'en fut que plus dur au moment du second choc pétrolier, en

1978. La hausse rapide du prix de l'essence, la baisse générale du pouvoir d'achat et la montée du chômage firent chuter la demande intérieure. Les exportations commencèrent à stagner : les entreprises étrangères (notamment françaises) qui s'étaient installées en Espagne dans les années 60 pour profiter des salaires peu élevés et de la « paix sociale » que leur assurait le franquisme avaient perdu avec la fin de la dictature ses avantages comparés. La libéralisation de l'économie aidant, il fallut de plus combler avec la concurrence naissante des véhicules importés.

Malgré la baisse des ventes, la production n'en continua pas moins de croître jusqu'en 1980. Résultat : une accumulation d'inventaires qui a mis en difficulté la comptabilité des entreprises. Ces dernières restent responsables de cette absence de flexibilité des dispositions légales qui limitent les possibilités de licenciements. L'industrie automobile, il est vrai, pourra difficilement équilibrer ses comptes tant qu'elle devra supporter le poids d'une main-d'œuvre excédentaire par rapport à ses débouchés réels.

Mais il est également indéfinissable qu'il y a actuellement en Espagne trop de producteurs et trop de modèles produits par rapport à un marché intérieur limité et à des exportations qui ne se basent plus sur une compétitivité de type « tiers-mondiste ». Six constructeurs (1) pour un marché total d'un demi-million de voitures, à comparer à la France (deux groupes pour un marché de deux millions), à l'Italie (un groupe pour un marché d'un million), etc. Réduire cette dispersion s'avère aujourd'hui indispensable. L'entrée dans la C.E.E. ne pourra à cet égard qu'accélérer une restructuration qui pourrait être douloureuse.

THIERRY MALINIAK.

(1) Seat, Ford, Fasa-Renault, Citroën, Talbot et General Motors.

Pechiney au secours d'Aluminio Espanol. - Aluminio de Galicia, détenue à 65 % par le groupe français Pechiney Ugine Kuhlmann, va pouvoir honorer ses engagements vis-à-vis des créanciers d'Aluminio Espanol, dont elle est actionnaire minoritaire (le *Monde* du 5 octobre). Dans un communiqué, le groupe français indique en effet que « Le conseil d'administration d'Aluminio de Galicia a été informé (...) que la société a effectué les transferts permettant, en ce qui la concerne, de remplir ses engagements de garantie d'Aluminio Espanol pour l'échéance d'intérêts due au groupe de banques dirigé par Orion Bank ».

ÉNERGIE

LA FOURNITURE D'URANIUM ENRICHI À L'INDE

Il est exclu que nous acceptions les conditions françaises déclare M. Rao, ministre des affaires extérieures

De notre correspondant

New-Delhi. - « Fermeté de la position indienne », « L'Inde n'acceptera aucune nouvelle condition », « Pas question d'accepter la clause de perpétuité ». Ainsi la presse locale résume-t-elle ce samedi 9 octobre les réponses du ministre indien des affaires extérieures aux questions posées la veille par plusieurs parlementaires au sujet des négociations en cours avec Paris pour une éventuelle fourniture d'uranium enrichi français à la centrale nucléaire de Tarapur, près de Bombay (le *Monde* des 1^{er} et 10 septembre).

Intervenant vendredi au Rajya Sabha (la chambre haute du Parlement indien), M. Rao a réaffirmé que, pour Delhi, cette question ne pouvait être réglée que dans le strict cadre de l'accord indo-américain de 1963 (complété en 1971 par un accord avec l'agence de Vienne).

Relevant les deux points qui, en cette affaire, pouvaient poser problème, M. Rao a noté que la France n'avait élevé aucune objection quant au retraitement évanou du combustible irradié mais qu'elle entendait en revanche exercer un contrôle sur l'ensemble de la durée de vie des matières livrées (clause de perpétuité), alors que l'Inde entend être

entièrement libre à l'échéance du présent contrat, soit en 1993.

Revenant sur la passé, M. Rao a estimé que la France avait effectivement modifié sa position initiale après avoir, dans un premier temps, accepté d'agir dans le cadre de l'accord de 1963.

Tout en se déclarant incapable de préciser pendant combien de temps la centrale de Tarapur pourrait fonctionner avec le stock existant (1), M. Rao a déclaré que l'Inde n'avait pas l'intention de « courir après la Lune » et qu'elle n'entendait pas attendre indéfiniment. Côté français, on parle toujours de « malentendu de caractère technique » et l'on insiste sur la « bonne foi » des deux interlocuteurs.

A l'ambassade de France, les choses paraissent être suivies avec sérénité, et on espère qu'une étude plus approfondie de la question permettra d'arriver finalement à une solution.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Intervenant à ce sujet le 6 octobre au Parlement, Mme Gandhi avait indiqué que le stock annuel de combustible devrait permettre le fonctionnement de la centrale jusqu'en 1984.

CONJONCTURE

M. Claude Pierre-Brossolette prend la présidence de la banque Stern

M. Claude Pierre-Brossolette, qui avait dû, en février dernier, quitter la présidence du Crédit lyonnais, comme tous ses collègues des autres établissements, prend celle de la banque Stern.

Cette petite banque, qui joua un rôle actif dans le développement économique du pays à la fin du siècle dernier et fut fondée en 1823, appartient à 95 % au groupe familial Stern, dont le représentant principal est M. Edouard Stern, âgé de vingt-sept ans, et à 5 % à M. François Caries, administrateur général de la Banque de l'Union européenne, qui, à titre personnel, en était resté président.

La banque Stern, qui n'a pas été nationalisée, est une des principales banques privées à capital français,

avec 250 millions de francs de capital et un peu moins d'un milliard de francs de bilan consolidé. Avec trois filiales, la Banque du Haut-Forêt, la Socoga et le Crédit alsacien, elle a un en-cours de 700 millions de crédits (prêts personnels et moyen terme équilibrés).

En 1977, la banque Rothschild avait pris une participation de 48 % dans son capital, revenue ensuite. En 1978, c'était le tour de M. Jean-Baptiste Dorneng, président d'Intégral, qui achetait 15 % de la banque Stern, pour les recéder tout récemment. La même année, M. François Caries devenait président de cette banque après avoir quitté la direction générale de la banque Rothschild.

Faits et chiffres

Agriculture

● Les Etats-Unis ont décidé de distribuer à des pays pauvres leurs surplus de beurre, de fromage et de poudre de lait écrémé, à compter du 8 octobre, le secrétaire à l'Agriculture, M. John Block.

Cette décision n'a pas seulement des buts humanitaires : le soutien des produits laitiers coûte environ 2 milliards de dollars par an à l'Etat, qui achète les surplus. Ainsi, donner les surplus à l'étranger « réduit substantiellement le coût du stockage des importations surplus laitiers accumulés », a indiqué M. Block.

En outre, le secrétaire à l'Agriculture a souligné que les surplus ne pouvaient pas être conservés éternellement. « Leur quantité augmente et une bonne partie pourrait se perdre s'ils n'étaient pas utilisés très rapidement. » - (A.F.P.)

● La récolte de céréales en Union soviétique est plus faible que prévu par le plan, a reconnu, vendredi 8 octobre, le ministre soviétique de l'Agriculture, M. Valentin Messyats, au cours d'une conférence de spécialistes agricoles à Moscou. Il a souligné que les conditions météorologiques avaient été défavorables en 1982, mais qu'il serait « incorrect » de rejeter sur le temps la responsabilité des mauvaises performances agricoles.

Le ministre n'a donné aucun chiffre sur la récolte. Selon des estimations américaines, l'écart par rapport aux objectifs fixés atteindrait 60 millions de tonnes, soit plus du quart de la récolte prévue. C'est la quatrième année consécutive de mauvaise récolte en Union soviétique.

Commerce international

● Garantie des crédits britanniques à l'exportation vers l'Iran. - Le service d'assurance-crédit à l'exportation du ministère du commerce britannique (équivalent de la Coface en France) a décidé de recommencer, après une interruption de plus de trois ans et demi, à garantir les facilités de crédit consenties à l'Iran par les exportateurs et banques britanniques, a-t-on appris, le

8 octobre, dans les milieux commerciaux londoniens.

Ce service avait renoncé à cette garantie en février 1979 à cause des lourdes pertes que lui causait l'Iran, du fait de la défaillance de nombreux importateurs. La reprise de l'assurance résulte, explique-t-on, de l'amélioration de la situation économique et financière de ce pays. La garantie restera cependant limitée aux facilités de crédit à court terme (180 jours maximum) et aux transactions accompagnées d'une lettre de crédit irrévocable délivrée par une banque approuvée par la Banque d'Angleterre. - (A.F.P.)

Social

● Les artisans vont manifester le 12 octobre. - L'Union professionnelle artisanale (U.P.A.) organise, le mardi 12 octobre, une journée d'action dans toute la France. Des manifestations, suivies de dépôts de motions, des revendications dans les préfectures, sont annoncées dans de nombreux départements. A Paris, un rassemblement est prévu, à 15 h 30, place de la Bastille. Il sera suivi d'un cortège jusqu'au ministère de l'économie et des finances. Une délégation devrait se rendre ensuite au ministère du commerce et de l'artisanat, rue de Lille. L'U.P.A. regroupe environ 350 000 entreprises artisanales.

● Un P.-D.-G. nancéen inculpé d'homicide par imprudence : le directeur des Vins de la grille de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a été inculpé vendredi 8 octobre d'homicide par imprudence à la suite d'un accident du travail qui avait coûté la vie à l'un de ses employés il y a quelques mois. La victime, âgée de vingt et un ans, était morte asphyxiée par les émanations provenant d'une cuve.

Une information contre X avait été ouverte par le parquet de Nancy pour déterminer les causes de l'accident. Les résultats des expertises ont permis d'établir que le directeur de la société, M. Chardot, avait commis une série d'infractions au code du travail et que la sécurité n'était pas assurée dans son établissement.

CHEFS D'ENTREPRISE

Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

50/50/50

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

RENOUVELANT son extraordinaire performance de la mi-août, Wall Street rebondit brutalement, et l'indicateur Dow Jones des valeurs industrielles s'élève à l'assaut des 1.000 ; à Londres, en pleine ascension, l'indice du Financial Times, qui avait pulvérisé son record absolu, franchit le lendemain, et pour la première fois de son histoire, la barre des 600 ; Tokyo, de son côté, reçoit un formidable coup de fouet après l'annonce d'un important plan gouvernemental de relance économique.

Et Paris, dans tout ça ? Eh bien Paris fait ce qu'il peut, c'est-à-dire pas grand-chose en ce moment. Bien calé au neuvième rang des places boursières internationales puisque telle est sa place actuellement, le marché parisien s'est contenté d'effectuer un saut de puce de 0,9 % pour l'ensemble de la semaine et encore ce gain a-t-il été enregistré au cours des deux dernières séances comme si le remords avait, soudain, gagné la corbeille.

Cette relative désaffection à l'égard des valeurs françaises s'explique, en partie, par le mouvement de bascule qui s'est opéré jeudi et vendredi en faveur des titres étrangers, dont le volume de transactions a largement excédé le chiffre d'affaires réalisé sur les actions de sociétés françaises.

Toujours un peu timide

Qu'importe le coût du dollar-titre pourvu qu'on ait l'ivresse, se disent les boursiers parisiens en engraissant dans leur carnet force actions américaines ou japonaises, voir encore des mines d'or, qui continuent à avoir le vent en poupe depuis plusieurs jours au palais Brongniart.

Le résultat est éloquent. En fin de semaine, les places étaient chères sur l'étranger au moment de la remise des prix et l'on retrouvait, au palmarès de la hausse, L.B.M., Ford Motor, Minnesota Mining, Hitachi, Eastman Kodak, bien décidées à le disputer aux valeurs américaines qui avaient pour nom President Steyn, Amgold, Dome Mines, East Rand ou encore Harmony Gold.

Face à cette euphorie que ne parvenait pas à calmer un dollar-titre qui se négociait à 8,70 F en fin de semaine, les actions avaient bien du mal à abandonner l'air renfrogné qu'elles arborent depuis une quinzaine de jours, et, autour de la corbeille, on continuait à égrener la même litaneie : l'ivoire fiscal, ou plutôt son ersatz, le crédit d'impôt, n'est pas assuré de l'emporter devant les députés ; la sortie du blocage des prix donne lieu à d'âpres marchandages Rue de Rivoli (on murmure que les constructeurs

d'automobiles pourraient toutefois obtenir un relèvement de leurs prix avant la date fatidique du 31 octobre qui doit marquer la fin du blocage des prix et des revenus) et, surtout, la reprise économique qui semble se profiler à l'horizon, outre-Atlantique, « serait différée de plusieurs mois » en France si l'on en croit l'INSEE.

Tous ces éléments ont pesé incontestablement sur le marché alors que « Paris manque d'air et de raison », selon l'expression d'un professionnel. L'alignement, ce sont les capitaux dont disposera la Bourse de Paris jusqu'à la fin de l'année alors que le Parlement n'a pas encore voté les nouveaux produits d'épargne incorporés au projet de loi de finances 1983. La raison, c'est celle d'espérer et il faut bien admettre que la communauté financière aime bien jouer de temps en temps à se faire peur, même si elle doit faire amende honorable peu après, comme ce fut le cas lors de la procédure d'indemnisation des actionnaires de sociétés nationalisées et de l'envoie des cours qui s'ensuivit.

« Pour l'instant, la cote n'accepte pas encore de faire le pari d'une reprise et il faudra attendre au moins jusqu'à la mi-novembre pour que ces motivations, en partie psychologiques, cèdent la place à d'autres facteurs plus constructifs » confie un familier de la Rue Vivienne. Attendons.

SERGE MARTI.

Semaine du 4 au 8 octobre

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

UNE SEMAINE DE RECORDS

Pour la seconde fois en moins de deux mois, Wall Street a inscrit une nouvelle série de records, le marché new-yorkais s'est élevé à 281,74 points, par la reprise de processus de baisse des taux d'intérêt et par les espoirs d'une reprise économique à l'automne 1983.

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait gagné 58,78 points au cours des deux dernières séances de mercredi et jeudi, instituant ainsi un record de hausse en un laps de temps aussi court, a encore progressé de plus de 20 points le lendemain, portant à 79,10 points le gain total de cette semaine qui s'achève sur un indice à 986,84, bien parti pour franchir la barre des 1.000, posant les observateurs. Dans le même temps, le marché s'est considérablement étoffé et la frénésie d'achats observée au Big Board a permis au volume des transactions d'atteindre, jeudi, plus de 147 millions d'actions, un record toutes catégories.

L'annonce d'un taux de chômage qui a dépassé, pour la première fois depuis quarante-deux ans, le seuil de 10 % de la population active américaine en septembre, n'a pas calmé l'ardeur des boursiers pour lesquels la baisse des taux d'intérêt (concrétisée par la généralisation du « prime rate » à 13 % et l'imminence d'un abaissement du taux d'escompte de 10 % à 9,5 %) reste l'élément moteur d'une amélioration du climat économique aux États-Unis.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8 oct.	Diff.
4 1/2 % 1973	1865	+ 66
7 % 1973	8194,00	+ 214,00
10 3/8 % 1975	85,65	+ 0,45
P.M.E. 10,6 % 1976	83,75	+ 0,35
8,80 % 1977	100,85	+ 0,45
10 % 1978	80,50	+ 0,20
9,80 % 1978	80	+ 0,10
8,80 % 1978	81,01	+ 0,71
9 % 1979	76,90	+ 0,20
10,80 % 1979	82,30	+ 0,20
12 % 1980	81,79	+ 0,44
13,80 % 1980	94,60	+ 0,30
16,75 % 1981	104	+ 0,70
16,20 % 1982	100,80	+ 0,60
16,80 % 1982	100,45	+ 0,60
C.N.E. 3 %	3,090	+ 40
C.N.E. 5 000 F	106,50	+ 0,35
C.N.E. 5 000 F	106,50	+ 0,35
C.N.E. 5 000 F	106,45	+ 0,15
C.N.E. 5 000 F	106,40	+ 0,30

Banques, assurances sociétés d'investissement

La restructuration du capital du groupe d'assurances Drouot se poursuit. Après la Compagnie financière de Suez, qui a pris une participation de plus de 10 % dans la Société nouvelle de participations qui détiennent directement ou indirectement le groupe Drouot, la Société Mutuelle unies IARD a informé la

DUNLOP : le piège

Suspendue le 5 octobre en raison « d'un projet d'offre publique d'achat simplifiée » la cotation des actions et obligations convertibles en action de la société Dunlop était rétablie un catastrophe quarante-huit heures plus tard sur l'annonce de Dunlop Holdings P.L.C. qui détiennent 96 % du capital de Dunlop S.A., la firme britannique démentait catégoriquement « les rumeurs d'une éventuelle offre publique d'achat simplifiée sur sa filiale française ».

Apparemment, le téléphone fonctionnait mal entre la firme de Puteaux et le siège londonien de sa société-mère puisque la mini-délégation de Dunlop S.A. n'était bel et bien rendue au siège de la Chambre syndicale des agents de change pour l'informer de ce dossier. Préoccupés par l'envoie du titre en bourse de Paris l'action Dunlop S.A. était rétablie « demandée » à 5,15 F contre un dernier cours coté de 4,85 F le 29 septembre dernier. Les dirigeants de Dunlop S.A. avaient informé la Chambre syndicale de l'imminence d'une OPA simplifiée émanant de la maison-mère, une opération qui paraissait assez logique puisque seuls 4 % d'actions Dunlop S.A. restaient dans le public.

Sur la foi de ces indications, les autorités boursières décidaient une suspension de cotation, ce qui avait pour effet d'entraîner aussitôt un tel ex de la cotation Dunlop S.A. et de la filiale française et démentait toute idée d'OPA prenant à contre-pied les responsables de cette dernière qui avaient cru au projet.

Voilà sans doute la première fois que la Chambre syndicale se laisse piéger en annonçant, un jour, un projet d'opération financière qui se trouve remis en cause dès le lendemain à la suite d'un évident malentendu dans la hiérarchie d'une société. En bourse, « la parole fait foi », il est à répéter les professionnels. Il est vrai que ce n'est qu'un diction.

S. M.

Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait également acquis plus de 10 % du capital de la Compagnie financière Drouot, autre société intégrée à la nébuleuse Drouot. Les Mutuelles unies détiennent déjà 36 % de la société holding Uippar, dont les filiales contrôlent le groupe Drouot, et leur président, M. Claude Bédar, n'est également nommé à la présidence des compagnies d'assurances Drouot et Vie nouvelle.

	8 oct.	Diff.
Bail Équipement	126,50	- 1,50
B.C.T.	101	- 5
Cetelem	190	+ 4
Chargem Réunis	204	+ 15
Banque (Cie)	192	- 1,50
C.F.F.	387	- 4
C.F.F.	193	- 7
Eurolife	356	+ 3,70
Imm. P. Monceau	197	inch.
Locafin	184	+ 2
Locafin	425	+ 7
Mid	600	- 23
O.F.P. (Omn. Fin. Paris)	722	+ 24
Parisiens de réass.	283	+ 5
Préfin	267	+ 17
Schneider	103	+ 2,50
U.C.R.	108,50	- 0,50

Filatures, textiles, magasins

	8 oct.	Diff.
André Roudière	72,80	+ 0,30
F.F. Agache-Wiloot	107,50	-
G.F.A.O.	540	- 5
Dunant-Servipont	815	+ 13
Darty	858	+ 5
D.M.C.	31,20	+ 1,10
Galerie Lafayette	140,10	- 1,40
La Redoute	919	- 11
Nouvelles Galeries	78,80	- 3,70
Printemps	130	+ 0,40
S.C.G.A.	27,50	- 1,75

Bâtiment, travaux publics

Le groupe Bouygues estime que son chiffre d'affaires (TTC) pour l'ensemble de l'exercice 1982 devrait avoisiner les 14 milliards de francs, soit une progression de 33 % environ par rapport à l'année précédente, un chiffre d'affaires de 17 milliards étant d'ores et déjà compté pour 1983 dont 43 % de travaux réalisés à l'étranger. Au 1^{er} octobre 1982, le carnet de commandes s'élevait à 21,4 milliards contre 17,6 milliards l'année dernière à la même époque.

	8 oct.	Diff.
Auxil. d'entreprises	925	+ 25
Bouygues	750	+ 37
Ciments Français	129	- 2
Dumez	1165	+ 12
J. Lafont	276	+ 1
Général d'Entrepr.	175	+ 7,50
G.T.M.	369,50	+ 14,50
Lafarge	211	+ 0,90
Maisons Pénit	330	+ 30
Poliet et Chausson	785	+ 8
S.C.R.E.G.	101,90	+ 3

Mines d'or, diamants

	8 oct.	Diff.
Angold	714	+ 60
Anglo-American	108,50	+ 5,90
Bullfistone	348	+ 41
De Beers	44,80	+ 3,30
Draifond	223,50	+ 25,50
Free State	318	+ 40
Goldfields	65,30	+ 3,90
Gencor	151,30	+ 9,30
Harmony	128	+ 14,50
President Brand	330,20	+ 45,20
Randfontein	667	+ 79
Sain-Helens	286,50	+ 26,50
Western Deep	332,10	+ 48,90
Western Holding	355	+ 32

Produits chimiques

	8 oct.	Diff.
Imagin Méricus	720	+ 3
Laboratoire Belton	287	+ 3
Nobel-Bord	15,20	- 0,70
Roussel-Uclaf	218,10	- 11,50
B.A.S.F.	385	- 9
Bayer	370	+ 6
Hoechst	344	+ 3
I.C.I.	41	- 0,10(1)
Norsk-Hydro	321	- 9

(1) Compte tenu d'un coupon de 1.10 F.

Pétrole

	8 oct.	Diff.
Elf-Aquitaine	100,10	- 1,70
Esso	156,20	- 0,80
France-Petrol	12,10	- 12
Compagnie des Baux	66,50	3
De Dietrich	n.c.	n.c.
FACOM	682	+ 9
Free-Life	141	+ 0,90
Fonderie (Général)	45,20	- 1,90
Marino-Wendel	52,90	+ 6,80
Refining	10,15	+ 0,15
Renhold	321	- 6,10
Peugeot S.A.	132	- 4
Poclain	84	- 4
Pompey	94	+ 3,90
Sagem	34,10	+ 1,50
Santier	1132	+ 67
Sauvies	24,85	- 1,15
Sauvies-Dural	45	+ 2,28
Ulmor	2,25	+ 0,04
Valpar	199	+ 11
Valloire	120,40	+ 2,50

Mines, caoutchouc, outre-mer

	8 oct.	Diff.
Glaphysique	1059	inch.
Indust.	47	+ 3,50
Michelin	634	+ 4
M.M. Penaroya	46	+ 5,40
Charbon	28,60	+ 1,60
INCO	30,50	+ 1,80
R.T.Z.	62,10	+ 0,80
Z.C.C.	2,07	+ 0,60

Alimentation

	8 oct.	Diff.
Beghin-Say	200	- 2
Bongrain	1,064	+ 42
B.S.N. G. Danone	1,475	+ 17
Carrefour	1,140	- 65
Cadix	141	- 30
Cédex	624	- 17
Eurochemie	935	- 75
Guyonnet et Gasc.	370	- 10
Leclerc	790	+ 10
Marcel	780	+ 45
Mot-Hennessy	739	- 30
Mutual	356	+ 8
Océanographique (G.)	397	+ 11
Olida Cabv	153,50	+ 0,70
Pernod-Ricard	364	+ 13
Promodis	1165	- 25
Sourire Ferrier	174,20	+ 3
St-Louis-Bouillon	162,50	+ 3,50
C.S. Saupiquet	246	- 4
Vauve Chiquet	1,140	+ 6
Vialprix	866	- 2
Neslé	14000	+ 440

Matériel électrique services publics

	8 oct.	Diff.
Alstom-Atlantique	149,50	+ 9,70
C.T.M.	28,50	- 2,50
CIT-Alent	725	- 7
Comet	141	+ 0,80
Général des Baux	307,50	+ 6,50
Intertrichine	1100	- 20
Legrand	1,581	+ 68
Lysenast des Baux	380	- 3
Nachlaes Bull	27,50	+ 0,25
Marn	1,600	- 85
Moritz-Gérin	605	- 50
Motex Leroy-Somer	356	+ 6
Moulinet	53,10	- 0,10
P.M. Labinal	215	+ 0
Radiotechnique	314	+ 15
S.E.B.	235	+ 13
Signaux	435	+ 25
Téléphonie Électrique	748	+ 10
Thomson-C.S.F.	136,10	+ 0,10
I.B.M.	682	+ 65
I.T.T.	242	+ 27
Schulmberger	313	+ 15,50
Siemens	835	+ 15

Métallurgie

construction mécanique

Du « rifflé » chez Trillor dont les actions sont suspendues depuis le 27 septembre dernier à la Bourse de Paris dans l'attente d'un projet d'offre financière émanant de la société américaine Pullman Inc. qui détiennent 68 % de Trillor. Le président de cette dernière, M. René More, a en effet donné sa démission le 7 octobre, en estimant qu'il ne pouvait souscrire à la politique que le groupe Wheelabrator Frye Inc. actionnaire majoritaire de Trillor par l'intermédiaire de Pullman Inc. entendait assigner à la firme française. Le conseil d'administration a aussitôt nommé M. Hans Koeners, administrateur, à la présidence de Trillor.

	8 oct.	Diff.
Alpi	71	+ 1
Amrep	821	- 29
Avions Desmoulin	499	+ 4
Chien-Chien	12,10	+ 1,10
Compagnie des Baux	66,50	3
De Dietrich	n.c.	n.c.
FACOM	682	+ 9
Free-Life	141	+ 0,90
Fonderie (Général)	45,20	- 1,90
Marino-Wendel	52,90	+ 6,80
Refining	10,15	+ 0,15
Renhold	321	- 6,10
Peugeot S.A.	132	- 4
Poclain	84	- 4
Pompey	94	+ 3,90
Sagem	34,10	+ 1,50
Santier	1132	+ 67
Sauvies	24,85	- 1,15
Sauvies-Dural	45	+ 2,28
Ulmor	2,25	+ 0,04
Valpar	199	+ 11
Valloire	120,40	+ 2,50

Valeurs diverses

La Compagnie parisienne de l'air comprimé et la Société française des distilleries de l'Indochine vont convoquer leurs actionnaires en assemblée générale extraordinaire au mois de décembre afin de leur soumettre un projet de fusion entre ces deux entreprises qui ont pu d'activités industrielles depuis plusieurs années et qui se contentent du rôle de société-holding. La fusion entre ces deux firmes du groupe Empain-Schneider s'effectuerait sur la base de trois actions Société française des distilleries de l'Indochine pour cinq actions Compagnie parisienne de l'air comprimé.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

L'emprunteur français le plus imaginatif

Le plus imaginatif et le plus adaptable des emprunteurs français sur les marchés internationaux des capitaux en 1982 vient de réaliser une nouvelle première. Sur l'initiative de son trésorier, M. Jean Reboul, Gaz de France est le premier émetteur français à s'adresser au marché de l'eurodollar canadien.

L'habileté de M. Reboul à trouver des nouvelles sources de fonds s'était manifestée au début de cette année lorsque, par deux fois, il lança des emprunts à coupon O, l'un par ce moyen 250 millions de dollars américains, un exploit qu'un autre emprunteur français n'a accompli depuis cette date. Une autre première fut l'appel fait au marché de l'eurodollar canadien (voir notre rubrique dans le Monde daté 5/6 septembre). Aussitôt après, Gaz de France se posa encore comme le premier débiteur français à lancer un emprunt obligataire libellé en ECU selon une formule nouvelle sur ce marché (voir notre rubrique dans le Monde daté 12/13 septembre). Enfin, le *last but not the least*, Gaz de France fut le premier emprunteur français à lever 150 millions de dollars dans une opération garantie par des exportations bancaires libellées en dollars américains et en livres sterling. Dans tous les cas, Gaz de France réussit à obtenir des conditions conformes à celles qu'on peut attendre d'un emprunteur jouissant de la garantie de la République française et de la plus haute classification sur le marché.

La dernière opération, à savoir l'emprunt de 75 millions de dollars canadiens, au lieu de 60 initialement prévus, a pour échéance l'année 1989 et est assortie d'un coupon de 15 %. Elle a reçu un accueil très favorable de la part des investisseurs, auxquels aucune opération en eurodollars canadiens n'avait été offerte depuis juillet dernier. On note de très importants achats de la part des investisseurs traditionnels du Royaume de la Suisse, ce qui garantit un franc succès à cette émission, qui était traitée à un cours très proche du pair vendredi après-midi.

Sous l'influence du climat de baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, le marché euro-obligataire a connu un bon niveau d'activité, qui est allé en s'accroissant à la fin de la semaine. La conviction des opérateurs est, que le pont de l'opération

market du Système de réserve fédérale est désormais tout à fait disposé à tolérer une croissance nettement plus forte qu'initialement prévue de la masse monétaire américaine.

Aussi bien le marché des obligations que celui des actions voient dans l'attitude nouvelle des membres de ce comité le signe avant-coureur d'un assouplissement des normes de croissance de la masse monétaire et la promesse de nouvelles baisses à l'échelle mondiale du niveau des taux d'intérêt.

Sur le marché de l'eurodollar, une autre société nationale française a été la première à exploiter les nouvelles dispositions du marché. Électro-Canada a offert des obligations à cinq ans pour un montant de 150 millions de dollars américains. Le coupon porte un intérêt de 12 3/4 %. L'opération est « syndiquée » sous la direction de la Deutsche Bank. L'émission a été un succès, les euro-obligations se traitant vendredi à 99 1/4 - 99 3/4 sur le marché secondaire.

Également prompts à saisir l'occasion favorable, ont été la Compagnie américaine d'assurances John Hancock, la Province du Québec et la Société de développement des exportations du Canada (Export Development Corp. of Canada). Salomon Brothers a dirigé l'émission de John Hancock portant sur 75 millions de dollars américains assortie d'un coupon de 12 %. L'intérêt a été vif pour les premières enrobligations émises par cette compagnie. Les titres se traitent aux environs du pair. L'émission du Québec, dirigée par S.G. Warburg, porte sur 125 millions de dollars. Elle est d'une durée de huit ans, le coupon est de 13 % avec probablement un prix d'émission de 99. L'Export Development Corp. of Canada avait, pour sa part, le mois précédent levé 100 millions de dollars américains pour une durée de cinq ans avec un coupon de 13 1/4 %. Le nouvel emprunt qu'elle vient de lancer, d'une durée également de cinq ans, est assorti d'un montant de 100 millions de dollars, mais il est assorti d'un coupon beaucoup plus bas, soit de 11 3/4 %. Enfin, le dernier emprunteur à s'adresser au marché vendredi a été la Commerzbank, pour une émission de 100 millions de dollars d'une durée de sept ans assortie d'un

coupon de 13 1/8 %. A toutes ces offres, le marché a répondu de façon très positive.

Dans le compartiment des autres devises du marché international des capitaux, les effets bénéfiques du regain de confiance qui se manifeste aux États-Unis se sont également fait sentir à la fin de la semaine. L'Australie a lancé sur le marché obligataire allemand un emprunt de 200 millions de marks remboursables en 1992 et comportant le plus bas coupon qu'on ait connu depuis deux ans : le taux est de 7 3/4 % seulement. Le marché a absorbé très volontiers les obligations offertes par un des rares emprunteurs qui peut aujourd'hui encore rivaliser avec les plus grandes sociétés américaines.

Dans le compartiment des émissions en ECU, la Banque européenne d'investissement, connue pour être un négociateur particulièrement coriace, a satisfait son ambition en offrant un coupon inférieur à 13 % pour une émission à huit ans, portant sur 50 millions d'ECU. Le coupon de 12 7/8 % a reçu un accueil favorable dans le nouveau climat d'optimisme qui prévaut sur le marché.

Le marché de l'eurosterling a été parallèlement favorisé : un important fabricant britannique de boissons et de produits alimentaires, Allied Lyons, a lancé un emprunt de 30 millions de livres sterling remboursable en 1992, assorti d'un taux d'intérêt de 12 5/8 %. Parmi les futures émissions en livres, on envisage de lancer le premier emprunt à coupon O libellé dans cette monnaie.

CHRISTOPHER HUGHES.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a dénaturé le sens de deux passages de la rubrique « Euromarché » de la semaine dernière (le Monde daté 3-4 octobre). A propos de l'ouverture d'un marché des « Futures » à Londres, il était rapporté qu'il s'agissait d'un « volume un marché de même nature, dont le chiffre d'affaires, colossal, est de l'ordre de 25 à 30 milliards de dollars par jour ». C'est 25 à 30 milliards de dollars qu'il fallait lire.

Un peu plus loin, il était dit qu'à Londres les montants respectifs de chaque contrat sont de 1 milliard de dollars et de 250 millions de livres. C'est 1 milliard de dollars qu'il fallait lire.

Les devises et l'or

Très vifs remous

Les marchés des changes ont été passablement agités cette semaine, soumis, une fois de plus, aux variations des taux d'intérêt américains (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Le dollar a commencé par s'élever vigoureusement aux dépens du mark et surtout du yen, tombé au plus bas depuis juin 1977, tandis que, à Paris, il battait un nouveau record à plus de 7,20 F. Puis il fléchissait sensiblement au profit du mark et du yen pour se raffermir un peu à la veille du week-end. En Europe, l'événement fut la très forte dévaluation (16 %) de la couronne suédoise, accueillie avec inquiétude par ses voisins scandinaves et par les membres du système monétaire européen, qui redoutent une réaction en chaîne.

En début de semaine, la monnaie américaine s'élevait au-dessus de 2,55 DM à Francfort, dépassait 275 yens à Tokyo, au plus haut depuis cinq ans, et battait tous ses records à Paris à 7,21 F. Les interventions massives de la Banque du Japon s'effectuaient en pure perte, et, aux États-Unis, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, justifiait la baisse du yen par les difficultés qu'éprouve actuellement l'économie japonaise. Puis, à partir de jeudi, la tendance s'inversa, à la suite de la baisse des taux aux États-Unis. Le dollar se mit à fléchir, tandis que le mark remonta vivement, de même que le yen, favorisé par l'annonce d'un plan de relance au Japon (2 000 milliards de yens, soit 54 milliards de francs). Les banques cen-

trales européennes appuyèrent fortement la tendance en vendant du dollar, y compris la Banque de France, dans un mouvement concerté. A Paris, le cours de la monnaie américaine retomba à 7,11 F pour se raffermir toutefois à la veille du week-end. M. Regan, secrétaire au Trésor des États-Unis, ayant déclaré qu'« il ne voulait pas forcer le dollar à baisser ». Comme si c'était lui qui le faisait monter !

En Europe, l'événement a donc été la dévaluation de la couronne suédoise, décidée finalement par le gouvernement socialiste de M. Palme dès son entrée en fonctions. Son ampleur (16 %) a désagréablement surpris les voisins scandinaves, qui espéraient 7 % et, dit-on, qui faillit avoir 20 %. Cette dévaluation « de combat », destinée à rendre à nouveau compétitive l'industrie suédoise, et qui intervient treize mois après la dévaluation (10 %) de septembre 1981, embarasse fort le Danemark, qui a déjà dévalué deux fois cette année (3 % en février et 4,25 % en juin), la Norvège, qui en a fait autant en septembre dernier (3 %), et la Finlande, qui, cette semaine, a dévalué son markka de 4 % et déclare vouloir recommencer. Le Danemark s'en défend, mais beaucoup pensent qu'il devra recéder, ce qui ne manquerait pas de soumettre le système monétaire européen à de nouvelles tensions.

Déjà, en fin de semaine, la remontée du mark a été fort préjudiciable à la monnaie la plus faible du

S.M.E., le franc belge, que la Banque de Belgique a dû soutenir à nouveau après avoir consacré plus de 10 milliards de francs belges (1,4 milliard de francs français) à sa défense la semaine dernière. Le franc français, bien tenu ces jours derniers, a été un peu secoué à la veille du week-end, du fait précisément de la remontée du mark, qui, vendredi en fin d'après-midi, s'est élevé au-dessus du seuil fatidique de 2,83 F. La veille, la Banque de France, sur les 300 ou 400 millions de dollars qu'elle avait vendus pour appuyer la baisse du billet vert, en a consacré une partie à défendre le seuil de 2,83 F. « On commence déjà à entamer le magot » (de 4 milliards de dollars), ont murmuré les mauvaises langues. C'est très exagéré, d'autant que le premier tirage n'est pas encore effectué, mais le problème du mark demeure, et des rumeurs, fantaisistes, de réévaluation de la monnaie allemande au sein du S.M.E. recommencent à courir à la veille du week-end.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, retombé de 406 dollars à 397 dollars en raison de la hausse des taux et de la monnaie américains, a bondi brutalement à 438 dollars en fin de semaine. Outre la détente des taux et le repli du billet vert, l'annonce officielle d'une demande de tirage sur le F.M.I. de la part de la République Sud-Africaine pour rétablir sa balance des paiements a éloigné la possibilité de ventes de métal.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1^{er} AU 8 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	1,7088	12,1993	3,6722	4,2075	83,4699	4,7021	243,02
New-York	—	1,6990	12,1223	3,6885	4,2099	83,1666	4,6972	241,58
Paris	—	1,7088	12,1993	3,6722	4,2075	83,4699	4,7021	243,02
Zurich	—	1,6990	12,1223	3,6885	4,2099	83,1666	4,6972	241,58
Francfort	—	1,7088	12,1993	3,6722	4,2075	83,4699	4,7021	243,02
Bonn	—	1,6990	12,1223	3,6885	4,2099	83,1666	4,6972	241,58
Amsterdam	—	1,7088	12,1993	3,6722	4,2075	83,4699	4,7021	243,02
Bruxelles	—	1,6990	12,1223	3,6885	4,2099	83,1666	4,6972	241,58
Milan	—	1,7088	12,1993	3,6722	4,2075	83,4699	4,7021	243,02
Tokyo	—	1,6990	12,1223	3,6885	4,2099	83,1666	4,6972	241,58

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 octobre, 2,6750 F contre 2,6504 F le vendredi 1^{er} octobre.

Marché monétaire et obligataire

Baisse « psychologique » aux États-Unis

Quelle semaine sur le front des taux d'intérêt américains, avec des renversements de positions, des rumeurs et de fortes variations sur des marchés d'une nervosité exceptionnelle !

La semaine avait commencé sur une tension du foyer de l'argent outre-atlantique, l'eurodollar à six mois montant de 1/2 % à 12 1/4 % et l'argent entre banques s'élevait au-dessus de 10 %. Fâcheusement impressionnés par un gonflement de 400 millions de dollars de la masse monétaire (toujours elle), au lieu de la contraction de 1 à 2 milliards de dollars prévue à la veille du week-end, les milieux financiers internationaux s'attendaient que la Réserve fédérale des États-Unis durcisse sa politique et fasse remonter les taux pour ramener la masse sur les objectifs précédemment fixés (actuellement le dépassement est de 4 milliards de dollars). Circonstance aggravante, ils prévoyaient, en outre, une véritable explosion de cette masse (5 à 10 milliards de dollars pour la semaine se terminant au 29 septembre, du fait des versements trimestriels de la Sécurité sociale. C'est une diminution — de 2,7 milliards — qui fut annoncée.

Dans ces conditions, les taux ne pouvaient que monter, et trois grandes banques relevaient les tarifs de leurs prêts aux courtiers. C'est alors qu'un véritable coup de théâtre se produisit. Des « fuites » en provenance de milieux « proches du Fed », et savamment organisées selon toute vraisemblance, laissent entendre que les autorités monétaires pourraient assouplir leur politique et laisser la masse monétaire progresser plus vite que prévu, temporairement du moins. Cette possibilité était évoquée, et presque confirmée, par le secrétaire au Tré-

sor, M. Donald Regan, et le sous-secrétaire, M. Sprinkel.

Immédiatement, le foyer de l'argent au jour le jour baissait en dessous de 10 %, les banques ramenaient toutes leur taux de base de 13 1/2 % à 13 %, comme l'avait fait toute seule la Bankers Trust dix jours auparavant, et Wall Street « explosait », enregistrant la plus forte hausse de son histoire en deux semaines consécutives. Sur le marché des obligations et des bons du Trésor, les rendements chutaient et les cours s'élevaient, tandis que l'eurodollar à six mois revenait en fin de semaine à 10 3/4 %, contre 12 1/4 % au début, soit 1,5 % de baisse. Vendredi, à New-York, une atmosphère fébrile régnait, sur la rumeur d'une très forte réduction du taux d'escompte du Fed, la réduction fut annoncée en fin d'après-midi : elle est d'un demi-point, le nouveau taux étant fixé à 9 1/2 % et les cours des valeurs à revenu fixe variaient assez violemment. Peut-être les milieux financiers prennent-ils leurs désirs pour des réalités, mais, actuellement, tout plaide en faveur d'un assouplissement de la politique du Fed.

Il est très probable qu'en Europe les banques centrales en profiteront pour réduire les leurs, afin de relancer des économies déflaillantes. En Allemagne, notamment, la Bundesbank devrait prendre, prochainement, une décision en ce sens. En Grande-Bretagne, c'est déjà fait : sur l'initiative de la Banque d'Angleterre, qui a réduit par trois fois son taux d'intervention, les établissements bancaires ont ramené leur taux de base de 10,5 % à 10 %, au plus bas niveau depuis novembre 1978.

En France, le *statu quo* a régné, le foyer de l'argent au jour le jour

restant fixé à 14 %. En fin de semaine, quelques turbulences sur le franc rendaient prudents les autorités monétaires.

Sur le marché obligataire, on attend que les taux baissent, suivant l'exemple qui pourrait venir d'Amérique via l'Allemagne. Pour l'instant, les rendements du marché secondaire restent stationnaires : 15,61 %, contre 15,67 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15,47 %, contre 15,56 % pour ceux à moins de sept ans, et 15,90 % à 15,96 % pour le secteur public, selon les indices Paribas.

A l'émission, vont sortir un emprunt Fonds spécial des grands travaux, garanti par l'Etat, de 2 milliards de francs à 16,40 % nominal (16,56 % au règlement) sur huit ans (et 5,3 années de vie moyenne), et un emprunt de la Caisse centrale des Banques populaires (artisans), de 450 millions de francs à 16,40 % (16,62 % au règlement) sur douze ans (et 8,3 années de vie moyenne). L'emprunt « grands travaux » est assez bien accueilli, notamment par les investisseurs institutionnels et certains étrangers : la garantie de l'Etat français devient rare dans ce domaine. Son succès, pour les prochaines semaines, quatre emprunts : un emprunt de la Caisse centrale de coopération économique (700 millions de francs à taux fixe), un de la Compagnie bancaire (800 millions de francs, moitié à taux fixe, moitié à taux variable (T.M.O.), un de la Caisse nationale de Crédit agricole (2 à 3 milliards de francs placés dans le réseau) et, pour la fin du mois, un « gros » emprunt E.D.F. de 4 milliards de francs à taux fixe (ces modalités étant susceptibles d'être modifiées).

F. R.

Les matières premières

Meilleure tenue des métaux

Comme les bourses des valeurs, les marchés commerciaux ont accueilli avec satisfaction la détente des taux d'intérêt intervenu en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Les principaux bénéficiaires de la détente des taux d'intérêt ont été les métaux précieux, l'argent-métal ayant atteint son meilleur niveau depuis plus d'un mois.

Plus dépendantes des facteurs fondamentaux qu'est la situation de l'offre et de la demande, les denrées ont moins réagi à la baisse des taux. En revanche, elle a favorisé les céréales.

MÉTALUX. — Dans le sillage des métaux précieux (or et argent), les autres métaux ont généralement regagné du terrain. C'était le cas du cuivre, soutenu par ailleurs par l'adoption d'un programme de stockage par le Congrès des États-Unis et le relèvement des prix des producteurs américains. Raffermissement de l'étain à la suite d'achats du stock régulateur, tandis que le zinc et le plomb affichaient, à l'unisson, de meilleures dispositions malgré l'annonce d'une diminution de, respectivement, 7 et 2,7 % de la consommation de ces métaux pour les sept premiers mois de l'année dans le monde occidental.

Dans sa dernière étude économique, consacrée au marché mondial du plomb, la Banque Sudameris estime néanmoins que les prix pourraient poursuivre leur baisse tout en n'excluant pas quelques soubresauts à la hausse dus à des opérations spéculatives.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 7 oct.	Cours 8 oct.
Or fin (lbre en barre)	82 000	82 000
— lbre en lingot	82 000	82 000
Pièces françaises (100 fr.)	829	848
Pièces françaises (50 fr.)	408	428
Pièces suisses (20 fr.)	571	589
Pièces italiennes (20 fr.)	838	862
Pièces belges (20 fr.)	845	848
Souverains (20 fr.)	928	928
— Demi-souverains	345	350
Pièces de 20 dollars	3 165	3 165
— 10 dollars	1 580	1 582,5
— 5 dollars	820,25	820
— 20 marks	3 285	3 300
— 10 florins	580	580
— 5 roubles	374	374

CAOUTCHOUC. — La faiblesse des cours semble donner raison à ceux qui estiment que la décision de la Malaisie de stocker 129 000 tonnes de caoutchouc naturel sur une période de six mois aura davantage pour effet de causer des frictions entre pays consommateurs et producteurs que d'enrayer le mouvement de baisse.

DENRÉES. — Le café n'a pu maintenir ses meilleures dispositions de la semaine dernière. Il est vrai que l'optimisme n'a pas été de rigueur au cours du septième Symposium international du café qui vient de se tenir à Montreux en Suisse. M. Alexandre Beltrao, directeur exécutif de l'organisation internationale du café, y a notamment déclaré que les stocks des pays producteurs atteindraient quelque 60 millions de sacs à la fin de la saison 1983. Il a toutefois estimé que les cours ne devraient pas poursuivre leur glissement du fait de l'extension de l'accord international.

LES COURS DU 8 OCTOBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade cathode), 839 (811,50) ; à trois mois, 850 (829) ; étain comptant, 7 300 (7 310) ; à trois mois, 7 300 (7 260) ; plomb, 294 (288,50) ; zinc, 445,50 (437) ; aluminium, 554,50 (550) ; nickel, 2 265 (2 390) ; argent (en pence par once troy), 524 (490,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,55 (59,20) ; argent (en dollars par once), 8,94 (8,30) ; platine (en dollars par once), 320 (286) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 33,50 (35,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 360-375 (352-375). — Pesang : étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,15).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 64,75 (64,30). — Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), octobre, 354 (350) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 240 (240). — Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, 42 (42,70).

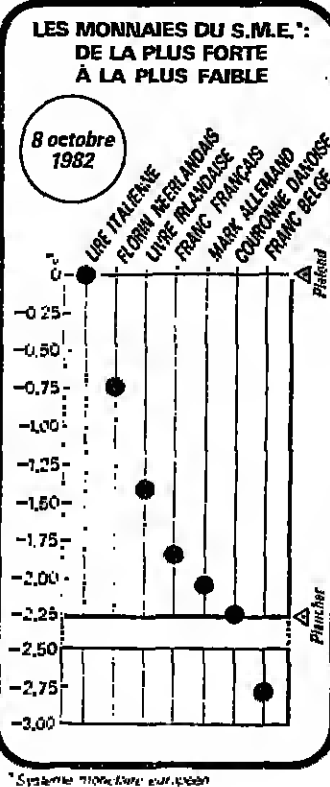
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveau pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 48-51 (48,75-50,75). — Pesang (en cents des Détroits par kilo) : 196 (198,50).

Irregularité du cacao. L'annonce au début de la semaine d'une récolte record de 445 000 tonnes en Côte d'Ivoire pour la saison 1981-1982 a alourdi la tendance. Pour sa part, le département de l'agriculture des États-Unis estime la récolte mondiale de la saison en cours à 1,70 million de tonnes, chiffre pratiquement identique à celui de 1981-1982.

La vente de 84 950 tonnes de sucre blanc par la C.E.E., dans le cadre de son offre hebdomadaire, a constitué un élément dépressif pour les contrats du sucre, de même que les prévisions du FIRS (Fonds d'intervention et de régulation du marché du sucre) faisant état de stocks records de 37,4 millions de tonnes à la fin de la saison 1982-1983. L'abaissement de la production mondiale de la décision du Brésil de suspendre ses exportations tant que les cours ne remontent pas à un niveau acceptable n'a en rien aidé la tendance.

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, (en cents par tonne) : cacao, décembre, 1 525 (1 535) ; mars, 1 602 (1 610) ; sucre, janvier, 6,30 (6,69) ; mars, 7 (7,16) ; café, décembre, 143,60 (145,01) ; mars, 134,75 (137,45). — Londres (en livres par tonne) : sucre, janvier, 98 (104) ; mars, 105,60 (108,20) ; café, novembre, 475 (1 527) ; jute, 1 374 (1 401) ; cacao, décembre, 1 018 (995) ; mars, 1 035 (1 027). — Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 1 205 (1 210) ; mars, 1 260 (1 255) ; café, novembre, 1 790 (1 848) ; jute, 1 730 (1 665) ; sucre (en francs par tonne), novembre, 1 325 (1 340) ; décembre, 1 317 (1 332) ; tourteaux de soja — Chicago (en dollars par tonne), octobre, 151,30 (151,40) ; décembre, 155,70 (155,60). — Londres (en livres par tonne), octobre, 113 (113,50) ; décembre, 115,50 (116,70). — Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 318 1/4 (316 3/4) ; mars, 338 1/2 (337 1/4) ; maïs, décembre, 222 (221) ; mars, 237 (1/4).

INDICES. — Moody's, 970,50 (972,70) ; Reuters, 1 504,10 (1 508,60).



Handwritten text in Arabic script: "سنة ١٤٠٣ هـ"

1